L'OBSERVATOIRE

JARDINS-DE-NAPIERVILLE

et LE PORTRAIT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA CDC-JDN

2026-2027



Un « GPS » pour tous les partenaires

Corporation
de Développement
Communautaire
Jardins-de-Napierville

SOMMAIRE DE L'OBSERVATOIRE

Découvrez un outil de travail réalisé par la CDC-JDN, pour mieux naviguer à travers la panoplie d'informations sur les enjeux sociaux et économiques du territoire des Jardins-de-Napierville.

Partie 1 – Informations générales de la CDC-JDN 3

L'édito de la direction, notre plaidoyer
L'histoire abrégée du « communautaire »
Le « communautaire », une nécessité aussi humaine qu'économique
Le continuum institutionnel des CDC
Autres partenaires de la CDC-JDN et son continuum
Gouvernance et financement de la CDC-JDN
Cadre, mandat et vision de la CDC ; cadre de référence de la TNCDC

Partie 2 – Portrait du territoire de la MRC et de la Montérégie-Ouest 15

Comparaison des 5 des territoires (MRC) de la Montérégie-Ouest
Densité des municipalités, découpage administratif du territoire et représentations parlementaires
Contacts des députées, comités de la MRC et annuaire des municipalités

Partie 3 – Enjeux locaux et comparatifs nationaux 21

Portrait social du territoire des Jardins-de-Napierville (MRC)
Classement des 10 enjeux sociaux par nos membres, pour 2025-2027
Le revenu viable hors des grands centres (IRIS), portrait du revenu viable à St-Rémi et Napierville et comparatif national
Données complémentaires
Portrait national de l'assistance sociale et portrait de la criminalité dans la MRC

Partie 4 – Le milieu communautaire et ses partenaires : réponses aux enjeux 32

Proposition de définition du développement **Social** et du développement **sociétal**
Les tables de concertation : Sécurité alimentaire, aînés, jeunesse avec indice de défavorisation, logement, petite enfance et périnatalité

Partie 5 – Impact populationnel des membres de la CDC-JDN 40

Un lourd constat
Ce que représente l'ensemble des membres en emploi et heures de bénévolat générées
Résultats et actions individuelles des membres par organisme, par municipalité et leur impact global

Partie 6 – Les dossiers de la CDC-JDN 44

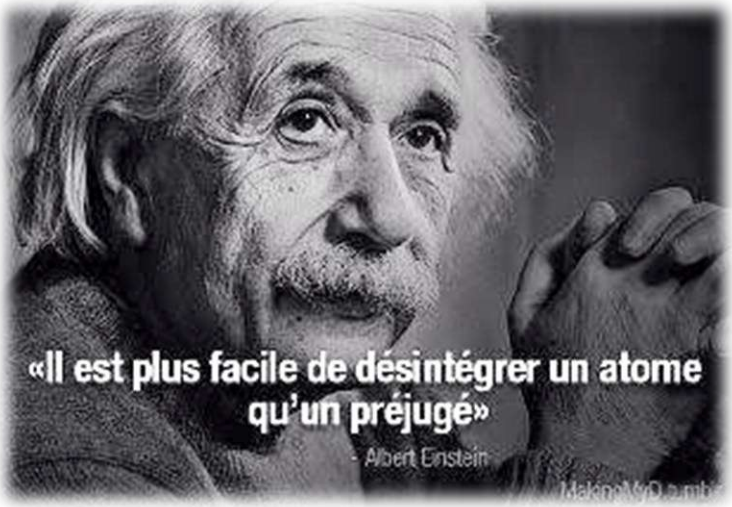
Les déterminants fondamentaux du niveau de vie (HEC)
Dossier santé (inclus des chiffres de l'INSPQ), données populationnelles (Santé publique) et l'IDC
Dossier du logement, P52 (constat, le logement en ruralité agricole, impacts de l'absence, l'itinérance, les freins à la construction, le coût en santé dû au manque de logements adéquats (Santé publique)
Dossier du transport, P70 (enjeux, constat, les défis du communautaire, les impacts de l'absence structurée, le coût du transport fait baisser le pouvoir d'achat, impact environnemental)
Dossier immigration (le portrait migratoire, les défis d'intégration, une crise humanitaire)

PORTRAIT DES MEMBRES DE LA CDC-JDN

Partie 7 – Description et missions des membres de la CDC-JDN..... 91

Ancienneté des organismes de la CDC-JDN
Tableau du nom des membres et contacts
Fiches complètes des membres (nom, adresse, contacts, missions, volets d'intervention, implications)

L'économie sociale en Montérégie 125
Le mouvement «Communautaire à Boutte» expliqué 126
Financement : Les limites de la philanthropie 127
Nous contacter 128



INFORMATIONS GÉNÉRALES

PARTIE 1

L'Observatoire est conçu pour à un large continuum.

Parce que le monde change, c'est une ressource collective et accessible pour aider aux prises de décisions.



La CDC des Jardins-de-Napierville est un organisme de regroupement, à l'instar d'une chambre de commerce.
Son financement du gouvernement provincial provient du Secrétariat à l'action communautaire et des initiatives sociales (SACAIS) rattaché au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
Son ancrage territorial est justifié par ses 32 organismes membres actifs dans notre MRC (condition *obligatoire* pour devenir membre), dont les sièges sociaux sont répartis sur 6 MRC, soit les Jardins-de-Napierville (RLS Jardins du Québec), le Roussillon, le Haut-St-Laurent, le Haut-Richelieu, agglomération de Longueuil et Beauharnois-Salaberry. Les membres comptent 267 employés, 633 bénévoles et ont desservis plus de 44 000 bénéficiaires au total en 12 mois

À la CDC-JDN, nous facilitons la diminution des défis collectifs et l'augmentation des impacts communautaires sur la population, dans **la MRC la plus agricole du Québec, les Jardins-de-Napierville, qui produit près de la moitié des fruits et légumes consommés au Québec.**
L'Observatoire est un outil de travail pour approcher plusieurs réalités sociales; elles sont présentées sous l'angle expérientiel de la direction de la CDC et des données d'organisations ou ministères comme l'IRIS, statistiques Canada, statistiques Québec, la Santé publique et les Centres de service scolaires qui effectuent un travail de terrain remarquable.

Ici, nous rendons hommage au milieu communautaire, et particulièrement aux membres de la CDC-JDN, car sans eux, nous aurions un tout autre portrait social...

Avertissement : Comme il y a plusieurs façons d'appréhender une situation et que chaque acteur pourrait faire un constat légèrement différent selon son secteur d'activité, nous laissons le soin aux lectrices et lecteurs d'adapter L'Observatoire à leur réalité.

(NDLA)

L'édito de la direction
Notre plaidoyer...

Nous observons que l'instinct de survie oblige la population rurale et agricole défavorisée à chercher de l'aide dans les grandes villes.

Quand Montréal fait pression sur les grandes villes de la première couronne, ces dernières exercent à leur tour une pression sur la deuxième couronne, et ainsi de suite, jusqu'à la frontière des États-Unis.

Comme l'onde d'une « réplique » d'un tremblement de terre, faute de services adaptés et suffisants en ruralité, les personnes défavorisées cherchent des solutions proches des centres urbains mieux équipés.

Conséquences : Inflation, exode rural, surcharge de la demande des services et dévitalisation. Ce phénomène touche de plus en plus la classe moyenne.

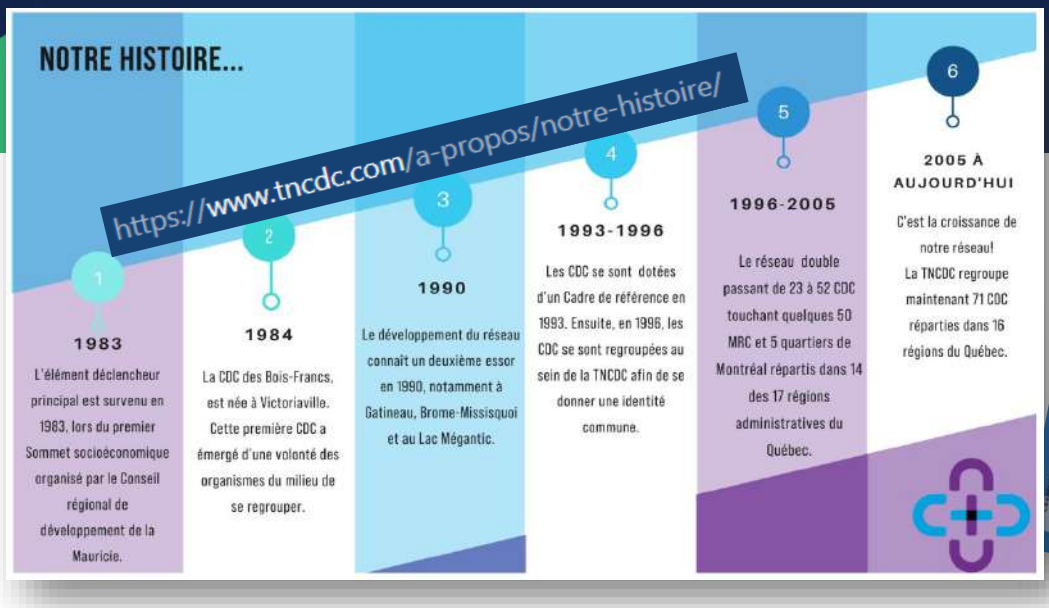
Piste de solution : Porter attention aux difficultés d'aménagement des territoires des nouveaux « gouvernements de proximité » que sont les municipalités, et envisager régionalement des solutions de collaborations solidaires entre l'urbain et le rural/agricole.

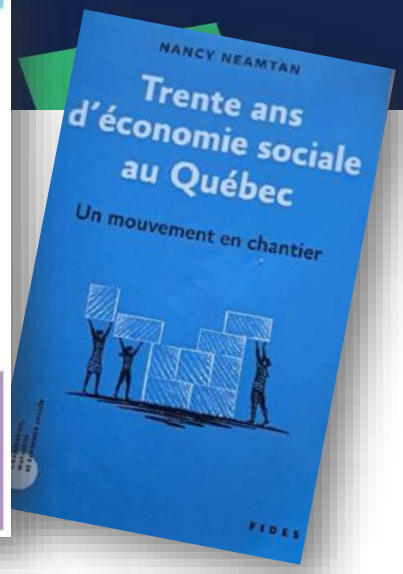
La direction.

Main des villes, main des champs...



L'histoire abrégée du « communautaire ».





L'histoire du mouvement communautaire autonome (ACA) au Québec débute dans les années 1960, marquant le passage de la charité religieuse à la lutte sociale pour la justice et les droits des citoyens, avec des comités citoyens et des groupes comme les cliniques populaires et les centres de femmes, revendiquant l'autonomie face à l'État et la participation citoyenne, aboutissant à la Politique de reconnaissance de 2001, mais avec des luttes continues pour un financement décent et le respect de leur mission de transformation sociale.

Les débuts (années 1960)

- Contexte : Déclin de l'influence de l'Église, émergence de revendications pour de meilleures conditions de vie.
- Acteurs : Militants, syndicalistes, féministes, prêtres-ouvriers.
- Formes d'action : Création des premiers comités de citoyens, des associations de locataires, des cliniques populaires.
- Inspirations : Théories de Saul Alinsky et du Père Lebret, axées sur l'empowerment des populations.

Structuration et professionnalisation (années 1970-1980)

- Expansion : Multiplication des groupes (centres de femmes, maisons d'hébergement jeunesse, etc.).
- Enjeux : L'État commence à financer, mais cherche à faire des groupes des prestataires de services, ce qui menace leur autonomie.
- Mobilisation : Création de regroupements comme la Coalition des organismes communautaires du Québec (COCQ) en 1985 et le Comité aviseur de l'ACA (CAACA) en 1995.

Reconnaissance et nouveaux défis (années 1990-2000)

- Moment clé (2001) : Adoption de la Politique gouvernementale « L'action communautaire : une contribution à l'exercice de la citoyenneté », reconnaissant l'ACA.
- Reconnaissance : Reconnaissance officielle de l'autonomie, du rôle et de la mission de transformation sociale des organismes.
- Défis persistants : Sous-financement chronique, logique de services, et désengagement progressif de l'État.

Le mouvement aujourd'hui

- Représentation : Le CAACA devient le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA).
- Mobilisation : Campagnes comme « Engagez-vous pour le communautaire » (2016) pour défendre l'ACA.
- Persistance des luttes : Demande d'un financement stable, décent et axé sur la mission globale, et non seulement sur des projets ponctuels.

Le communautaire, une nécessité aussi humaine qu'économique

Le secteur communautaire joue un rôle crucial pour combler les manques et les angles morts des services gouvernementaux, offrant des services de première ligne, spécialisés et proactifs pour des populations vulnérables (jeunes, personnes judiciarisées, aînés, etc.) qui échappent parfois aux systèmes publics, agissant ainsi comme un filet social indispensable et un agent de changement social face à des besoins croissants et des coupes budgétaires. Le secteur communautaire est considéré comme rentable, non pas en termes de profit financier direct, mais en raison de son impact économique et social significatif : chaque dollar investi génère d'importantes retombées économiques (emplois, dépenses locales), réduit les coûts publics à long terme (santé, etc.) et crée une valeur sociale (bien-être, services de proximité) qui dépasse largement l'investissement initial, bien que les organismes eux-mêmes souffrent souvent de sous-financement chronique et de salaires bas.

Comment le communautaire comble les manques (voir le Portrait de vie, dossier sur nos membres).

- Services de proximité et spécialisés : Les organismes communautaires répondent à des besoins spécifiques (santé mentale, dépendance, réinsertion, violence) là **où les services publics ne sont pas assez présents ou spécialisés**, comme le montre le travail de rue des YMCA.
- Approche proactive et globale : Ils adoptent une approche plus proactive, agissant sur les facteurs sociaux (logement, pauvreté) et renforçant le lien de confiance avec les usagers, ce qui améliore la prise en charge à long terme.
- Identification des « trous de service » : Des outils comme le 211 ou des études de besoins identifient les manques dans l'offre de services, permettant au communautaire d'agir sur ces zones grises.
- Alternative aux failles gouvernementales : Face aux coupes budgétaires et aux listes d'attente, le communautaire pallie les insuffisances du système public, devenant une ressource essentielle pour les populations marginalisées ou en difficulté.
- Transformation sociale : Au-delà des services, ils cherchent à transformer les causes des problèmes sociaux, en mobilisant les communautés pour des changements plus larges.

Rentabilité économique

- **Effet de levier :** Un investissement dans le communautaire génère beaucoup plus de valeur économique, car l'argent reste dans la province et est dépensé localement.
- **Retombées :** Pour **100 millions *investis* = *des retombées de* 183,7*millions*** qui peuvent être générées, incluant des productions supplémentaires chez les fournisseurs et des dépenses de consommation.
- **Productivité :** Des logements communautaires suffisants augmentent la productivité économique et le PIB, en luttant contre les problèmes de logement qui nuisent à la productivité des travailleurs.
- **Réduction des coûts :** Le financement communautaire peut réduire les coûts du système de santé en prévenant les problèmes sociaux et en améliorant l'accès aux services.
- **Amélioration de la qualité de vie :** Les OBNL et coopératives améliorent l'accès aux services, créent des emplois locaux et luttent contre la pauvreté.
- **Viabilité vs profit :** Les OBNL ne recherchent pas le profit, mais la viabilité pour remplir leurs missions sociales et répondre aux besoins réels des communautés.

Défis persistants

- **Sous-financement :** Malgré la rentabilité démontrée, le secteur fait face à un sous-financement chronique, avec des salaires inférieurs à la moyenne et des conditions de travail difficiles.
- **Dépendance :** La dépendance croissante à la philanthropie soulève des questions sur l'autonomie des groupes et leur orientation stratégique, selon l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).

Le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC via le ministère de la Santé et des Services sociaux) ne soutient les organismes qu'à hauteur de 70 % du budget à la mission. Les directions doivent trouver les autres 30 %. *(NDLA)*

Le continuum institutionnel des 73 CDC au Québec



Alain Therrien

- **Ministre responsable de l'Administration gouvernementale**
- **Président du Conseil du trésor**
- **Ministre responsable de l'Action communautaire**
- **Leader parlementaire adjoint du gouvernement**

Il est responsable de l'application du plan d'action gouvernemental (PAGAC) et de son financement.



Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Québec

Le SACAIS

Il administre le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA). Il dépend du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.



Mathieu Lebrun

- **Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**
- **Membre du Comité de législation**
- **Membre du Comité ministériel des services aux citoyens**

Il est notre interlocuteur pour les services sociaux et l'action communautaire autonome.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

TNCDC
TABLE NATIONALE
DES CORPORATIONS DE
DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE



Comment travaille une CDC?
Voir page 12

C'est l'instance nationale de regroupement, de représentation et de soutien des 73 CDC au Québec. C'est le représentant officiel et porte-voix des CDC, auprès des instances politiques et socioéconomiques.

L'action communautaire autonome (ACA) représente 19 ministères, organismes et agences gouvernementales.

Autres partenaires de la CDC-JDN

***TROC-M** (Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie-Ouest)*
***Santé QC** (de la Montérégie-Ouest)*
***CSSDGS** (Centre de services scolaires des Grandes-Seigneuries)*

CONCERTATION HORIZON
se mobiliser • agir • renforcer

11 MUNICIPALITÉS – MRC des Jardins-de-Napierville
(Municipalité régionale de comté) 1767, rue Principale, Saint-Michel, QC J0L 2L0 - **450 454-0559**

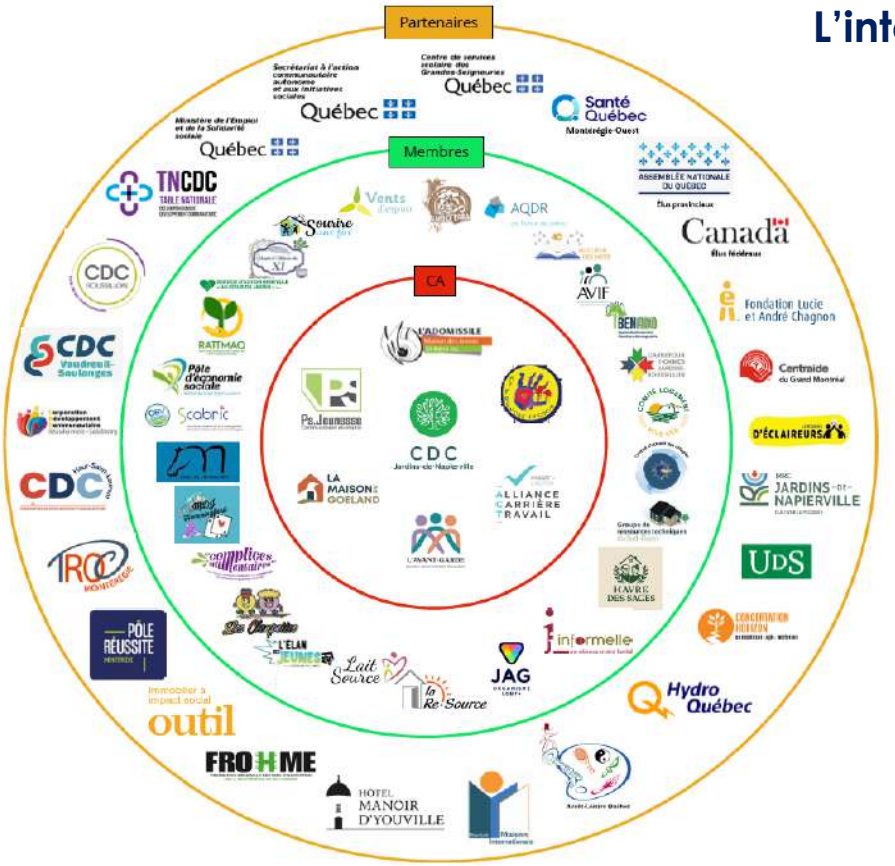
Amélie Latendresse - Directrice générale / a.latendresse@mrcjdn.ca

Sonia Dumais – Directrice du développement économique, de l'aménagement et du développement durable dev.economique@mrcjdn.ca

Macky Diarra - Agent de développement social / dev.social@mrcjdn.ca

Yves Boyer - Préfet et Maire de St-Patrice-de-Sherrington

Continuum de la CDC-JDN



L'inter-CDC de Montérégie-Ouest

(Les belles de l'Ouest)

CDC Roussillon
Johl Lefort-Albert (DG) 438 490-3789
direction@cdcroussillon.org

CDC Haut-St-Laurent
Marie Rachel Charlebois, (DG)450 264-9042
dg@cdchsl.org

CDC Vaudreuil-Soulanges
Sébastien Legros (DG) 450 424-3717
direction@cdcvs.ca

CDC Beauharnois-Salaberry
Édith Gariépy (DG) 450 373-4504
direction@cdc-beauharnois-salaberry.org

CDC Jardins-de-Napierville
Philippe Jallon (DG) 450 992-1400
direction@cdcjdn.org



Gouvernance et financement de la CDC



1

TNCDC
TABLE NATIONALE
DES CORPORATIONS DE
DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

La **TNCDC**, interlocutrice privilégiée du ministère (**MESS**), est garante du cadre d'intervention et de la coordination nationale des 73 CDC du Québec et de plus de 2800 membres.

2

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Québec

3

Financement de base de la CDC

Conseil d'administration

Corporation de Développement Communautaire Jardins-de-Napierville

4

L'équipe de travail permanente



Joanne Bélisle
Agente de liaison et communications



Philippe Jallon
Directeur général

La CDC, en bref...

La CDC collabore avec la MRC, CISSSMO, les élus municipaux et parlementaires du provincial et du fédéral.

La CDC participe à plusieurs tables de concertation, au niveau local, régional et national, et en interne avec ses membres qu'elle coordonne en **concertation**.

Elle favorise aussi l'émergence de nouveaux organismes dans la MRC.

Son conseil d'administration est composé par la direction de ses membres.

Principaux types d'OBNL membres de la CDC-JDN

- Organismes d'action communautaire autonome (ACA)
- Organismes d'action communautaire (AC)
- Entreprises d'économie sociale

LA CDC-JDN ET SES MEMBRES FAVORISENT LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET LES SERVICES ESSENTIELS À LA POPULATION.

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; *Révision, et comité de lecture : Joanne Bélisle, Cécile Bertin, Sylvie Gamache*

Cadre, mandats et vision de la CDC

1- Extrait du cadre normatif gouvernemental

Une CDC est un regroupement d'organismes communautaires qui intervient dans différents secteurs d'intervention, tels que :

- ✓ la santé et services sociaux
- ✓ l'éducation
- ✓ la famille
- ✓ l'employabilité
- ✓ l'alphabétisation
- ✓ la défense des droits
- ✓ le logement
- ✓ la culture
- ✓ l'environnement
- ✓ l'immigration

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Québec

2- Les 10 volets d'intervention (moyens d'action) des 71 CDC au Québec



TNCDC
TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

3- L'orientation stratégique

Le conseil d'administration de la CDC valide l'orientation stratégique qui est adoptée en assemblée générale et suit le développement des 4 dossiers statutaires et résolutoires :



Logement | Transport | Santé | Immigration



La mission de la CDC-JDN correspond au cadre de référence émis par la TNCDC.

Règlements généraux CDC : Section I, art 6 : Mission et objectifs

Une CDC est un regroupement d'organismes communautaires qui interviennent dans différents secteurs d'intervention, tels que la santé et les services sociaux, l'éducation, la famille, l'employabilité, l'alphabétisation, la défense des droits, le logement, la culture, l'environnement et l'immigration. Elle offre des services de soutien et d'accompagnement aux organismes ainsi que des formations. Elle sert de lieu de concertation pour renforcer le développement social local dans une perspective d'inclusion sociale et de lutte contre la pauvreté.

Les objectifs pour lesquels la Corporation est constituée sont les suivants :

- **Promouvoir le développement communautaire dans la MRC les Jardins-de-Napierville, les intérêts, les préoccupations et les contributions des groupes au développement du milieu.**
- **Sensibiliser la population à améliorer sa qualité de vie par tous les moyens jugés appropriés.**
- **Impliquer les citoyennes et les citoyens dans la recherche de solutions pour contrer les problèmes vécus dans leur communauté.**
- **Rassembler par des actions concertées et complémentaires, les organismes communautaires, leurs partenaires et collaborateurs préoccupés par la pauvreté, la qualité de vie et le développement de leur milieu.**
- **Favoriser dans une perspective multisectorielle le développement communautaire.**
- **Stimuler la réflexion, la consultation et la concertation sur tout ce qui touche le développement social, durable et communautaire.**

La différence entre une CDC et ses partenaires institutionnels :

- Sauf exception comme celle des MRC, les partenaires institutionnels des CDC sont généralement **sectoriels**, ils relèvent d'un ministère précis. Ils travaillent pour une partie identifiée de la population (ainés, enfance, jeunes, etc.), souvent au sein d'espaces appelés tables de concertations, ou comités. Les rencontres abordent aussi des enjeux transversaux.
- Une CDC travaille dans un cadre territorial précis, comprenant généralement un territoires parfois plusieurs; elle a une vision périphérique de la société sur des enjeux **transversaux** comme la santé, le logement, le transport, etc. Sont travail porte parfois sur des enjeux sectoriels pour combler des trous de services.

  La majorité des membres de la CDC-JDN sont des organismes d'action communautaire autonome. À elle seule, l'ACA couvre 19 ministères, organismes et agences gouvernementales.

Le mandat des CDC du Québec se compose de dix volets d'intervention, incluant le travail en développement ainsi que le soutien aux organismes et au milieu.

MOYENS D'ACTION



La CDC, en tant que regroupement local et multisectoriel, favorise la concertation entre les membres par une vie associative et avec tout le continuum des partenaires. Ces concertations permettent un partage et une analyse facilitant une lecture commune du milieu et des actions à prendre afin d'agir avec une plus forte cohésion.



La CDC travaille à la création et au maintien d'organismes communautaires qui répondent aux besoins de leur communauté. Elle est partie prenante à faciliter l'accueil, l'intégration et l'accompagnement des nouveaux membres, également hors du territoire ou nouveaux personnels qui offrent des services à la population des Jardins.



La CDC représente ses membres dans différentes instances des milieux communautaire, socioéconomique et politique. Elle joue aussi un rôle de représentation auprès des instances locales, régionales et nationales des différents paliers. La CDC est aussi présente lors d'activités de mobilisation et de revendication afin de soutenir le mouvement communautaire au cœur du développement social des collectivités en faveur d'une plus grande justice sociale.



La CDC est proactive pour toute action de mutualisation ou de partenariat avec les acteurs politiques, institutionnels et socioéconomiques du territoire pour parvenir aux objectifs répondant aux priorités établies par les acteurs concernés. Cette façon de faire devient une alternative au modèle économique existant.



La CDC favorise les conditions d'émergence de projets locaux en économie sociale par la promotion et l'information, la considérant comme un levier social et économique pour du développement alternatif, innovateur et inclusif.



La CDC offre à ses membres une panoplie d'outils et de services. Il peut s'agir de conseils, de service d'accompagnement personnalisé, publication, prêt d'équipement, etc. Il est important de préciser que ces services visent à renforcer la croissance des organismes communautaires, leur autonomie et leur maintien quand cela est nécessaire.



La CDC travaille aussi en mutualisation avec d'autres partenaires pour ce volet. À partir d'un sondage annuel distribué aux membres, la Coalition de formation de la Montérégie-Ouest, dont le Manoir d'Youville, offre une grande diversité de thématiques tant pour les directions que pour les collaboratrices et collaborateurs.



La CDC se fait un devoir de promouvoir des activités relevant de l'action communautaire et de ses membres. Elle contribue ainsi à faire connaître et reconnaître que le milieu communautaire, issu de la population, représente une force sociale, économique et politique pouvant influencer le développement des collectivités pour le bien-être des citoyens.



La CDC s'implique dans des activités de recherche. Elle peut piloter des projets de recherche ponctuels sur des problématiques sociales identifiées avec ses partenaires. De plus, L'Observatoire (document de référence de la CDC) rassemble des données brutes et statistiques qui permettent de rendre compte de l'impact des actions de ses organismes dans la MRC.



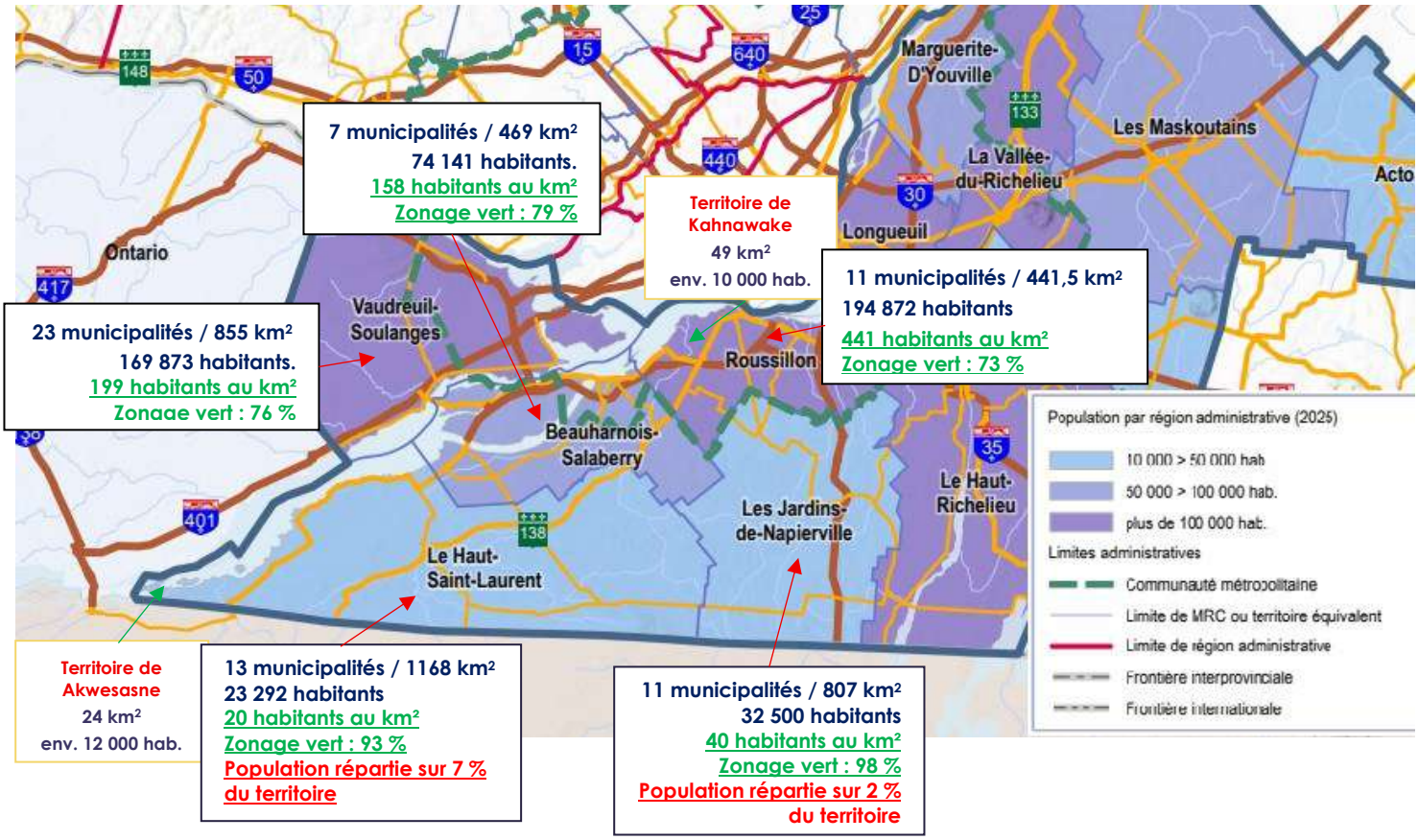
La CDC favorise et assure la circulation de l'information, par divers moyens (infolettre, réseaux sociaux, site Internet, tournées en présence ou téléphonique, courriels et le document de référence L'Observatoire). Le rôle de la CDC est de transmettre une information pertinente et nécessaire afin de bien informer les organismes pour qu'ils renforcent leur capacité d'agir.

PORTRAIT DU TERRITOIRE DES JARDINS-DE-NAPIERVILLE ET ET DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST

PARTIE 2

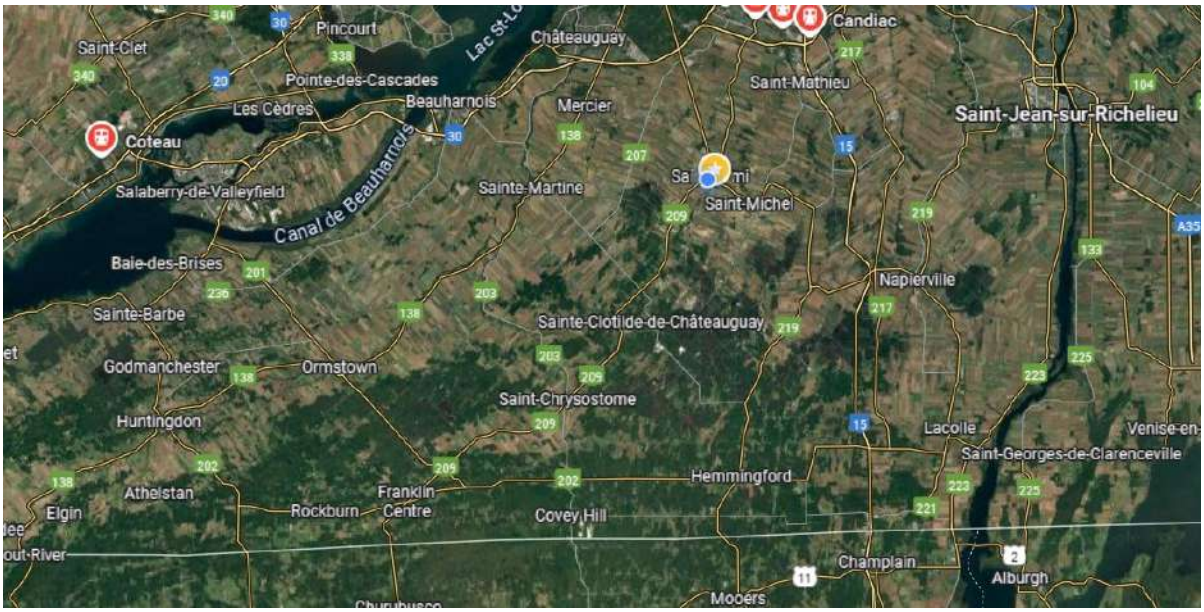


Comparaison des 5 MRC de la M-O

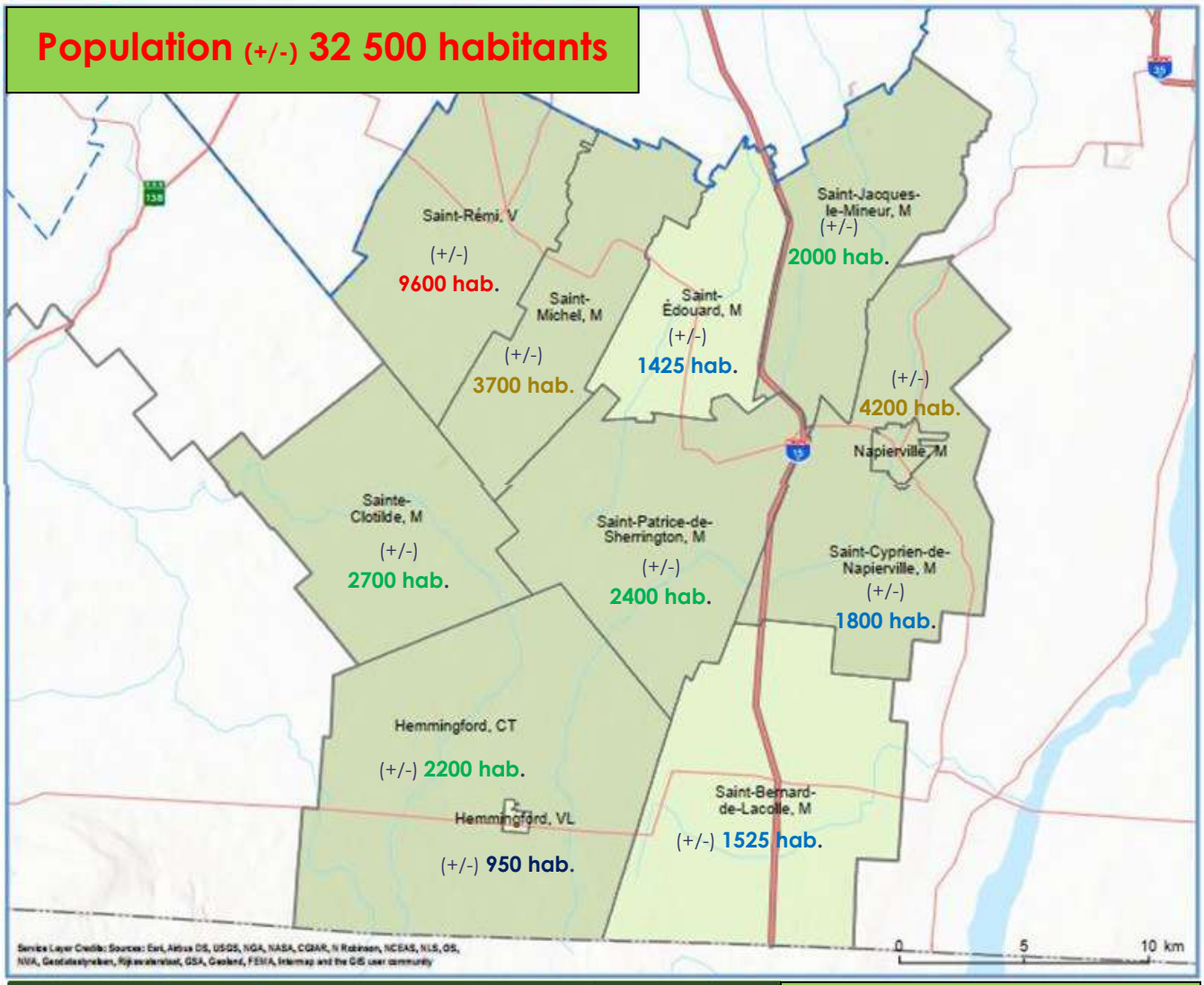


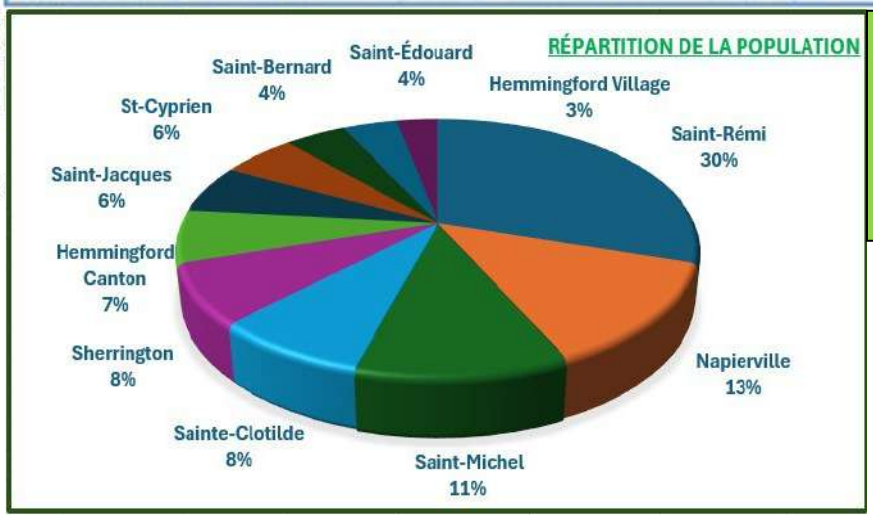
À propos des Jardins, le saviez-vous?

- **Habitants : 32 500 (+/-), âge moyen 41 ans**
- **Densité : 40 habitants au km²**
  *+ 9 % depuis le recensement de **2016** avec un bond à 2 chiffres pour 50 % des municipalités*
- **Total logements privés :** 12 446 (**appartements** = **2245** ; **maisons** = **9615**) **2021**



Densité des municipalités





97,7 % du territoire de la MRC se situe en zone agricole.

Découpages administratif du territoire

SANTÉ

Santé Québec

Découpage de la Montérégie

CISSS de la Montérégie-Ouest
CISSS de la Montérégie-Centre
CISSS de la Montérégie-Est



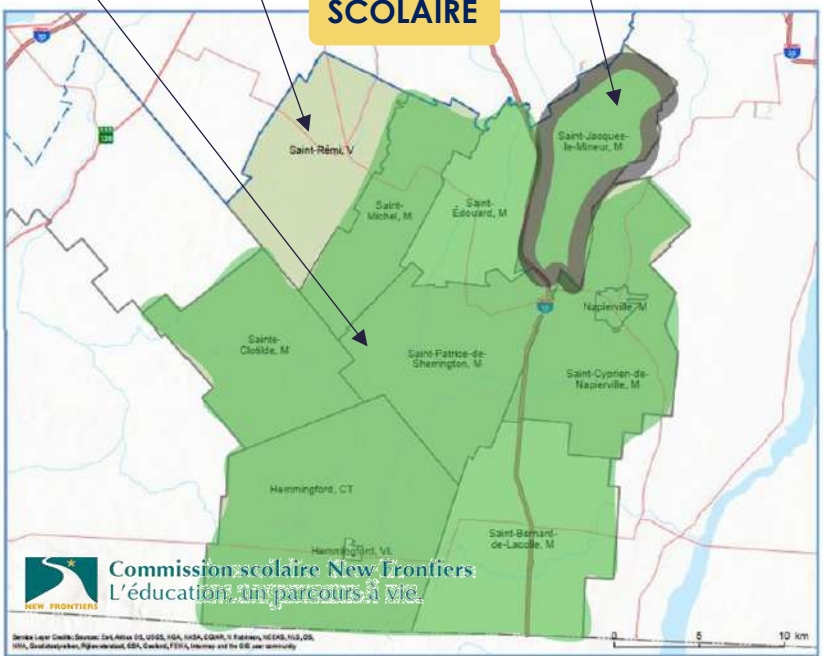
RLS – Réseau local des services

SCOLAIRE

Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries Québec

Centre de services scolaire des Hautes-Rivières Québec

Circonscription Huntington
Circonscription Sanguinet
Circonscription Huntington



REPRÉSENTATIONS PARLEMENTAIRES



SURVOL
Affiliation politique:
Libéral
Circonscription:
Châteauguay—Les Jardins-de-Napierville
Province / Territoire:
Québec
Langue préférée:
Français

Députée fédérale
Châteauguay/Jardins
Secrétaire d'État à la nature





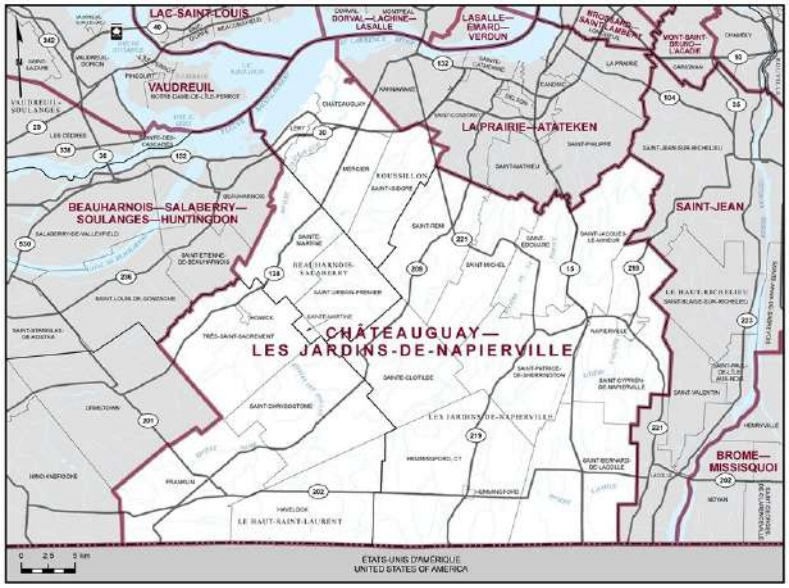
Alain Therrien
- Ministre responsable de l'Administration gouvernementale
- Président du Conseil du trésor
- **Ministre responsable de l'Action communautaire**
- Leader parlementaire adjoint du gouvernement

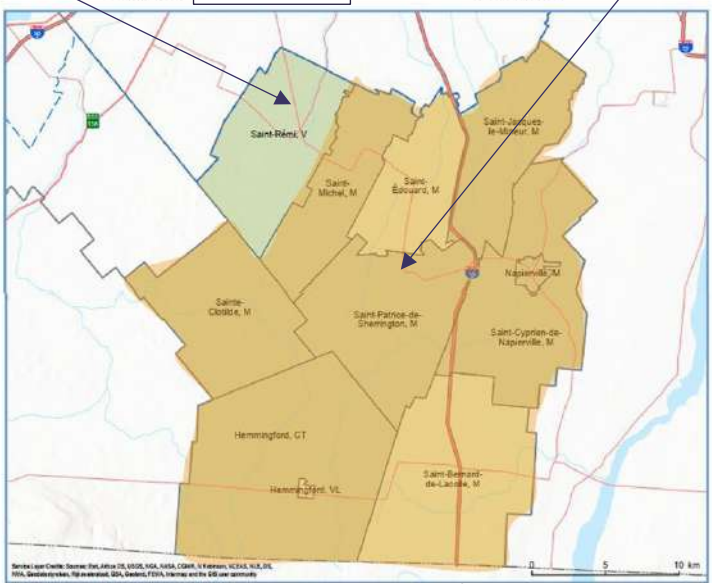
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Député de Sanguinet
(St-Rémi)



Député de Huntingdon
(Toute la MRC sauf St-Rémi)





Contacts députés

Députés provinciaux

Frédéric Laplante
Député de Huntingdon (toute la MRC sauf St-Rémi)
Frederic.Laplante.HUNT@assnat.qc.ca / 177, rue Saint-Joseph, Sainte-Martine, QC

Alain Therrien
Député de Sanguinet (uniquement St-Rémi)
Alain.Therrien.SAGU@assnat.qc.ca / 55, rue Saint-Pierre, bureau 101, Saint-Constant, QC

Députée fédérale

L'honorable **Nathalie Provost**
Députée fédérale de Châteauguay-Jardins-de-Napierville
nathalie.provost@parl.gc.ca / 245 boul. Saint-Jean-Baptiste, bureau 104, Châteauguay, QC

Comités de la MRC

Comité gestion et administration
- M. Yves Boyer
- Mme Sylvie Gagnon-Breton
- Mme Chantale Pelletier
- M. Jean-Guy Hamelin
- M. Alexandre Bastien

Comité Bâtiment
- M. Yves Boyer
- M. Alexandre Bastien
- M. Étienne Brunet
- Mme Sylvie Gagnon-Breton

Comité Schéma d'aménagement
- M. Yves Boyer
- M. Alexandre Bastien
- Mme Estelle Muzzi
- Mme Chantale Pelletier
- Mme Sylvie Gagnon-Breton

Comité consultatif agricole
- M. Yves Boyer
- Mme Estelle Muzzi

Représentante dossier santé
- Mme Chantale Pelletier

Comité cours d'eau
- M. Yves Boyer
- Mme Sylvie Gagnon-Breton
- M. Étienne Brunet

Comité sécurité publique
- M. Yves Boyer
- Mme Sylvie Gagnon-Breton
- M. Jean-Guy Hamelin
- M. Guy-Julien Mayné
- Mme Chantale Pelletier

Représentants dossier Familles et Aînés
- Mme Chantale Pelletier
- M. Guy-Julien Mayné

Comité Sécurité incendie et civile
- M. Yves Boyer
- Mme Chantale Pelletier
- M. Lucien Bouchard
- M. Jean-Guy Hamelin
- M. Alexandre Bastien
- Drew Somerville

Comité développement économique
- M. Yves Boyer
- M. Étienne Brunet
- Mme Sylvie Gagnon-Breton

Comité Environnement
- M. Yves Boyer
- Mme Estelle Muzzi
- M. Étienne Brunet
- Mme Sylvie Gagnon-Breton

Représentants OBV SCABRIC
- M. Guy-Julien Mayné

Comité jeunesse, initiative MRC, contribution du Secrétariat à la jeunesse, pris en charge par l'ADOMISSILE St-Rémi

Annuaire de la MRC et des municipalités

1767, rue Principale, Saint-Michel (Québec) J0L 2L0 Tél : 450 454-0559 et 514 725-0559
Adresse électronique : info@mrcjdn.ca | Site Internet : www.mrcjardinsdenapierville.ca
Heures d'ouverture : Lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30, Vendredi : 8 h à 12 h

Préfet **:** M. Yves Boyer
Secrétaire-réceptionniste : Mme Linda Gauthier (221)

Coordonnateur à l'aménagement : M. Francis Doyon (225)
Technicienne en aménagement : Mme Mélissa Proulx (239)
Agent de développement social : M. Macky Diarra (228)
Directeur services administratifs : M. Michaël Beaudin
Conseiller gestion milieux naturels : Weldy Saint-Fleur

Directrice générale *:* Mme Amélie Latendresse (222)
Directrice du développement économique, de l'aménagement et du développement durable : Mme Sonia Dumais (218)
Agente de développement économique : Mme Cassandra Shamshoum (219)
Conseillère du développement touristique et culturel : Fleur Gontard
Centre innovation (environnement) : Isabelle Adam
Préventionniste incendie : Alexandre Claveau-Girard
Préventionniste incendie : Tommy Marchand

SAINT-BERNARD-DE-LACOLLE	***VILLAGE DE HEMMINGFORD***	***CANTON DE HEMMINGFORD***
450 246-3348	*450 247-3310*	*450 247-2050*
116, rang Saint-Claude, Saint-Bernard-de-Lacolle J0J 1V0	*505, rue Frontière, local 5, Hemmingford J0L 1H0*	*505, rue Frontière, local 3, Hemmingford J0L 1H0*
Mme Estelle Muzzi, mairesse	**M. Drew Somerville, maire**	**M. Lucien Bouchard, maire**
emuzzi@mun-sbdl.ca	**maire.village@hemmingford.ca**	**maire.canton@hemmingford.ca**
Mme Stéphanie Leblanc, DG/Greffière-trésorière	M. Michael Krohn, DG/Greffier-trésorier adj.	Mme Mylène Vincent, DG/Greffière-trésorière
sleblanc@mun-sbdl.ca	**dg@villagedehemmingford.ca**	Mme Stephanie McAdam, DG/Greffière-trés., adj.
M. Normand Faille, Chef et responsable SSI	Mme Annick Brunet, DGA, greffière-trésorière	M. Devon Watt, dir. amén. et insp.
M. William Boisclair, inspecteur	**dga@villagedehemmingford.ca**	M. Christopher Watt, inspecteur en voirie
	Mme Brigitte Provost, inspectrice municipale	Mme Nancy Lussier, dir. de l'adm. et SSI
info@mun-sbdl.ca	**village@hemmingford.ca**	**canton.township@hemmingford.ca**

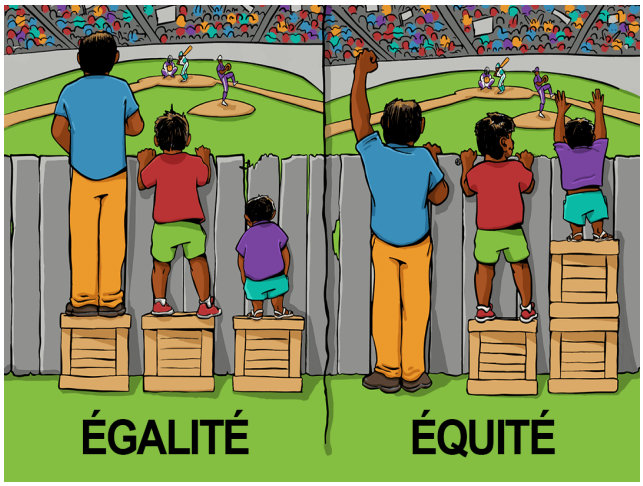
SAINTE-CLOTILDE	***SAINT-PATRICE-DE-SHERRINGTON***	***NAPIERVILLE***
450 826-3129	*450 454-4959*	*450 245-7210*
2452, ch. de l'Église, Sainte-Clotilde J0L 1W0	*300, St-Patrice, Sherrington J0L 2N0*	*260, rue de l'Église, Napierville, J0J 1L0*
M. Guy-Julien Mayné, maire	**M. Yves Boyer, maire**	**Mme Chantale Pelletier, mairesse**
maire@ste-clotilde.ca	**maire@sherr.ca**	**cpelletier@napierville.ca**
Mme Natacha Joboin, DG	M. Clément Costanza, DG	Mme Julie Archambault, DG
dg@ste-clotilde.ca	**dg@sherr.ca**	**jarchambault@napierville.ca**
M. William Boisclair, urbaniste	M. Sylvain Boucher, urbanisme	Mme Émilie Provost, DGA
M. Guillaume Tremblay, dir. TP	M. Jean-Luc Beaudin, dir. SSI	M. Diego Fernando Pulido, dir. TP
François Lauzon, dir. SS Incendies	M. William Boisclair, amén. et insp.	
info@ste-clotilde.ca	**info@sherr.ca**	**municipalite@napierville.ca**

SAINT-CYPRIEN-DE-NAPIERVILLE	***SAINT-JACQUES-LE-MINEUR***	***SAINT-ÉDOUARD***
450 245-3658	*450 347-5446 450-347-5754*	*450 454-6333*
121, rang Cyr, Saint-Cyprien-de-Napierville, J0J 1L0	*91, rue Principale, Saint-Jacques-le-Mineur, J0J 1Z0*	*405-C, montée Lussier, Saint-Édouard, J0L 1Y0*
M. Jean-François Boire, maire	**Mme. Marie-Eve Boutin, mairesse**	**M. Alexandre Bastien, maire**
maire@st-cypriendenapierville.com	**mairie@sjlm.ca**	**maire@saintedouard.ca**
jeanfrancoisboire@hotmail.com		
Mme Nancy Corriveau, DG/Greffière-trésorière	Mme Isabelle Arcoite, DG/Greffière-trésorière	Mme Édith Létourneau, DG/Greffière-trésorière
ncorriveau@st-cypriendenapierville.com	**dg@sjlm.ca**	Mme Marie-Josée Vanasse, DGA/g-t adj.
Mme Karine Richard, resp. service urbanisme	M. Martin Blais, DGA	**dga@saintedouard.ca**
M. Patrick Gagnon, dir. SSI	M. Michaël Lavoie, insp.	Mme Marie-Josée Bujold, adj. adm
		M. Stéphane Martin, contr. TP/ insp. serv. Urb/Off
info@st-cypriendenapierville.com	**info@sjlm.ca**	**info@saintedouard.ca**

SAINT-MICHEL	***SAINT-RÉMI***	*COUR MUNICIPALE COMMUNE : 450 454-3994, 105, rue de la Mairie, Saint-Rémi J0L 2L0*
450 454-4502	*450 454-3993*	**Mme Véronique Beauchamp, juge**
1700, rue Principale, Saint-Michel, J0L 2J0	*105, rue de la Mairie, Saint-Rémi, J0L 2L0*	
M. Jean-Guy Hamelin, maire	**Mme Sylvie Gagnon-Breton, mairesse**	*SÛRETÉ DU QUÉBEC - Poste de la MRC les Jardins-de-Napierville, 522, rue Saint-Jacques C.P. 835 Napierville J0J 1L0*
hamelinjg@gmail.com	**sgagnonbreton@ville.saint-remi.qc.ca**	
Mme Chantal Bergeron, DG/Greffière-trésorière	M. Simon Lacoursière, DG par intérim	
dg@mst-michel.ca	**slacoursiere@ville.saint-remi.qc.ca**	
Mme Caroline Provost, greffière-trésorière adj.	M. Philippe Gaudet, Dir. adj./Resp. urbanisme	
Mme Jessika Savoie-Riendeau, serv. urbanisme et env.	Me Patrice De Repentigny, greffier	
M. Marco Hamelin, contr. travaux publics	M. Benoit Smaha, dir. SSI	
info@mst-michel.ca	**administration@ville.saint-remi.qc.ca**	

ENJEUX LOCAUX
et comparatifs nationaux

PARTIE 3



Portrait de la population – Recensement 2021-22

(p = personnes)

- **Population :** 30 339 habitants **(environ 32 500 en 2024, soit +7 %)**
- **Jeunes de moins de 15 ans :** 5 475 p (18,0 %)
- **Personnes entre 15 et 64 ans :** 19 465 p (64,2 %)
- **Personnes âgées de +65 ans :** 5 405 p (17,8 %)
- **Total des ménages privés :** 12 860 pour un total de 30 339 p (1 p : 3 225; 2 p : 4350; 3 p : 1735; 4 p : 1600; 5 p et + : 950)
- **Total des familles comptant 1 couple :** 7 158
- **Total logements privés :** 12 446 (**appartements** : **2 245** ; **maisons : 9 615**)
- **Total familles monoparentales :** 1 265
- **Total des familles sans enfants :** 3 700
- **Revenu médian après impôt (2019) :** 35 200 $
- **Nombre de bénéficiaires d'un revenu (15 ans et +) :** 22 600 p

Source : Statistique Canada. 2022. (tableau). *Profil du recensement*, Recensement de la population de 2021, produit nº 98-316-X2021001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Diffusé le 13 juillet 2022. https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F

PORTRAIT SOCIAL DE LA MRC ET MONTÉRÉGIE-OUEST



Un portrait des Jardins-de-Napierville (PDF de 50 pages) a été réalisé par nos organisatrices communautaires Mélanie Courchesne et Valérie Brousseau-Dubé de Santé Québec.

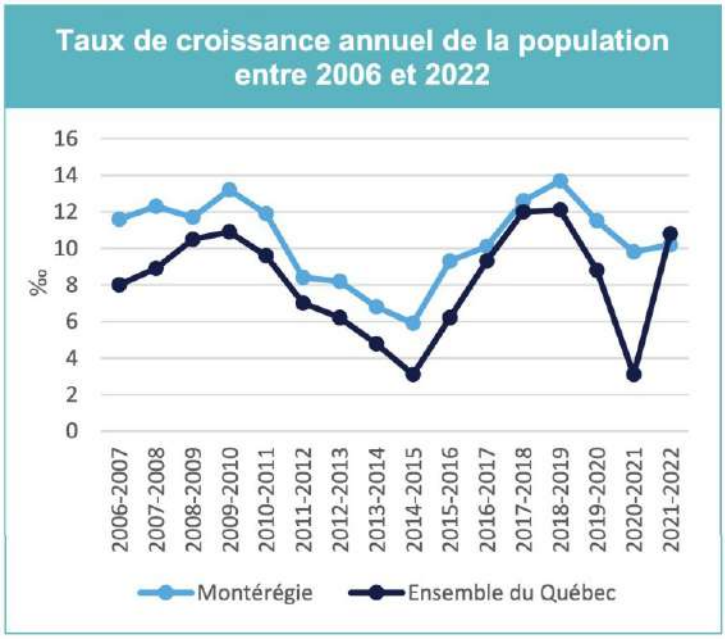
Ce portrait présente les indicateurs sociaux pour chaque municipalité.

(Sur demande à la CDC)

Ce portrait démontre l'impact de l'éloignement des services sur la population la plus au sud de la MRC. « *Plus les observations s'éloignent de St-Rémi et de Napierville, plus la population est défavorisée.* »

« Quand on se compare… »

Sources : Statistique Canada, Statistique Québec, CISSS, IRIS



Le revenu n'est pas le pouvoir d'achat

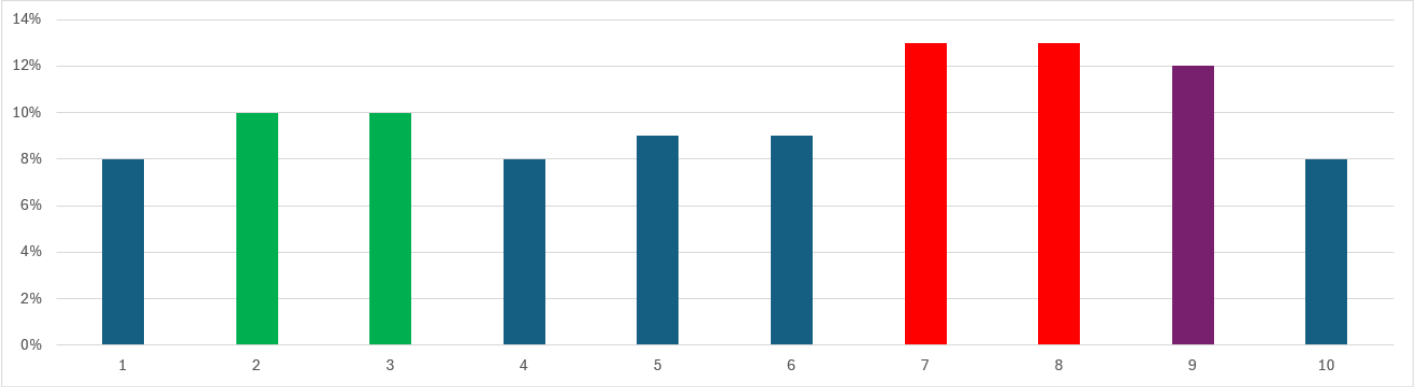
« Selon les données provisoires de 2022, le revenu disponible par habitant, en dollars courants, a crû de 7,4 % dans l'ensemble du Québec. Exprimé en termes réels, c'est-à-dire lorsque l'on exclut les variations de prix, il a plutôt augmenté de 1,8 % ». *Statistique Québec*

Peut-être, mais…

- **Le logement (loyers et inflation du prix des maisons) est de +20 %** (jusqu'à **+ 75 %** du prix des loyers dans certaines municipalités).
- **Le prix des aliments est lui aussi en augmentation entre +15 % et +20 % selon les méthodes de calcul.**

Classement de 10 enjeux sociaux par nos membres pour 2025-2027

Enjeux sociaux	Environnement	Économie sociale	Transport collectif	Persévérance scolaire	Agressivité	Immigration	Logement	Santé mentale	Sécurité alimentaire	Itinérance
	8%	10%	10%	8%	9%	9%	13%	13%	12%	8%



Les membres de la CDC-JDN ont répondu à la question suivante :

Classer par ordre d'importance les 10 enjeux sociaux que votre organisme aura à affronter dans les 2 prochaines années indépendamment de sa mission. Ces enjeux sont ceux qui reviennent le plus souvent dans les rencontres et ne sont pas exhaustifs.

Aucun enjeu social ne se dégage vraiment des autres. Cependant et sans surprise, **le logement** et **la santé mentale** arrivent ex aequo en tête du classement avec **13 %**, suivi de près de **la sécurité alimentaire** avec **12 %.** Ces défis sont immédiatement suivis du **transport collectif** ex aequo avec **l'économie sociale** à **10 %.** Les autres défis se tiennent dans le même groupe de proportion.

La difficulté de l'exercice réside dans le fait que certains enjeux entraînent des conséquences directes sur d'autres enjeux; une situation de grand stress (logement, sécurité alimentaire, violence) peut amener à des défis en santé mentale, par exemple. D'autres croisements sont possibles.

D'où l'intérêt de présenter différemment les résultats en les **classant arbitrairement en 2 catégories** : **prévention et curatif**. Il serait possible de placer une même action dans ces 2 catégories; tout comme 2 actions complémentaires comme le logement ou la sécurité alimentaire atténuent les défis de santé mentale.

1- **Enjeux liés à des actions plutôt préventives** (résultats à plus ou moins long terme)
Environnement – Économie sociale – Transport collectif – Persévérance scolaire – Immigration
Cumul = 45 % - Il existe très peu de budget pour 45 % de défis à venir.

2- **Enjeux liés à des actions plutôt curatives** (résultats recherchés à court terme)
Agressivité – Logement – Santé mentale – Sécurité alimentaire – Itinérance.
Cumul = 55 % - Les budgets ne répondent pas suffisamment aux besoins immédiats de la population. Les organismes s'attendent à ce que leurs défis actuels perdurent ou s'intensifient dans les années à venir.

Le revenu viable hors des grands centres

Source IRIS : iris-recherche.qc.ca/publications/revenu-viable



Tableau 4

Croissance du revenu viable entre 2024 et 2025, ouest de la Montérégie

	Vaudreuil-Dorion	Châteauguay	Salaberry-de-Valleyfield	Huntingdon	Saint-Rémi	Napierville
Personne seule	2,6 %	4,9 %	-17,2 %	6,6 %	2 %	2 %
Famille monoparentale	5,3 %	5,1 %	3,8 %	2,6 %	2,4 %	2,4 %
Famille biparentale	4,8 %	3,3 %	-5,8 %	1,6 %	1,7 %	1,6 %

Tableau 5

Revenu médian par rapport au revenu viable, ouest de la Montérégie, 2025

		Vaudreuil-Dorion	Châteauguay	Salaberry-de-Valleyfield	Huntingdon	Saint-Rémi	Napierville
Augmentation depuis 2023 + 21 % Personne seule	Revenu médian	48 486 $	41 630 $	38 201 $	31 589 $	40 160 $	43 589 $
	Revenu viable	52 730 $	42 880 $	36 520 $	46 628 $	44 378 $	43 346 $
	Ratio RM/RV	92 %	97 %	105 %	68 %	90 %	101 %
Augmentation depuis 2023 + 23 % Famille monoparentale	Revenu médian	84 483 $	78 974 $	69 056 $	66 117 $	73 954 $	75 423 $
	Revenu viable	67 705 $	64 553 $	62 269 $	61 133 $	59 727 $	58 021 $
	Ratio RM/RV	125 %	122 %	111 %	108 %	124 %	130 %
Augmentation depuis 2023 + 29 % Famille biparentale	Revenu médian	134 684 $	129 786 $	126 113 $	107 747 $	126 113 $	131 011 $
	Revenu viable	94 134 $	94 692 $	87 778 $	95 016 $	97 344 $	92 847 $
	Ratio RM/RV	143 %	137 %	144 %	113 %	130 %	141 %

Tableau 1
Composantes détaillées d'un revenu viable pour un ménage composé d'une personne seule, ouest de la Montérégie, 2024

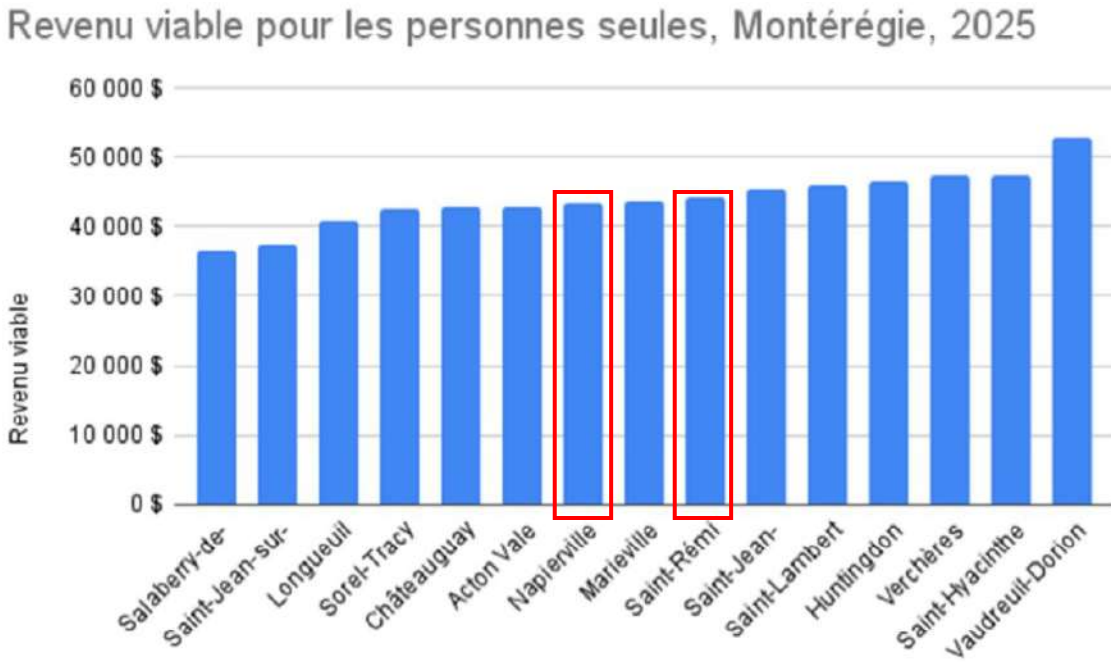
	Vaudreuil-Dorion	Châteauguay	Salaberry-de-Valleyfield	Huntingdon	Saint-Rémi	Napierville
Alimentation	6 457 $	6 840 $	6 829 $	7 453 $	6 759 $	7 212 $
Nourriture	5 199 $	5 508 $	5 499 $	6 001 $	5 443 $	5 808 $
Ajustement niveau de vie	1 257 $	1 332 $	1 330 $	1 451 $	1 316 $	1 405 $
Vêtements	1 443 $	1 443 $	1 443 $	1 443 $	1 443 $	1 443 $
Logement	19 429 $	16 461 $	11 948 $	10 462 $	11 381 $	9 700 $
Loyer	16 507 $	13 940 $	10 044 $	8 352 $	9 565 $	8 108 $
Pénalité au déménagement	2 542 $	2 147 $	1 547 $	1 739 $	1 473 $	1 249 $
Assurance locataire	380 $	374 $	357 $	371 $	343 $	343 $
Transport	10 725 $	2 927 $	10 660 $	10 747 $	10 747 $	10 747 $
Véhicule	10 150 $	0 $	10 085 $	10 172 $	10 172 $	10 172 $
Alternatives de déplacement	575 $	575 $	575 $	575 $	575 $	575 $
Transport en commun	0 $	2 352 $	0 $	0 $	0 $	0 $
Autres nécessités	11 501 $	11 369 $	11 417 $	11 875 $	11 339 $	11 644 $
Dépenses diverses et participation sociale	5 956 $	6 246 $	6 237 $	6 708 $	6 184 $	6 526 $
Téléphone	400 $	400 $	400 $	400 $	400 $	400 $
Internet et câblodiffuseur	966 $	966 $	966 $	966 $	966 $	966 $
Épargne et éducation	2 122 $	2 122 $	2 122 $	2 122 $	2 122 $	2 122 $
Fonds d'urgence	2 057 $	1 635 $	1 692 $	1 679 $	1 667 $	1 630 $
Soins de santé non remboursés	1 859 $	1 840 $	1 789 $	1 780 $	1 838 $	1 760 $
Soins dentaires	249 $	244 $	184 $	195 $	238 $	160 $
Soins des yeux	200 $	186 $	195 $	175 $	190 $	190 $
Autres soins de santé physique et mentale	1 410 $	1 410 $	1 410 $	1 410 $	1 410 $	1 410 $
Coût total pour une année ou revenu viable	51 414 $	40 879 $	44 086 $	43 760 $	43 508 $	42 506 $

Loyer de 1372 $ par mois

Loyer de 950 $ par mois
(recherche internet janvier 2026)
3 ½ = **1375 $**
le moins cher.

Salaire brut : 53 360 $
Salaire net : 40 870 $
35 h semaine :
29,30 $ / heure brut
22,45 $ / heure net
40 h semaine :
25,65 $ / heure brut
19,65 $ / heure net

Salaire brut : 57 265 $
Salaire net : 43 508 $
35 h semaine :
31,50 $ / heure brut
24 $ $ / heure net
40 h semaine :
27,50 $ / heure brut
21 $ / heure net



IRIS Institut de recherche et d'informations socio-économiques

Source : **iris-recherche.qc.ca/publications/le-revenu-viable-hors-des-grands-centres/**

Extrait du portrait du revenu viable

1.2.5 Saint-Rémi

« *Ville de 9 202 habitants et la plus grande ville de la MRC des Jardins-de-Napierville, Saint-Rémi connaît une croissance démographique rapide. De 2016 à 2021, sa population a augmenté de 11,1 % (contre 4,1 % pour le Québec).* ***Le revenu médian après impôt des particuliers y est de 37 200 $.*** *Le taux de bénéficiaires de l'assurance-emploi (15,2 %) y est nettement plus élevé que la moyenne de la Montérégie (11,5 %). En 2021, 23,3 % des ménages de la ville consacraient plus de 30 % de leur revenu à se loger, un taux inférieur à la moyenne québécoise (16,1 %).*

Le revenu viable pour une personne seule à Saint-Rémi est de 37 654 $*, tandis que le revenu médian après impôt des ménages d'une seule personne y est de 32 800 $.* ***C'est donc dire que plus de 50 % des personnes seules n'atteignent pas le revenu viable. Les ménages d'une seule personne représentent 31,8 % des ménages.***

Le revenu viable pour une famille monoparentale ayant un enfant est de 50 404 $, alors que le revenu médian après impôt des familles monoparentales est de 60 400 $. Ces familles représentent 10,2 % des ménages.

Le revenu viable pour une famille de quatre personnes est de 76 480 $ et le revenu médian après impôt des couples avec enfants est de 106 000 $. Ceux-ci représentent 25,4 % des ménages (ménage = foyer fiscal) ».

Extrait du portrait du revenu viable

1.2.6 Napierville

« *Ville de 4 174 habitants située dans Les Jardins-de-Napierville, Napierville a connu de 2016 à 2021 une croissance démographique (3,1 %) inférieure à la moyenne québécoise (4,1 %).* ***Le revenu médian après impôt des particuliers y est de 38 000 $****. Le taux de bénéficiaires de l'assurance-emploi (14,2 %) y est plus élevé que la moyenne de la Montérégie (11,5 %). En 2021, 11 % des ménages de la ville consacraient plus de 30 % de leur revenu à se loger, un taux bien inférieur à la moyenne québécoise (16,1 %).*

Le revenu viable pour une personne seule à Napierville est de 36 668 $*, alors que le revenu médian après impôt des ménages d'une seule personne y est de 35 600 $.* ***C'est donc dire que plus de 50 % des personnes seules n'atteignent pas le revenu viable. Les ménages d'une seule personne représentent 28,7 % des ménages.***

Le revenu viable pour une famille monoparentale ayant un enfant est de 48 667 $, tandis que le revenu médian après impôt des familles monoparentales est de 61 600 $. Les familles monoparentales représentent 10,4 % des ménages.

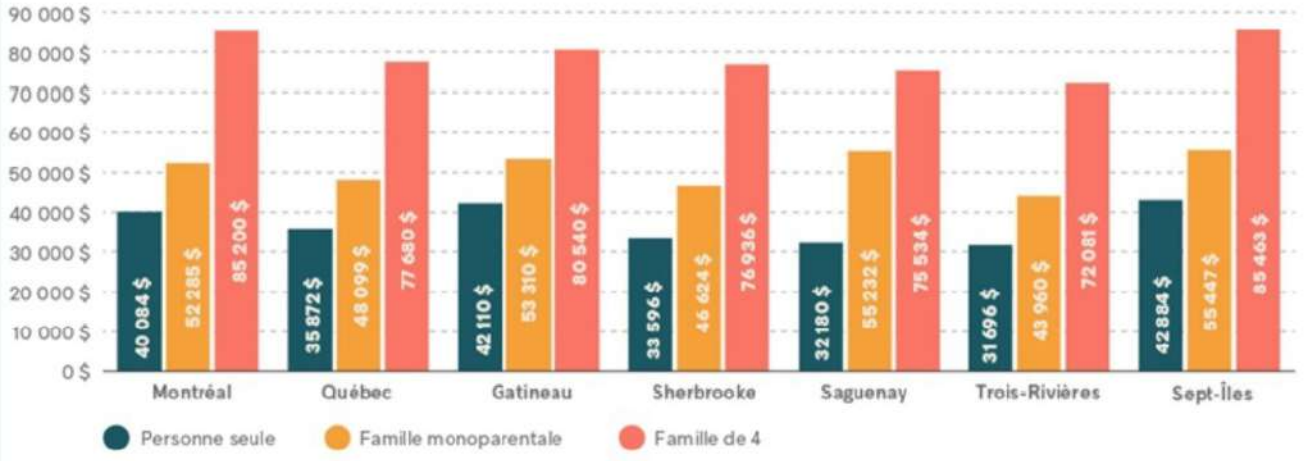
Enfin, le revenu viable pour une famille de quatre personnes est de 75 301 $ et le revenu médian après impôt des couples avec enfants, qui représentent 25,9 % des ménages, est de 107 000 $ ».

Comparatif national du revenu viable 2025

LE REVENU VIABLE EN 2025 DANS 7 LOCALITÉS DU QUÉBEC

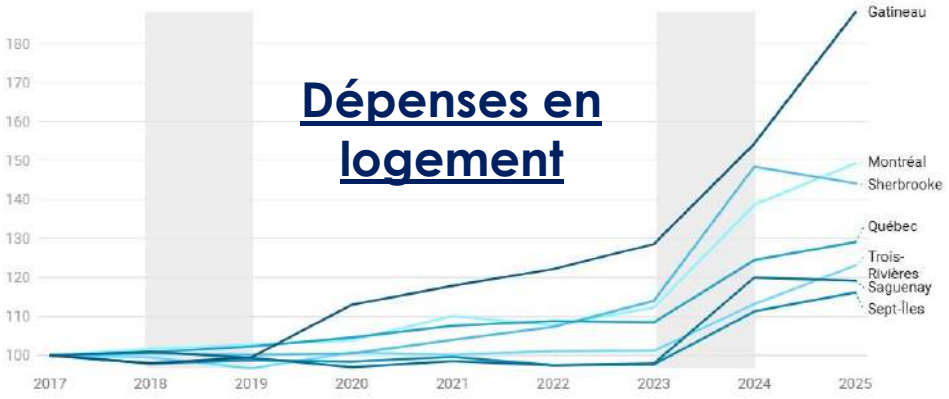
Graphique 1

Synthèse du revenu viable pour les sept localités et les trois types de ménage considérés, 2025



SOURCE : Calculs de l'IRIS.

Évolution des dépenses en logement en dollars constants dans le revenu viable d'un ménage composé d'une personne seule, base 100, 2017-2025



Évolution des dépenses en alimentation dans le revenu viable à Montréal, base 100, 2015-2025

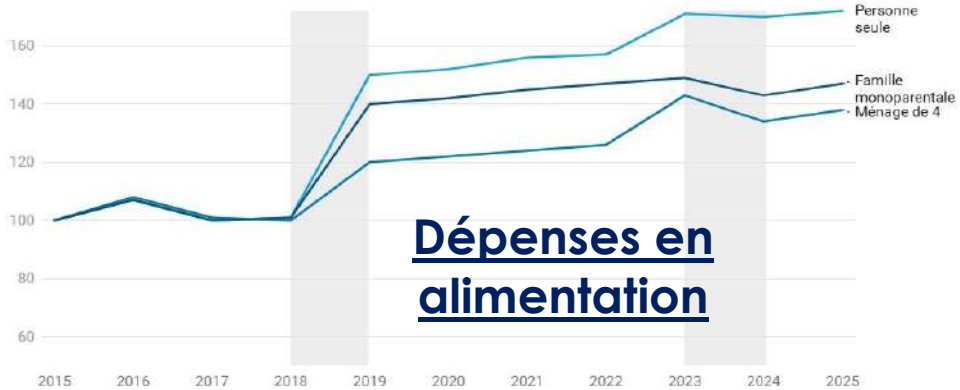


Chart: IRIS • Source: Statistique Canada, Tableau 18-10-0004-01, Indice des prix à la consommation mensuel, non désaisonnalisé ; Salaire viable 2015-2017, IRIS ; Revenu viable 2018-2024, IRIS ; calculs de l'IRIS. • Get the data • Created with Datawrapper

À noter :

L'évolution démographique dont le vieillissement de la population et les changements dans les modes de vie, entrainent une augmentation des ménages composés d'une seule personne.

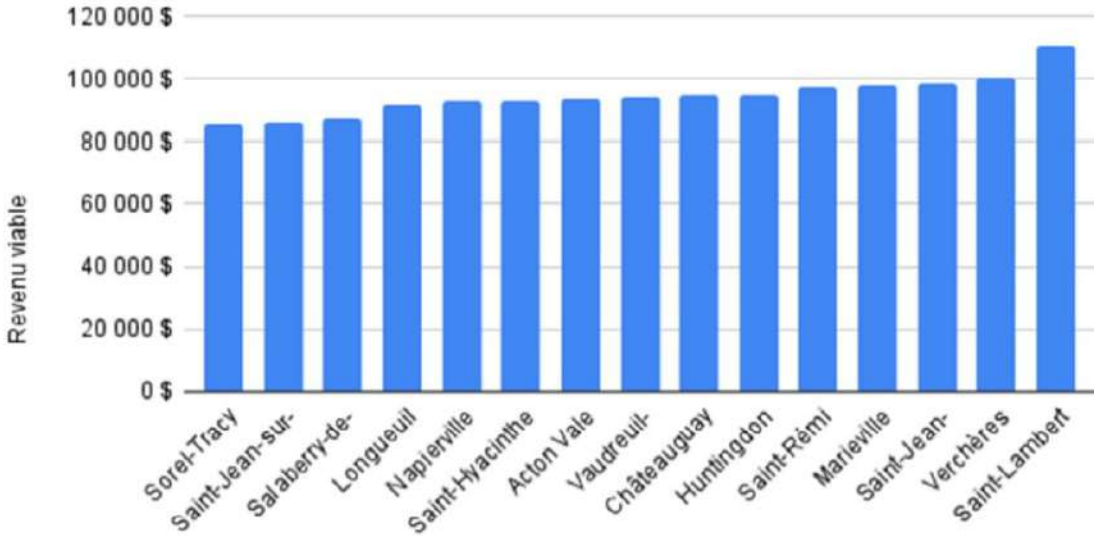
Le graphique du haut démontre qu'un ménage de 4 personnes n'a besoin que du double de revenu pour être financièrement viable par rapport à un ménage d'une personne seule.

Conclusion :

Les personnes seules sont 2x plus à risque que les familles composées de 2 adultes et de 2 enfants.

Ce fait sociétal est à considérer dans les années à venir pour les prises de décision.

Revenu viable pour les couples avec deux enfants, Montérégie, 2025

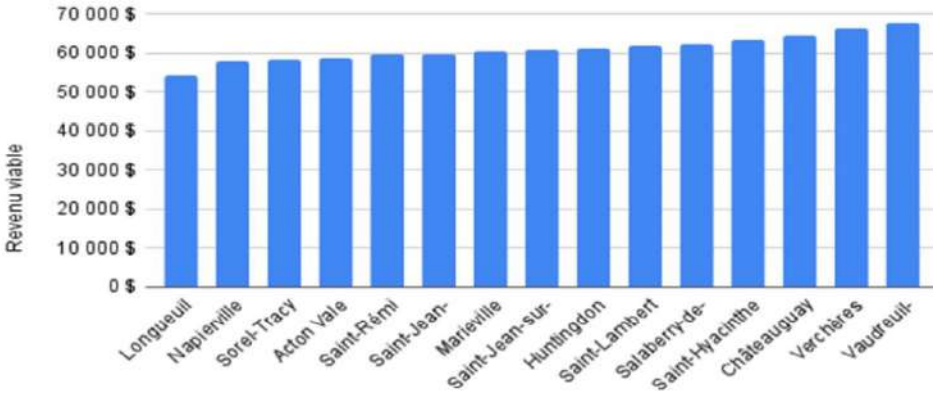


Le revenu viable net (après impôts) inclut toutes les classes sociales.

1 aîné sur 5 dans les Jardins est sous le seuil de faible revenu.

(IRIS)

Revenu viable pour les familles monoparentales, Montérégie, 2025



<u>À surveiller en 2026 :</u>

- Hausse des loyers
- Hausse du coût de la vie (biens de première nécessité)
- Hausse du chômage
- Augmentation des écarts de revenus
- Impacts des élections fédérales et provinciales
- Impacts des politiques migratoires
- L'effet TRUMP mondialement

Bien qu'il s'agisse d'une zone agricole, la MRC des Jardins-de-Napierville a une vitalité économique relativement élevée. À Saint-Rémi et à Napierville, la nécessité de se déplacer en voiture <u>fait monter le revenu viable</u>.

Le revenu viable est plus élevé en ruralité qu'à Montréal à cause, entre autres, des frais de transport.



DONNÉES COMPLÉMENTAIRES

PORTRAIT national de l'assistance sociale 2017-2024

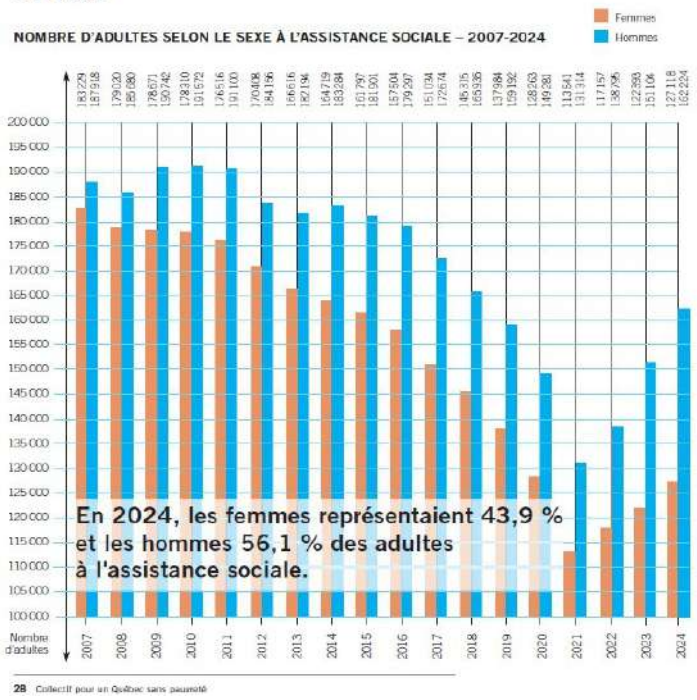
Collectif pour un Québec sans pauvreté

En juin 2024, 232 021 personnes étaient prestataires de l'aide financière de dernier recours au Québec. Une baisse de 42 % au cours des 20 dernières années

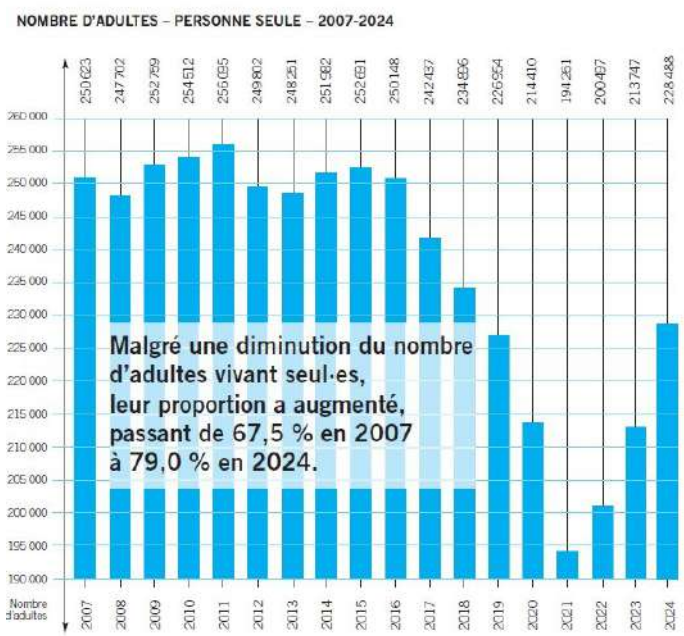
SITUATION FAMILIALE – ADULTES – 2024

	Femmes		Hommes	
Personne seule	**87 000**	**(68,4 %)**	**141 488**	**(87,2 %)**
Couple sans enfants	8 869	(7,0 %)	8 644	(5,3 %)
Famille monoparentale	**21 763**	**(17,1 %)**	**2 633**	**(1,6 %)**
Couple avec enfants	9 441	(7,4 %)	9 426	(5,8 %)
Conjoint·e d'étudiant·e	45	(0,0 %)	33	(0,0 %)

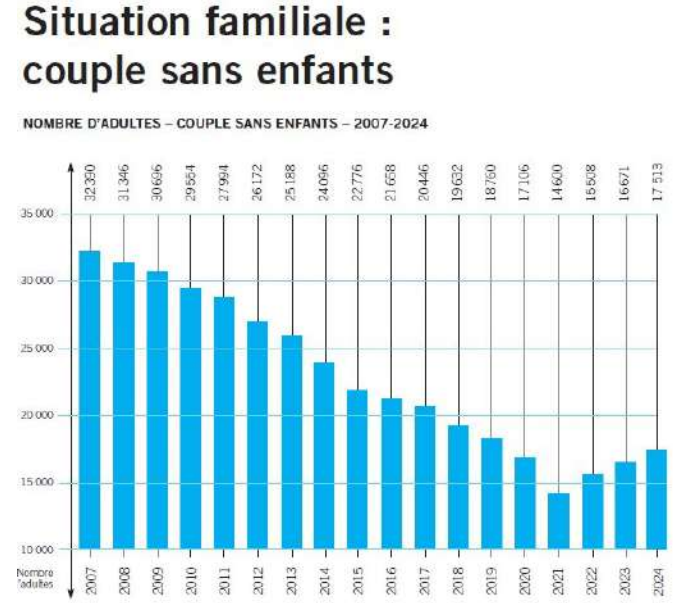
Sexe



Situation familiale : personne seule

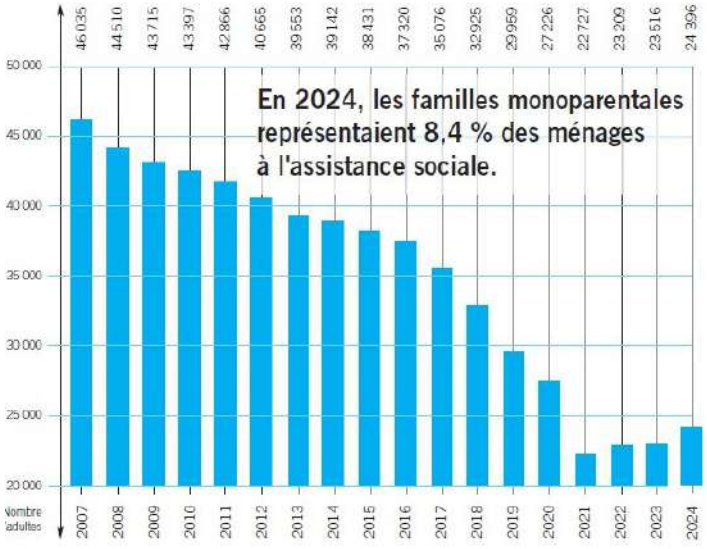


Situation familiale : couple sans enfants



Situation familiale : famille monoparentale

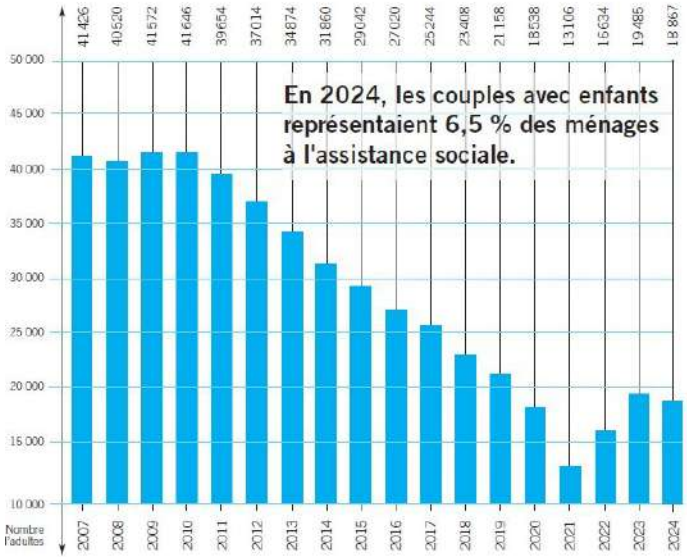
NOMBRE D'ADULTES – FAMILLE MONOPARENTALE – 2007-2024



Une forte majorité (89,2 %) des familles monoparentales à l'assistance sociale ont une femme à leur tête.

Situation familiale : couple avec enfants

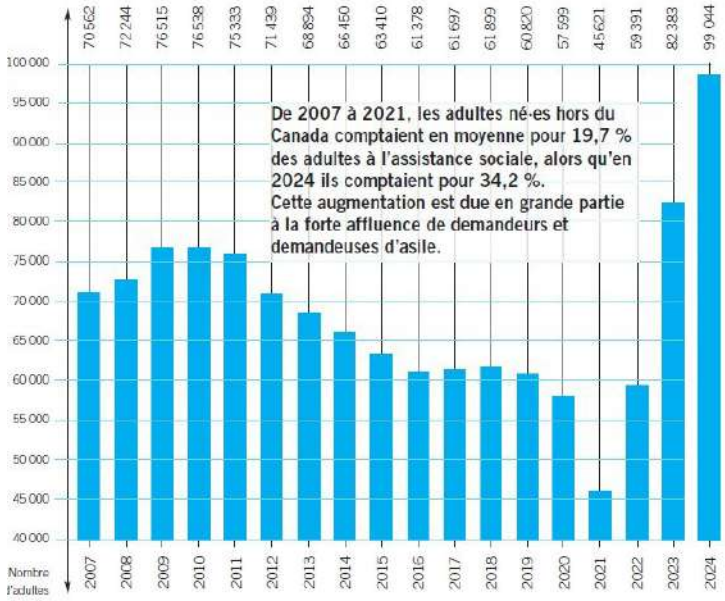
NOMBRE D'ADULTES – COUPLE AVEC ENFANTS – 2007-2024



Né·es hors du Canada

Toute personne qui n'est pas née au Canada et qui a acquis la citoyenneté canadienne, qui est en attente ou a obtenu le droit de résidence au Canada ou encore qui revendique le statut de réfugié·e[8].

NOMBRE D'ADULTES NÉ·ES HORS CANADA – 2007-2024



8 *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale*, Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2024, p. 24. https://www.bibliothequ.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=710

Né·es hors du Canada

SITUATION FAMILIALE – ADULTES – 2024

	Nombre d'adultes	Proportion
Personne seule	65 386	66,0 %
Couple sans enfants	10 267	10,4 %
Famille monoparentale	**8 806**	**8,9 %**
Couple avec enfants	**14 535**	**14,7 %**
Conjoint·e d'étudiant·e	50	0,0 %

ÂGE – ADULTES – 2024

	Nombre d'adultes	Proportion
Moins de 20 ans	1 978	2,0 %
De 21 à 24 ans	9 873	10,0 %
De 25 à 29 ans	12 832	13,0 %
De 30 à 34 ans	13 803	13,9 %
De 35 à 39 ans	12 154	12,3 %
De 40 à 44 ans	10 919	11,0 %
De 45 à 49 ans	8 621	8,7 %
De 50 à 54 ans	7 413	7,5 %
55 ans et plus	21 451	21,7 %

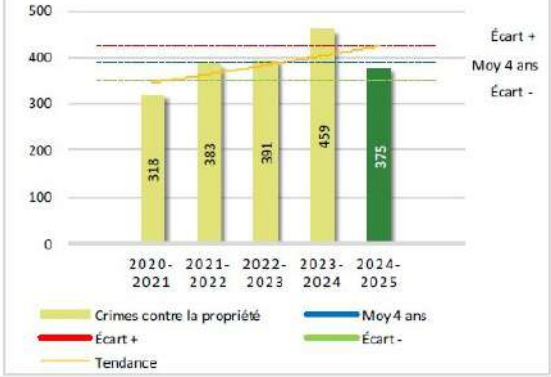
TYPES DE CONTRAINTES – ADULTES – 2024

	Nombre d'adultes	Proportion
Sans contraintes	70 349	71,0 %
Contraintes temporaires	17 927	18,1 %
Contraintes sévères*	10 768	10,9 %

*Comprend les conjoint·es sans contraintes sévères

PORTRAIT de la CRIMINALITÉ dans les Jardins-de-Napierville

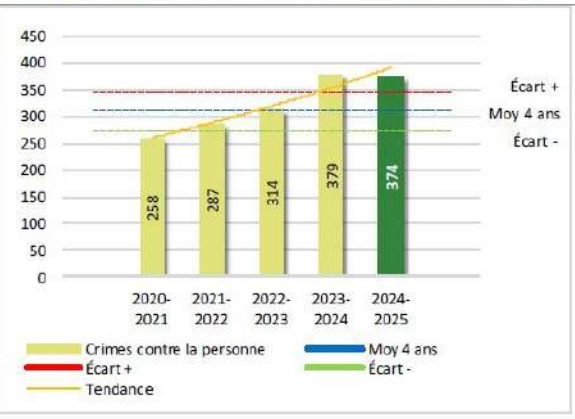
Graphique 12 : Nombre de crimes contre la propriété



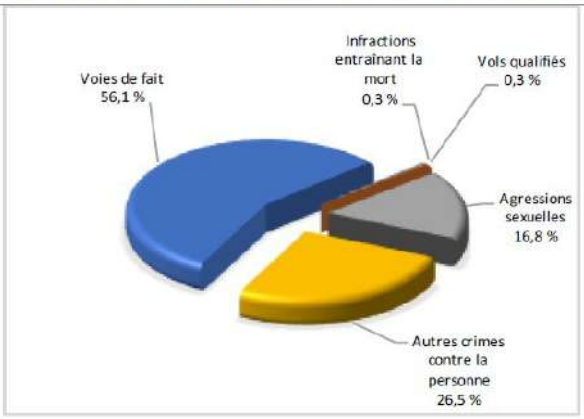
Graphique 13 : Catégories de crime contre la propriété



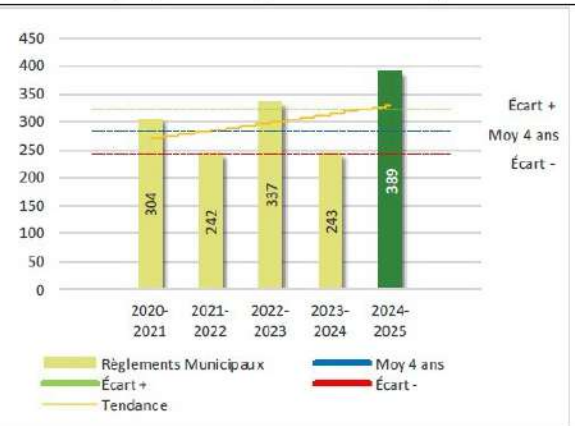
Graphique 10 : Nombre de crimes contre la personne



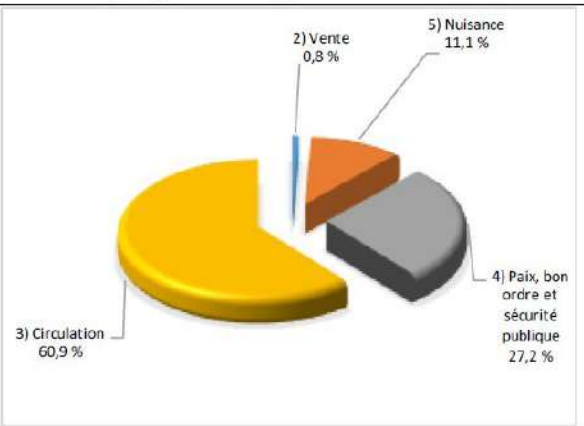
Graphique 11 : Catégories de crime contre la personne



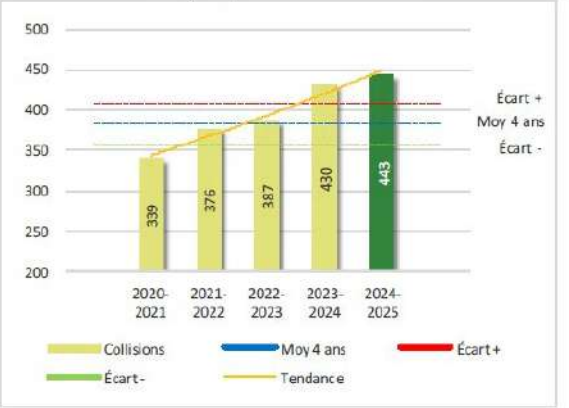
Graphique 6 : Règlements municipaux



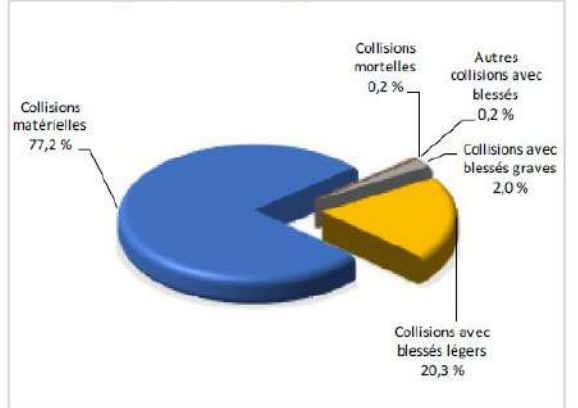
Graphique 7 : Catégories d'intervention



Graphique 1 : Collisions



Graphique 2 : Catégories de collision



Source : https://mrcjardinsdenapierville.ca/rapport-des-activites-2024-2025-surete-du-quebec/

LES ACTIONS MISES EN PLACE PAR LE COMMUNAUTAIRE ET SES PARTENAIRES POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX LOCAUX

Définitions du développement social et du développement sociétal

Légèrement différentes ces définitions sont complémentaires, notamment lorsque les acteurs du milieu participent au développement *des communautés*.

- Le **développement social** est un processus global visant à améliorer la qualité de vie, le bien-être et l'autonomie (*empowerment*) de chaque individu au sein d'une collectivité. Il cherche à placer l'humain au cœur des décisions, par opposition à une vision strictement économique du progrès.

Objectifs et piliers principaux

- **Amélioration des conditions de vie** : Réduire la pauvreté, assurer l'accès au logement, à la santé, à l'éducation et à une alimentation adéquate;
- **Réduction des inégalités** : Lutter contre l'exclusion, la vulnérabilité et les discriminations pour garantir une plus grande justice sociale;
- **Inclusion et participation sociale** : Favoriser le « vivre-ensemble » et permettre à chacun de contribuer activement à la vie démocratique et culturelle de sa communauté;
- **Renforcement du pouvoir d'agir** (*empowerment*) : Donner aux citoyens et aux groupes marginalisés les moyens d'être acteurs de leur propre changement.

- Le **développement sociétal** (souvent associé ou confondu avec le développement social) désigne un processus global d'amélioration des conditions de vie, du bien-être et de la cohésion d'une société.

Principes et dimensions clés

- **L'amélioration des conditions de vie :** Agir concrètement sur des enjeux comme la pauvreté, le chômage, l'accès au logement, la santé et l'éducation;
- **La réduction des inégalités :** Permettre à chaque individu de tirer une juste part de l'enrichissement collectif et d'exercer ses droits;
- **Renforcement de la cohésion** : Tisser ou retisser les liens entre les citoyens, favoriser l'inclusion des populations vulnérables et stimuler le « vivre-ensemble »;
- **La participation citoyenne et la concertation :** Mobiliser de multiples acteurs (gouvernements, municipalités, entreprises, organismes communautaires et citoyens) pour concevoir des projets adaptés aux besoins du milieu;
- **Lien avec le développement durable :** Faire en sorte que le progrès économique et matériel s'accorde avec la justice sociale et la préservation de l'environnement pour les générations futures.

LE MILIEU COMMUNAUTAIRE EN ACTION

C'est pour tout le monde...

PARTIE 4



LES TABLES DE CONCERTATION DES JARDINS

PARTIE 4

Ces tables existent pour coordonner les actions et répondre aux exigences des bailleurs de fonds gouvernementaux et privés.

Imaginons un espace qui pourrait être :

-Un cercle collaboratif dédié à l'action et au développement social et des communautés pour les Jardins-de-Napierville.

-Un laboratoire d'innovations sociales

-Une banque de ressources

Et plus encore selon les besoins des institutions présentes...

Avec le soutien financier de

Centraide du Grand Montréal

CDC Corporation de Développement Communautaire Jardins-de-Napierville

GO! 'CONVERGENCE' GO!

la future table en développement social des Jardins.



Membres de la CDC des Jardins, réunis pour l'événement



Des élus dont le maire de St-Michel et leur direction générale, une équipe de la MRC, le CISSSMO, des représentants du monde communautaire et des partenaires gouvernementaux ont assisté au démarrage d'un projet ambitieux : **une table de développement social pour les Jardins-de-Napierville.**

C'est le résultat d'une belle collaboration entre la CDC, la MRC, les organisatrices communautaires, l'APPR et le centre des services scolaires.

Saluons le financement de Centraide du grand Montréal et l'implication de Concertation-Horizon. Une belle soirée animée par la coordinatrice de la future Table, Brigitte Lespérance.

Le développement social vise à améliorer les conditions de vie des individus et des groupes les plus vulnérables en améliorant leur accès aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé le logement, etc. Il vise également à promouvoir l'égalité des chances et la participation active de tous les membres de la société.

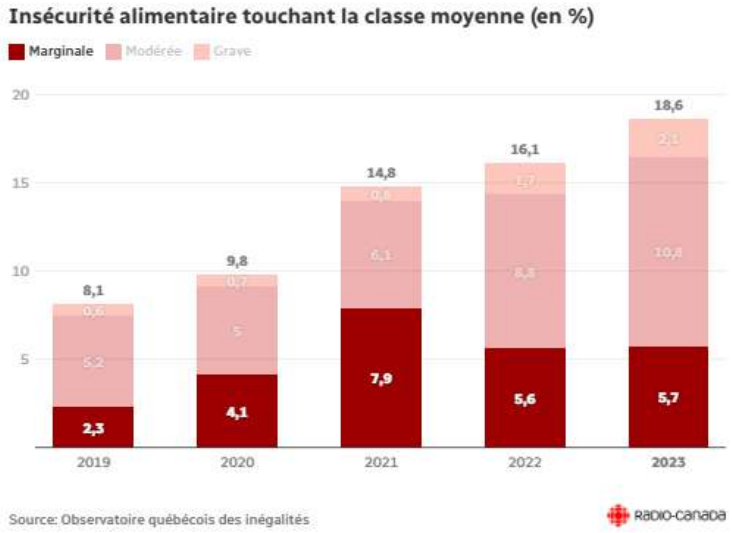
Le développement des communautés, quant à lui, vise à renforcer les capacités des communautés locales pour qu'elles puissent résoudre elles-mêmes les problèmes auxquels elles font face. Il s'appuie sur les ressources locales et sur les connaissances et les compétences des membres de la communauté pour créer un changement durable.

Source : Comité régional en développement social du Centre-du-Québec (CRDS)

Mélanie Courchesne – Organisatrice communautaire (CISSSMO16)

TABLE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE JARDINS-DE-NAPIERVILLE
Membres de la Table 2025-2026

Partenaires
Au Cœur des Mots
CISSSMO-Santé publique
Les Complices Alimentaires
Concertation Horizon
Maison des Jeunes Adomissile
Municipalité de Napierville
Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville
MRC Jardins-de-Napierville
Service d'action bénévole Au cœur du Jardin (SAB)
Sourire sans fin (150 paniers alimentaires distribués par semaine dans la MRC)



Objectifs et plan d'action en cours de révision

TABLE DES AÎNÉS JARDINS-DE-NAPIERVILLE
Membres de la Table 2025-2026

Partenaires
3 citoyennes de St-Rémi
2 citoyennes d'Hemmingford
AQDR des forts et des Jardins
Centre de femmes La Marg'elle
Cercle des fermières Saint-Rémi
CISSSMO-Équipe SAD et Programme Chez moi, c'est mon choix
FADOQ St-Rémi
Le Domaine de St-Rémi
Municipalité de Sainte-Clotilde-Loisirs
Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur
Municipalité du Canton de Hemmingford
Loisirs de Hemmingford
MRC Jardins-de-Napierville
Service d'action bénévole Au cœur du Jardin (SAB)
Service d'aide domestique Roussillon
Société Alzheimer Haut-Richelieu
Sourire sans fin
Sûreté du Québec


La situation des aînés plus précaire que jamais, selon l'AQDR

AÎNÉS. En cette période de l'année de grand déménagement pour un grand nombre de personnes, l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) s'inquiète de la précarité grandissante des aînés en contexte de crise et pénurie de logements.

«On doit urgemment trouver des solutions à la crise du logement. Les prix des loyers sont exorbitants et ce sont les aînés les plus vulnérables qui sont les plus touchés par les pratiques de rénoviction et de hausse de loyer», soutient le président de l'AQDR, Pierre Lynch.

ITINÉRANCE

La situation a pris une telle ampleur que l'itinérance chez les aînés est en croissance, selon l'AQDR.

Des statistiques du ministère de la Santé et des Services sociaux révèlent qu'en 2022, les 50-64 ans représentaient 20 % de la population totale du Québec, mais 29 % des personnes en situation d'itinérance.

Selon le ministère de la Santé et des Services sociaux, en 2022, les 50-64 ans représentaient 20 % de la population du Québec, mais 29 % des personnes en situation d'itinérance. Photo : gracieuseté

UNE PAUVRETÉ PERSISTANTE QUI AGGRAVE LA SITUATION

Selon les données de l'Observatoire québécois



Objectifs et Plan d'action en cours de révision

TABLE JEUNESSE JARDINS-DE-NAPIERVILLE
Membres de la Table 2025-2026

Partenaires	
AVIF	Accolade en Santé Mentale
Action dépendance	Benado
CALACS Châteauguay	CJE Huntingdon-Point de service St-Rémi
Élan des jeunes	École Louis-Cyr
École Pierre-Bédard	TDL Montérégie
Sûreté du Québec	CISSSMO-Équipe 0-5 ans
Maison des Jeunes de la Frontière	Maison des Jeunes Adomissile
MRC Jardins-de-Napierville	CISSSMO-CLSC Jardin-du-Québec et Équipe Santé Publique
Sourire sans fin	Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries
CISSSME-Centre Jeunesse de la Montérégie	Commission scolaire New Frontiers School Board
CISSSMC-Équipe PPSMS	

Plan d'action 2023-26 : Objectifs

1. Favoriser les relations entre les organismes et travailler de manière concertée.
2. Assurer une vigie des enjeux jeunesses et favoriser les échanges sur ceux-ci.
3. Outiller les intervenant.es sur différents enjeux, thématiques, réalités touchant la jeunesse.
4. Soutenir les intervenant.es et les organismes dans le maintien et le développement d'activités et de programmes d'intervention.
5. Soutenir et outiller les parents faces aux habiletés parentales.
6. Soutenir les collaborations qui visent à donner une voix aux jeunes.
7. Favoriser une meilleure santé psychologique chez les jeunes et les enfants du territoire.
8. Encourager la participation et l'intégration sociale des jeunes.
9. Améliorer la capacité des jeunes et des enfants à socialiser et à développer des relations interpersonnelles saines.
10. Favoriser l'adoption de saines habitudes de vie chez les jeunes et les enfants.
11. Agir sur les problématiques émergentes concernant les jeunes du territoire.

Les jeunes font face à des défis majeurs incluant la santé mentale (anxiété, dépression, impact post-pandémie), l'insécurité face à l'avenir (crises écologiques, économiques), les inégalités sociales et d'accès aux opportunités, et des difficultés d'insertion professionnelle ou scolaire (précarité, parcours instables, décrochage). Ils cherchent aussi plus de reconnaissance de la part des adultes et des solutions face à l'urgence climatique.

Aperçu généré par IA



À SAVOIR

INDICE DE DÉFAVORISATION SUR LA SCOLARITÉ SUR LE TERRITOIRE DES JARDINS

L'IMSE (Indice de milieu socio-économique) est composé de deux variables, soit la sous-scolarisation de la mère et l'inactivité des parents, qui sont les facteurs les plus forts de la non-réussite scolaire. L'IMSE d'un élève correspond à celui de la zone qu'il habite, tandis que celui de l'école correspond à la moyenne de tous les IMSE des élèves.

Pour la détermination du rang décile de chaque école, les écoles publiques du Québec sont classées en ordre croissant selon leur indice, puis divisées en dix groupes d'un nombre d'élèves approximativement égal. Le rang 1 regroupe les écoles accueillant principalement des élèves qui viennent des milieux les plus favorisés et le rang 10, celles qui accueillent principalement des élèves venant des milieux les plus défavorisés.



Les écoles situées en milieu défavorisé sont celles dont le rang décile de l'IMSE est de 7, 8, 9 ou 10. Ces écoles représentent environ le tiers des écoles publiques du Québec.

Source : Indice de milieu socio-économique (IMSE) | Gouvernement du Québec

Indices de défavorisation – 2024-2025

867000 Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (867000)
Écoles primaires

Code de l'école	Nom de l'école		Indice du seuil de faible revenu	Rang décile (SFR)	Indice de milieu socio-économique	Rang décile (IMSE)	Nombre d'élèves (30/09/2024)
867063	École Saint-Viateur-Clotilde-Raymond (867063)	St-Rémi	6,34	3	9,78	7	649
867068	École Jacques-Barclay (867068)	*St-Mathieu* (Hors MRC)	5,35	3	8,26	6	133
867071	École Saint-Édouard (867071)	St-Édouard	1,80	1	7,14	5	129
867072	École Saint-Michel-Archange (867072)	St-Michel	3,66	2	6,63	4	271
867073	École Sainte-Clotilde (867073)	Ste-Clotilde	1,91	1	19,63	10	174
867075	École Saint-Patrice (867075)	Sherrington	0,51	1	13,68	9	134
867077	École Daigneau (867077)	Napierville	7,19	4	8,92	6	433
867079	École Saint-Bernard (867079)	St-Bernard-de-lacolle	10,16	6	9,72	7	67
867080	École Saint-Romain (867080)	Hemmingford	0,91	1	5,71	4	152

867000 Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (867000)
Écoles secondaires

Code de l'école	Nom de l'école		Indice du seuil de faible revenu	Rang décile (SFR)	Indice de milieu socio-économique	Rang décile (IMSE)	Nombre d'élèves (30/09/2024)
867065	École Pierre-Bédard (867065)	*La Prairie* (Hors MRC)	5,01	1	8,84	5	806
867076	École Louis-Cyr (867076)	La Prairie	4,96	1	8,91	5	648

863000 Centre de services scolaire des Hautes-Rivières (863000)
Écoles primaires

Code de l'école	Nom de l'école		Indice du seuil de faible revenu	Rang décile (SFR)	Indice de milieu socio-économique	Rang décile (IMSE)	Nombre d'élèves (30/09/2024)
863043	École Saint-Jacques (863043)	S-Jacques	7,19	4	8,24	6	122

Valérie Brousseau-Dubé
Organisatrice communautaire (CISSSMO16)

TABLE DE CONCERTATION EN LOGEMENT JARDINS-DE-NAPIERVILLE
Membres de la Table 2025-2026

Partenaires
Comité logement Rive-Sud
CDC JDN
Sourire sans fin
La Rémoise
MRC Jardins-de-Napierville
Office municipal d'habitation du Haut-Richelieu



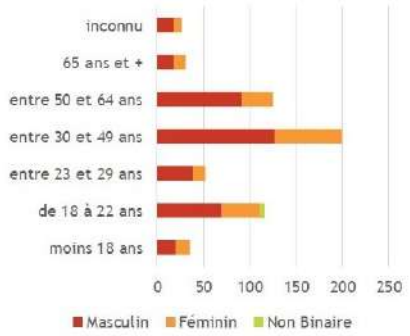


Plan d'action : Objectifs généraux

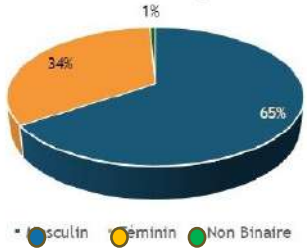
1. Soutenir les locataires dans leur besoin urgent de se loger
2. Favoriser la salubrité des logements
3. Faciliter le développement de logement abordable et social
4. Accroître la disponibilité et la diversité de l'offre locative abordable pour les populations vulnérables.
5. Contribuer au maintien du parc locatif (Rémoise, HLM de Napierville et d'Hemmingford)

Table ITINÉRANCE JARDINS-ROUSSILLON

Nombre de personnes à risque d'itinérance ou en situation d'itinérance en fonction de l'âge



Proportion des personnes à risque ou en situation d'itinérance selon leur identité de genre



RÉALITÉ DES PERSONNES RENCONTRÉES				
Ville de provenance	Type d'itinérance			
	À risque	Caché	Visible	Inconnu
Candiac	1	6	3	0
Châteauguay	21	37	41	2
Delson	3	10	3	0
Hemmingford C	1	1	0	0
La Prairie	9	21	8	0
Léry	1	1	0	0
Mercier	3	6	6	1
Montréal	4	17	11	2
Napierville	2	2	0	0
Sherrington	1	0	0	0
St-Constant	7	11	6	0
St-Édouard	1	0	0	0
St-Isidore	1	1	1	0
Ste-Martine	3	3	4	0
St-Mathieu	0	2	0	0
St-Michel	2	1	1	0
St-Philippe	1	2	1	0
St-Rémi	12	10	5	2
St-Urbain	1	0	1	0
Ste-Catherine	6	15	4	0
Ste-Clotilde	0	1	0	0
Autres villes de la Montérégie	14	54	23	0
Autres villes	2	31	17	0
Inconnu	8	69	37	2
TOTAL	**104**	**301**	**172**	**9**
Partiel Jardins	**20**	**18**	**7**	**2**

La communauté remercie le travail des organisatrices communautaires ainsi que tous les partenaires qui œuvrent pour offrir des solutions temporaires ou durables à l'itinérance.

TABLE DE CONCERTATION PETITE ENFANCE ET PÉRINATALITÉ (PEP) JARDINS-DE-NAPIERVILLE
Membres de la Table 2025-2026

Partenaires	
Apprendre en Coeur	CPE Jeunes Pousses, BC
Lait-Source	CPE Jardin Fleuri
Les Choupettes de Saint-Michel	CISSSMO-Équipe 0-5 ans
TDL Montérégie	Loisirs de la Municipalité de Sainte-Clotilde
MRC Jardins-de-Napierville	Montérégie West Community Network
Sourire sans fin	Centre de services scolaire des Grandes Seigneuries
CISSSME-Centre Jeunesse de la Montérégie-Est	CISSSMC- Direction de santé publique de la Montérégie-Centre Équipe promotion-prévention en santé mentale 0-5 ans

Enjeux, besoins et orientations souhaitées en petite enfance sur le territoire des Jardins-de-Napierville

- Rejoindre les familles vulnérables.
- Développer les habiletés parentales.
- Travailler la collaboration entre les partenaires.
- Favoriser la connaissance des ressources chez la population et les partenaires.
- Travailler le développement du langage.
- Rejoindre les familles immigrantes.

Plan d'action : Objectifs généraux

1. Favoriser, consolider et développer des services intégrés pour les 0-5 ans sur le territoire des Jardins-de-Napierville
2. Favoriser les relations entre les partenaires, l'arrimage entre les services et travailler de manière concertée



En relance : TABLE DE CONCERTATION TRANSPORT JARDINS

Actif : CHANTIER IMMIGRATION JARDINS (p.72)



Les membres de la CDC-JDN donnent des services sur le territoire et sont répartis sur 6 MRC. Ce qui représente :

- **32 organismes communautaires**
- **267 employé.es**
- **633 bénévoles**
- **+32 648 heures de bénévolat**
  (65 % des membres ayant des bénévoles ont fourni les heures de bénévolat)
- **9 membres n'ont aucun bénévole**

Impact global :

- **+44 000 bénéficiaires différents**
- **85 700 actions individuelles**
  (59 % de ces actions sont réalisées dans les Jardins)

Au niveau national, le milieu communautaire est aussi un acteur économique incontournable



IMPACT POPULATIONNEL DES MEMBRES

PARTIE 5



Un lourd constat!

Résultats et actions individuelles des membres

Globalement, les chiffres démontrent une baisse* des demandes de services post-COVID.

Toutefois, les membres ont affaire à des dossiers et des interventions de plus en plus complexes.

On observe **une baisse* de 14 % entre 2023 et 2025** du nombre de personnes différentes ayant reçu un service des organismes communautaires dans les Jardins **sauf* pour l'itinérance, la sécurité alimentaire et la santé mentale**, *selon les données fournies par les membres dans le questionnaire de la CDC-JDN publié en 2023-24*. Ce qui pourrait être une bonne nouvelle... **Toutefois, plusieurs organismes soulignent que la gravité des situations augmente de façon marquée; ce qui inquiète certaines directions, car le travail d'intervention et de soutien des équipes sont alourdis**.

Le tableau page suivante détaille l'impact des membres de la CDC-JDN sur la population dans la MRC par municipalité quand cela est possible, et également sur l'ensemble des territoires desservis. 45 % des membres de la corporation ont leur point d'accueil en dehors des Jardins, dans les MRC limitrophes. Certains organismes se déplacent, d'autres accueillent. Tous les moyens techniques sont utilisés pour offrir les services demandés par les citoyennes et citoyens.

Nous avons posé 2 questions à nos membres :

1-Combien de personnes différentes avez-vous rejointes en 12 mois? (2024-25)
La duplication des individus entre les organismes est évaluée au grand maximum à 5%

2-Combien d'actions individuelles avez-vous faites en 12 mois? (2024-25)
Une même personne peut avoir reçu plusieurs fois un service par leur organisme (exemple : sécurité alimentaire)

Voici le résultat des chiffres officiels donnés par les organismes membres de la CDC-JDN. Pour des raisons de confidentialité, de méthodologie ou d'organisation interne, certains organismes ne peuvent donner des chiffres par municipalité ou même par MRC.

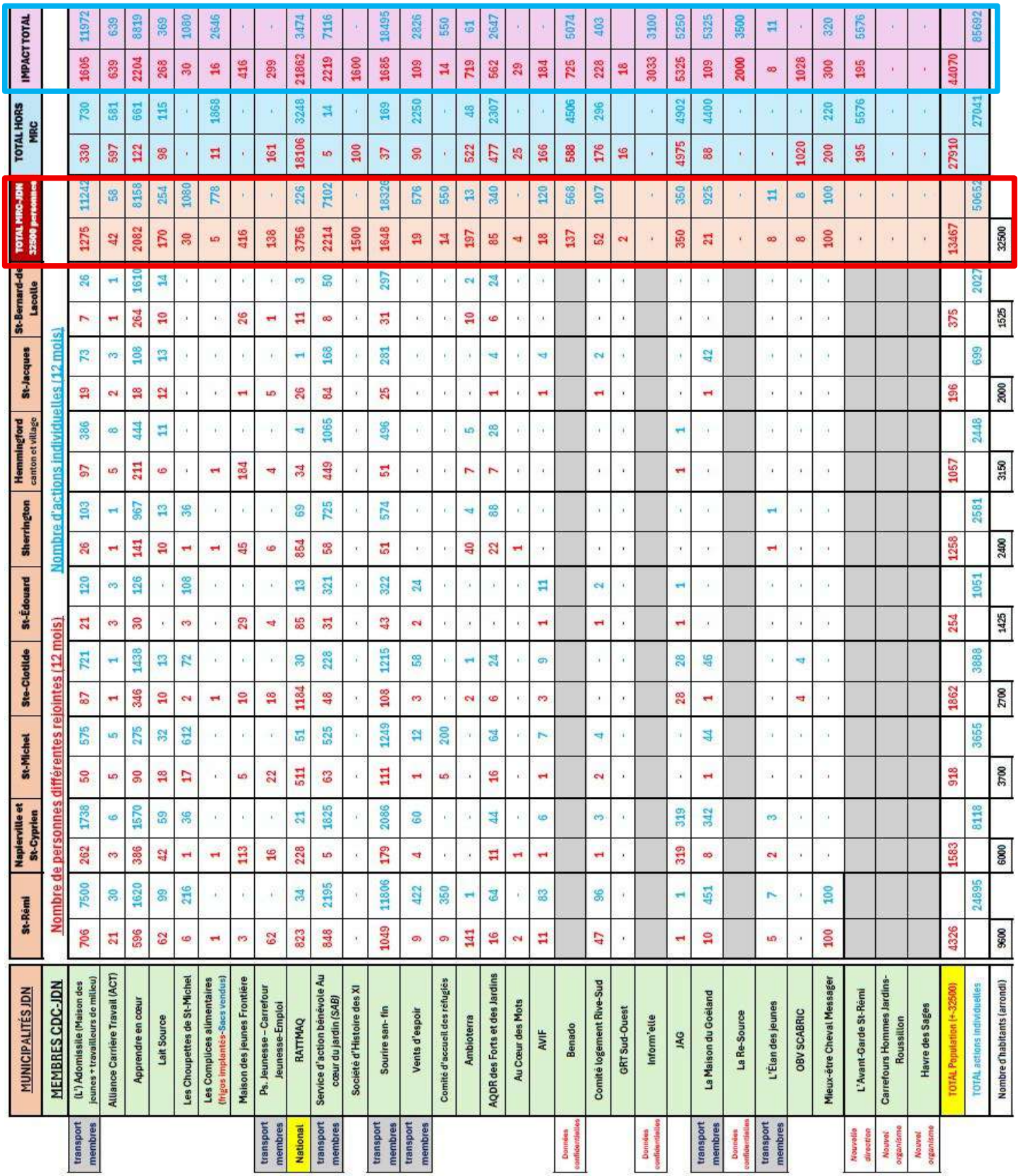
Une pondération entre 3% et 5% est nécessaire d'appliquer dûe à une duplication des membres entre organismes.

Si le réseau de la santé et des services sociaux avait à prendre en charge les membres/clients du communautaire, ce serait la faillite immédiate du système (Lionel Carmant, ministre responsable des Services sociaux en 2022)

La colonne encadrée en rouge est le résultat compilé des organismes qui ont pu donner des chiffres pour la MRC des Jardins-de-Napierville : 13 467 personnes différentes (41 % de la population des Jardins) pour 50 652 actions individuelles.

La colonne encadrée en bleu est le résultat compilé de l'impact global des organismes, tous territoires confondus : 44 070 personnes différentes pour 85 692 actions individuelles.

Plus de 41 % de la population des Jardins a reçu au moins un service du communautaire en 12 mois, avec plus de 50 000 actions individuelles (hors pondération).



MUNICIPALITÉS JDN		St-Rémi	Napierville et St-Cyprien	St-Michel	Ste-Clotilde	St-Édouard	Sherrington	Hemmingford canton et village	St-Jacques	St-Bernard-de Lacolle	TOTAL MRC-JDN 32500 personnes	TOTAL HORS MRC	IMPACT TOTAL
MEMBRES CDC-JDN	Nombre de personnes différentes rejointes (12 mois)	706	262	50	87	21	26	97	19	7	1275	330	1605
	Nombre d'actions individuelles (12 mois)	7500	1738	575	721	120	103	386	73	26	11242	730	11972
transport membres	(L') Adomissile (Maison des jeunes + travailleurs de milieu)	21	3	5	1	3	1	5	2	1	42	597	639
transport membres	Alliance Carrière Travail (ACT)	30	6	5	1	3	1	8	3	1	58	581	639
	Apprendre en cœur	596	386	90	346	30	141	444	108	264	2082	122	2204
	Lait Source	1620	1570	275	1438	126	967	444	108	1610	8158	661	8819
	Les Choupettes de St-Michel	62	42	18	10	-	10	11	13	14	170	98	268
	Les Complices alimentaires (frigos implantés-Sacs vendus)	6	1	17	2	3	1	6	12	10	254	115	369
	Maison des jeunes Frontière	1	1	-	-	-	-	-	-	-	30	-	30
transport membres	Ps. Jeunesse – Carrefour Jeunesse-Emploi	3	113	5	10	29	45	184	1	26	1080	-	1080
National	RATTMAQ	62	16	22	18	4	6	4	5	1	416	-	416
transport membres	Service d'action bénévole Au cœur du Jardin (SAB)	823	228	511	1184	85	854	34	26	11	138	161	299
	Société d'Histoire des XI	848	5	63	48	31	58	449	84	8	3756	18106	21862
transport membres	Sourire san- fin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2214	5	2219
transport membres	Vents d'espoir	1049	179	111	108	43	51	51	25	31	1500	100	1600
	Comité d'accueil des réfugiés	9	4	1	3	2	-	51	84	8	1648	37	1685
	Ambioterra	9	-	5	-	-	-	-	-	-	1500	-	1600
	AQDR des Forts et des Jardins	141	-	-	2	-	40	7	-	10	19	90	109
	Au Cœur des Mots	16	11	16	6	-	22	7	1	2	576	90	2826
	AVIF	2	1	-	-	-	1	-	-	-	14	-	14
Données confidentielles	Benado	11	1	1	3	1	-	-	1	-	550	-	550
	Comité logement Rive-Sud	83	6	7	9	11	-	-	4	-	197	522	719
	GRT Sud-Ouest	47	1	2	4	-	22	7	4	6	13	48	61
Données confidentielles	Inform'elle	96	3	4	-	1	88	28	1	24	340	2307	2647
	JAG	-	-	-	-	2	-	-	-	-	85	477	562
transport membres	La Maison du Goéland	1	319	-	28	1	-	1	-	-	4	-	4
Données confidentielles	La Re-Source	10	8	1	1	1	-	-	1	-	350	4975	5325
transport membres	L'Élan des jeunes	451	342	44	46	-	-	-	42	-	25	-	25
	OBV SCABRIC	5	2	-	-	-	1	-	-	-	925	88	1013
	Mieux-être Cheval Messager	7	3	-	-	-	1	-	-	-	21	4400	4421
Nouvelle direction	L'Avant-Garde St-Rémi	100	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvel organisme	Carrefours Hommes Jardins-Roussillon	100	-	-	4	-	-	-	-	-	8	1020	1028
Nouvel organisme	Havre des Sages	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	8
	TOTAL Population (+-32500)	4326	1583	918	1862	254	1258	1057	196	375	100	220	320
	TOTAL actions individuelles	24895	8118	3655	3888	1051	2581	2448	699	2027	-	-	-
	Nombre d'habitants (arrondi)	9600	6000	3700	2700	1425	2400	3150	2000	1525	-	-	-
											13467	27910	44070
											50658	27041	85692
											32500		

Les pages suivantes proposent une approche permettant de rendre accessibles des dossiers complexes selon la vision de la direction de la CDC-JDN, de ses partenaires et collaborateurs.

NIVEAU DE VIE: LES TROIS DÉTERMINANTS FONDAMENTAUX

$$\text{NIVEAU DE VIE (source HEC)} = \frac{\text{PIB}}{\text{Population totale}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Nombre d'heures travaillées}} \times \frac{\text{Nombre d'heures travaillées}}{\text{Nombre d'emplois}} \times \frac{\text{Nombre d'emplois}}{\text{Population totale}}$$

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL — INTENSITÉ DU TRAVAIL — TAUX D'EMPLOI GLOBAL



Les médias rapportent que la productivité au Québec n'est pas au rendez-vous. Avons-nous toutes les conditions sociales gagnantes?

LES GRANDS DOSSIERS DE LA CDC

PARTIE 6

SANTÉ (accès aux soins)

<u>Enjeux de la CDC</u> : Favoriser l'accès pour toutes et tous à la santé et aux soins de première ligne, afin de réduire les inégalités. La CDC participe à l'Écosystème du CISSSMO et des rencontres locales. Le projet annoncé en 2023 : Une équipe de santé mobile viendra (peut-être) **offrir 3 services à la population : Vaccination – Prélèvements - Prévention**

En 2022- REQUÊTE au CISSSMO

La CDC-JDN organise une « matinée signature » réunissant plusieurs communautés des Jardins.



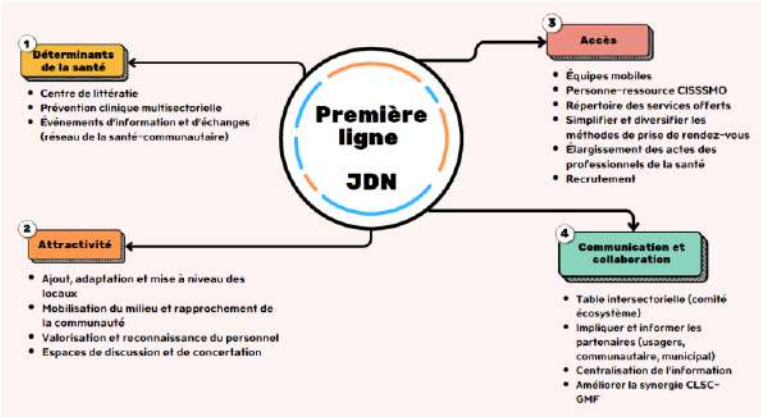


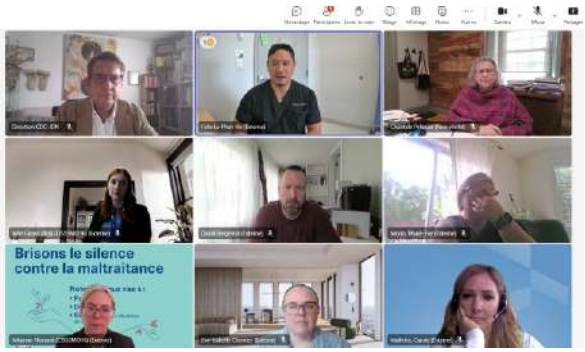


2023 - ÉTUDE et ACCÈS AUX SERVICES

À la demande de la CDC-JDN, l'UDS livre son étude : Clinique mobile vs Équipes de santé mobiles.
(disponible sur demande)

<u>La première ligne, l'enjeu des enjeux</u>





<u>LES ENJEUX EN SANTÉ POUR LES JARDINS-DE-NAPIERVILLE</u>

- **Vieillissement de la population**
- **Éloignement des hôpitaux** (45 mn de voiture)
- **Absence de transports** (le SAB assure certains transports médicaux pour ses membres)
- **Barrières administratives territoriales dont le RLS**
- **1 CLSC à St-Rémi (+GMF) et 1 point de service CLSC à Napierville (+GMF)**
- **Difficulté de recruter du personnel médical**

CISSMO (Écosystème) confirme l'arrivée en 2026 d'un premier médecin, et peut-être, un deuxième à Napierville. En attente de confirmation pour deux médecins à St-Rémi.

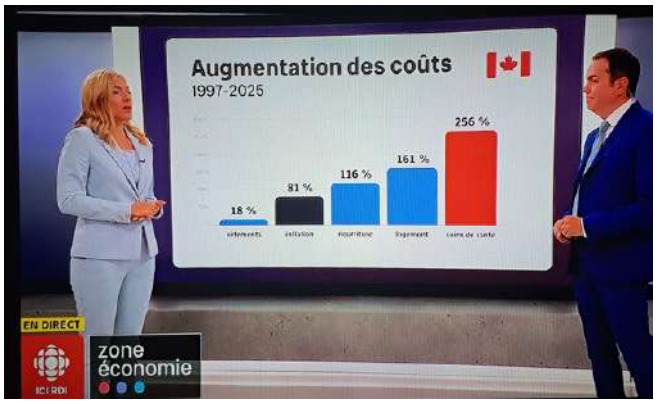
Le communautaire mobilisé avec ses partenaires par le docteur Félix Le Phat-Ho, *jusqu'en octobre 2025…*



Il y a des rencontres, de petites avancées, mais toujours pas d'équipe de santé mobile pour les personnes qui passent au travers du filet social. Pourtant, tout le monde s'accorde sur le fait que la prévention est le meilleur levier pour réaliser des économies…



La santé : 1er poste des dépenses des gouvernements – Vive la prévention!









L'agence de Santé Québec aidera-t-elle à contrôler les coûts?
Est-ce une si bonne idée de sortir la gestion de la santé publique du politique?
Les causes aggravantes seront-elles prises en compte?
Faut-il une gestion holistique pour gérer la crise aux soins de santé?

INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS (IDC)

Profil des communautés du

CLSC Jardin du Québec/MRC des Jardins-de-Napierville

Considérant le redécoupage des communautés locales et le contexte pandémique dans lequel les données ont été collectées, la **comparaison avec les années antérieures est déconseillée**. Par ailleurs, les indicateurs associés au revenu, à l'emploi et au navettage, de même que certains indicateurs de logement, doivent être **interprétés avec prudence**.

	Indicateurs Démographie	Univers	Année(s)	CLSC Jardin du Québec/MRC des Jardins-de-Napierville	Saint-Bernard-de-Lacolle	Hemmingford (ville)	Hemmingford (canton)	Sainte-Clotilde	Sainte-Clotilde rural (Sainte-Clotilde)	Sainte-Clotilde urbain (Sainte-Clotilde)	Saint-Patrice-de-Sherrington	Napierville	Saint-Cyprien-de-Napierville	Saint-Jacques-le-Mineur	Saint-Édouard	Saint-Michel	Saint-Rémi
IDC1	Taux d'accroissement 2016-2021	Population totale	2016-2021	8,9	-0,3	9,9	5,0	63,1	65,9	57,7	0,0	3,1	-10,1	4,7	3,0	10,5	11,1
IDC2	Population 2021	Population totale	2021	30 340	1 540	830	1 995	2 650	1 825	820	1 960	4 020	1 735	1 770	1 365	3 520	8 960
IDC2a	• Proportion d'enfants de 0-5 ans			7,2	7,5	6,6	6,3	7,2	5,2	11,0	7,7	7,3	6,1	9,6	7,0	6,5	7,5
IDC2b	• Proportion de jeunes de 6-17 ans			13,8	13,6	13,9	11,3	10,8	9,6	14,0	12,5	14,2	16,1	11,3	17,9	15,6	14,0
IDC2c	• Proportion d'adultes de 18-64 ans			61,1	61,4	57,8	57,9	68,3	70,4	64,0	61,2	58,8	61,7	65,0	57,5	64,1	59,5
IDC2d	• Proportion de personnes âgées de 65 ans et plus			17,8	18,5	21,1	24,6	13,4	14,5	11,6	18,9	19,5	16,1	13,3	17,6	13,6	19,0
IDC3	Taux de natalité (à venir)	Population totale	2016-2020														
IDC4	Proportion de familles avec enfant de moins de 18 ans	Familles	2021	39,8	35,1	39,6	28,8	40,4	37,3	44,7	34,5	40,6	36,2	39,3	44,3	41,8	43,7
IDC5	Proportion de familles monoparentales	Familles avec enfant de moins de 18 ans	2021	22,3	15,2	31,6	17,6	21,7	20,0	23,8	22,5	26,9	13,2	14,3	20,0	17,3	25,8
IDC6	Proportion de la population vivant seule (15 ans et plus)	En ménage privé	2021	13,8	10,6	19,3	13,5	12,6	12,1	13,5	11,3	15,0	10,6	12,4	11,4	10,8	17,0
IDC7	Proportion de la population âgée vivant seule (75 ans et plus)	En ménage privé	2021	32,4	19,0	35,7	25,7	28,6	28,6	**	17,2	31,4	30,0	29,4	27,8	31,3	41,1
IDC8	Proportion de la population immigrante	En ménage privé	2021	3,9	3,2	7,5	11,1	3,1	1,8	4,2	4,4	4,4	2,6	3,7	1,9	1,6	3,3
IDC9	Proportion de la population immigrante récente[1]	En ménage privé	2016-2021	0,3	0,0	**	**	0,0	**	**	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
IDC10	Proportion de la population appartenant à un groupe de minorités visibles	En ménage privé	2021	3,4	3,5	4,4	3,4	1,8	0,0	4,2	2,1	2,1	0,6	3,4	4,1	2,1	5,6
IDC11	Proportion de la population d'expression anglaise (première langue officielle parlée)	Population totale excluant les résidents institutionnels	2021	7,1	12,0	44,6	34,8	4,3	3,6	6,1	4,3	3,0	4,6	5,1	2,2	2,4	3,4
IDC12	**Défavorisation multiple**																
IDC12a	Instabilité résidentielle (IR)	En ménage privé	2021		IR-1	IR-5	IR-1	nd	IR-1	IR-4	IR-2	IR-4	IR-2	IR-2	IR-2	IR-3	nd
IDC12b	Dépendance économique (DE)	En ménage privé	2021		DE-5	DE-5	DE-5	nd	DE-2	DE-1	DE-3	DE-4	DE-4	DE-1	DE-3	DE-2	nd
IDC12c	Composition ethnoculturelle (CE)	En ménage privé	2021		CE-4	CE-4	CE-5	nd	CE-2	CE-4	CE-2	CE-3	CE-1	CE-1	CE-5	CE-3	nd
IDC12d	Vunérabilité situationnelle (VS)	En ménage privé	2021		VS-5	VS-5	VS-4	nd	VS-5	VS-5	VS-5	VS-2	VS-3	VS-3	VS-3	VS-2	nd
	Statut socio-économique																
IDC13	Revenu médian après impôt (15 ans et plus)	En ménage privé	2020	37 200	34 000	31 800	33 200	36 800	36 000	38 800	33 600	38 000	36 800	40 800	37 200	40 000	37 200
IDC14	Proportion de la population en situation de pauvreté (nouveau)	En ménage privé	2020	4,2	8,3	8,2	5,7	5,3	7,9	2,4	3,1	3,5	4,6	2,0	2,6	2,4	4,3
IDC15	Taux d'emploi (15 ans et plus)	En ménage privé	2021	65,2	63,3	63,8	55,6	66,3	63,9	70,4	66,8	63,7	64,6	73,9	69,0	72,5	63,2
IDC16	Proportion de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade (25 à 64 ans)	En ménage privé	2021	19,3	19,2	18,8	19,7	26,5	24,2	29,8	24,4	16,1	17,7	14,3	21,9	18,8	19,1
	Logement et transport																
IDC17	Proportion de locataires	En ménage privé	2021	21,2	12,7	32,1	12,1	25,7	21,6	31,9	17,4	22,9	11,5	13,5	17,6	12,6	30,2
IDC18	Proportion de la population vivant dans un ménage dont le taux d'effort au logement est supérieur ou égal à 30 % :	En ménage privé	2020	8,2	7,1	9,4	8,1	9,5	13,1	5,4	4,9	7,0	8,3	9,5	9,3	7,4	9,1
IDC18a	• Locataires			15,8	0,0	21,6	17,0	14,3	17,8	9,4	10,3	19,1	0,0	0,0	0,0	13,4	17,1
IDC18b	• Propriétaires			6,2	7,5	0,0	6,8	7,9	11,9	0,0	3,7	3,5	7,7	9,8	9,0	6,7	5,6
IDC19	Proportion de la population vivant dans un logement de taille non convenable[1]	En ménage privé	2021	4,9	0,0	0,0	10,6	4,8	0,0	10,8	6,8	4,3	0,0	0,0	0,0	4,3	4,3
IDC20	Proportion de la population vivant dans un logement nécessitant des réparations majeures	En ménage privé	2021	6,2	15,3	6,9	10,8	6,4	6,2	6,0	6,5	4,3	4,0	4,6	5,6	5,1	5,5
IDC21	Proportion de la population ayant des besoins impérieux en logement	En ménage privé	2021	3,0	4,8	9,4	6,2	4,0	4,2	3,6	1,9	0,6	0,0	1,8	2,7	1,6	3,6
IDC22	Proportion de la population occupée utilisant un mode de transport durable pour se rendre au travail (15 ans et plus)	En ménage privé	2021	5,5	3,2	11,6	6,5	3,6	6,1	0,0	5,7	7,9	4,7	2,9	5,1	4,2	6,2
	État de santé et de bien-être																
IDC23	Taux de mortalité prématurée (0-74 ans) (à venir)	Population totale	2016-2020														

Notes :

[1] Répartition en quintile non disponible.

nd : non disponible

(+), (-) Valeur significativement plus élevée ou plus faible que celle de l'ensemble du CLSC/MRC.

* La valeur doit être interprétée avec prudence.

** La valeur n'est pas présentée.

Pour plus d'informations, consultez le document Lexique.

Sources : Statistique Canada, Recensements de 2016 et de 2021; INSPQ, SISMACQ; MSSS, Fichier des décès et Fichier des naissances.

Production : équipe Surveillance, DSP Montérégie, novembre 2025.

Répartition des communautés du CLSC/MRC en quintile

Très faible	1
Faible	2
Moyen	3
Élevé	4
Très élevé	5

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; Révision, et comité de lecture : Joanne Béïsle, Cécile Berlin, Sylvie Gamache

INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS (IDC)
Profil des communautés du
CLSC Jardin du Québec/MRC des Jardins-de-Napierville

Considérant le redécoupage des communautés locales et le contexte pandémique dans lequel les données ont été collectées, la **comparaison avec les années antérieures est déconseillée**. Par ailleurs, les indicateurs associés au revenu, à l'emploi et au navettage, de même que certains indicateurs de logement, doivent être **interprétés avec prudence**.

	Indicateurs	Univers	Année(s)	Éoliennes (Saint-Rémi)	Premier développement (Saint-Rémi)	Le vieux village (Saint-Rémi)	Quartier Isabelle (Saint-Rémi)	Maraîchers (Saint-Rémi)	RMUN Secteur école Louis Cyr / Jardins-Roussillon (P/S)	RMUN Secteur école Pierre-Bédard / Jardins-Roussillon (P/S)	RLS de Jardins-Roussillon	CISSS de la Montérégie-Ouest	MRC des Jardins-de-Napierville	Montérégie (sociosanitaire)	Québec
	Démographie														
IDC1	Taux d'accroissement 2016-2021	Population totale	2016-2021	1,9	6,5	9,5	2,1	25,7	1,4	17,5	8,2	7,7	8,9	5,4	4,1
IDC2	Population 2021	Population totale	2021	1 100	2 060	1 090	1 675	3 030	15 215	15 125	222 900	469 040	30 340	1 426 835	8 501 830
IDC2a	▪ Proportion d'enfants de 0-5 ans			7,3	6,6	5,0	9,0	8,1	7,3	7,2	6,8	6,6	7,2	6,4	6,1
IDC2b	▪ Proportion de jeunes de 6-17 ans			18,2	13,1	11,5	15,8	13,0	13,8	13,9	15,8	15,2	13,8	14,4	13,3
IDC2c	▪ Proportion d'adultes de 18-64 ans			58,2	53,9	52,8	63,0	64,2	60,1	62,1	60,4	60,0	61,1	59,4	60,0
IDC2d	▪ Proportion de personnes âgées de 65 ans et plus			15,9	26,5	30,7	11,9	14,9	18,8	16,8	17,1	18,3	17,8	19,8	20,6
IDC3	Taux de natalité (à venir)	Population totale	2016-2020												
IDC4	Proportion de familles avec enfant de moins de 18 ans	Familles	2021	46,9	38,7	39,2	48,4	44,4	37,2	42,8	43,1	41,4	39,8	40,3	38,8
IDC5	Proportion de familles monoparentales	Familles avec enfant de moins de 18 ans	2021	20,0	15,2	35,0	28,9	31,0	21,0	23,5	21,7	22,2	22,3	23,1	24,6
IDC6	Proportion de la population vivant seule (15 ans et plus)	En ménage privé	2021	12,3	17,1	24,4	17,0	15,9	12,9	14,8	12,8	13,9	13,8	15,8	19,0
IDC7	Proportion de la population âgée vivant seule (75 ans et plus)	En ménage privé	2021	26,7	52,5	40,9	**	28,1	27,5	37,8	32,1	32,7	32,4	33,2	36,3
IDC8	Proportion de la population immigrante	En ménage privé	2021	1,8	1,8	0,0	4,1	5,7	4,8	2,9	13,4	11,9	3,9	12,9	14,6
IDC9	Proportion de la population immigrante récente[1]	En ménage privé	2016-2021	**	**	**	**	**	0,2	0,4	1,7	1,4	0,3	1,9	2,4
IDC10	Proportion de la population appartenant à un groupe de minorités visibles	En ménage privé	2021	2,3	2,0	1,5	5,0	11,1	2,6	4,3	14,2	12,3	3,4	14,1	16,1
IDC11	Proportion de la population d'expression anglaise (première langue officielle parlée)	Population totale excluant les résidents institutionnels	2021	3,6	1,9	1,5	3,3	4,8	10,8	3,3	16,1	21,5	7,1	13,3	14,9
IDC12	**Défavorisation multiple**														
IDC12a	Instabilité résidentielle (IR)	En ménage privé	2021	IR-3	IR-4	IR-5	IR-5	IR-5							
IDC12b	Dépendance économique (DE)	En ménage privé	2021	DE-2	DE-5	DE-5	DE-1	DE-3							
IDC12c	Composition ethnoculturelle (CE)	En ménage privé	2021	CE-4	CE-2	CE-1	CE-4	CE-5							
IDC12d	Vunérabilité situationnelle (VS)	En ménage privé	2021	VS-1	VS-1	VS-5	VS-3	VS-4							
	Statut socio-économique														
IDC13	Revenu médian après impôt (15 ans et plus)	En ménage privé	2020	40 000	36 800	32 400	40 400	36 400	36 400	37 600	39 200	38 400	37 200	38 400	36 400
IDC14	Proportion de la population en situation de pauvreté (nouveau)	En ménage privé	2020	5,0	2,3	4,6	2,2	6,8	4,3	4,0	3,6	4,0	4,2	4,7	6,4
IDC15	Taux d'emploi (15 ans et plus)	En ménage privé	2021	68,6	59,4	53,6	72,1	62,9	64,6	65,9	64,3	63,0	65,2	61,8	59,3
IDC16	Proportion de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade (25 à 64 ans)	En ménage privé	2021	14,9	13,8	30,5	18,8	21,2	18,6	20,2	10,8	11,6	19,3	11,3	11,8
	Logement et transport														
IDC17	Proportion de locataires	En ménage privé	2021	17,3	20,2	45,4	36,9	33,2	17,4	25,3	18,8	19,5	21,2	25,0	33,1
IDC18	Proportion de la population vivant dans un ménage dont le taux d'effort au logement est supérieur ou égal à 30 % :	En ménage privé	2020	7,7	11,6	11,2	6,9	8,4	7,7	8,8	9,7	10,0	8,2	10,0	11,2
IDC18a	▪ Locataires			18,4	42,5	19,3	11,0	8,9	14,7	16,3	20,4	19,8	15,8	18,7	18,9
IDC18b	▪ Propriétaires			5,6	3,8	4,6	5,0	7,9	6,2	6,2	7,2	7,7	6,2	7,1	7,4
IDC19	Proportion de la population vivant dans un logement de taille non convenable[1]	En ménage privé	2021	0,0	0,0	0,0	5,9	5,7	5,4	4,4	4,1	4,1	4,9	4,8	7,1
IDC20	Proportion de la population vivant dans un logement nécessitant des réparations majeures	En ménage privé	2021	0,0	4,0	9,7	3,1	7,3	6,8	5,5	5,3	5,6	6,2	5,9	6,6
IDC21	Proportion de la population ayant des besoins impérieux en logement	En ménage privé	2021	0,0	5,3	6,1	1,9	3,0	2,7	3,2	2,6	2,6	3,0	3,1	3,7
IDC22	Proportion de la population occupée utilisant un mode de transport durable pour se rendre au travail (15 ans et plus)	En ménage privé	2021	8,2	4,7	17,1	4,4	4,5	5,8	5,4	9,0	7,1	5,5	10,9	15,9
	État de santé et de bien-être														
IDC23	Taux de mortalité prématurée (0-74 ans) (à venir)	Population totale	2016-2020												

Notes :

[1] Répartition en quintile non disponible.

nd : non disponible

(+), (-) Valeur significativement plus élevée ou plus faible que celle de l'ensemble du CLSC/MRC.

* La valeur doit être interprétée avec prudence.

** La valeur n'est pas présentée.

Pour plus d'informations, consultez le document Lexique.

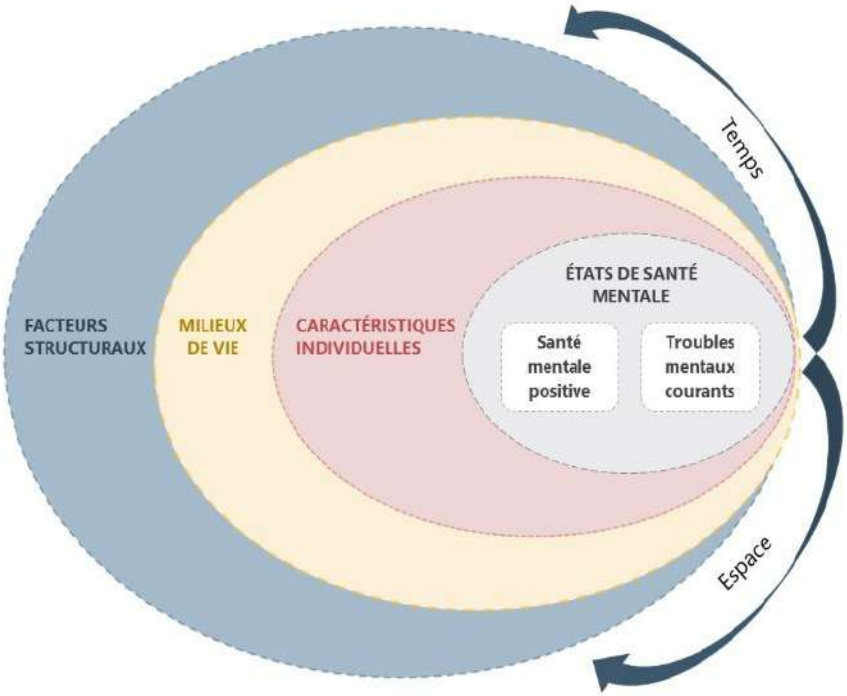
Sources : Statistique Canada, Recensements de 2016 et de 2021; INSPQ, SISMACQ; MSSS, Fichier des décès et Fichier des naissances.

Production : équipe Surveillance, DSP Montérégie, novembre 2025.

extranet.santemonteregie.qc.ca/dspu/portrait-population/idc/

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; Révision, et comité de lecture : Joanne Béïsle, Cécile Berlin, Sylvie Gamache

Figure 1 Représentation graphique des déterminants sociaux de la santé mentale et des troubles mentaux courants



Québec

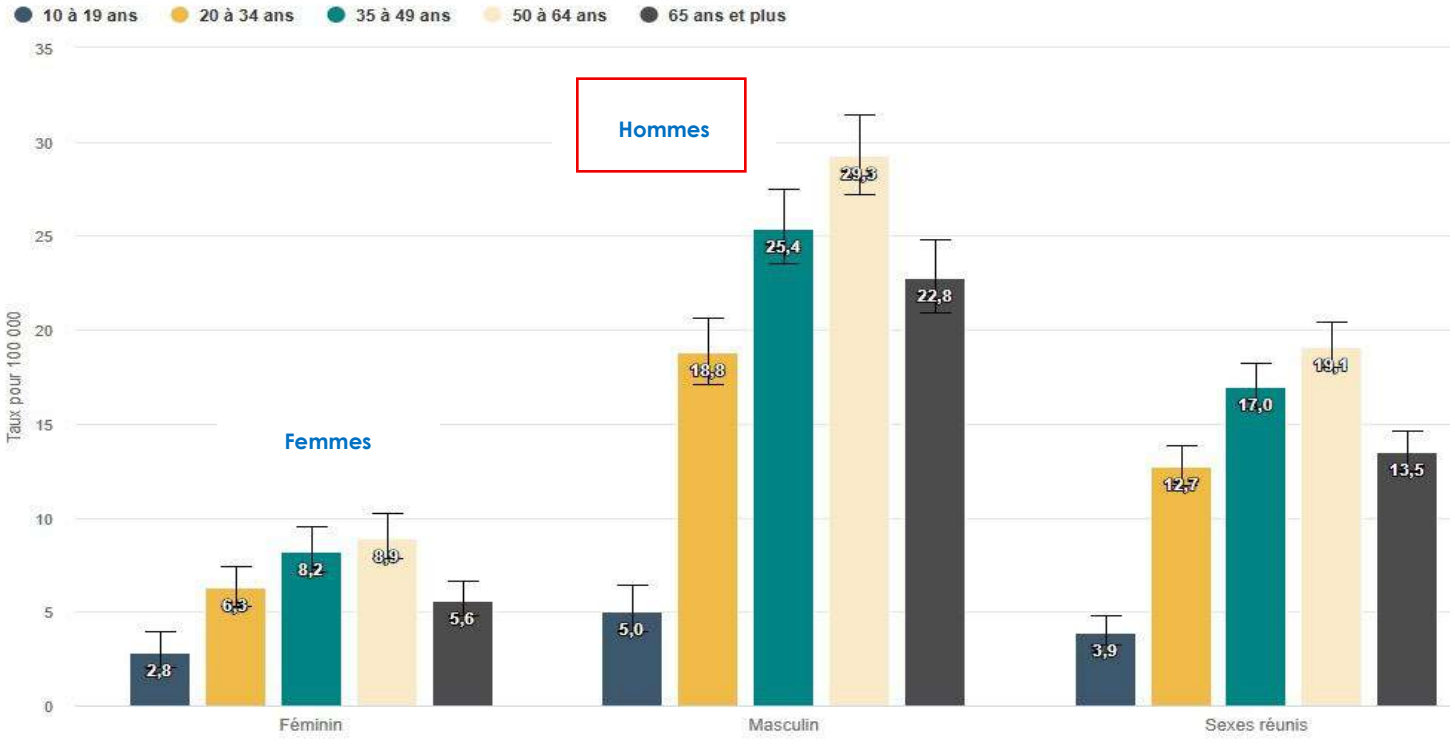
INSPQ

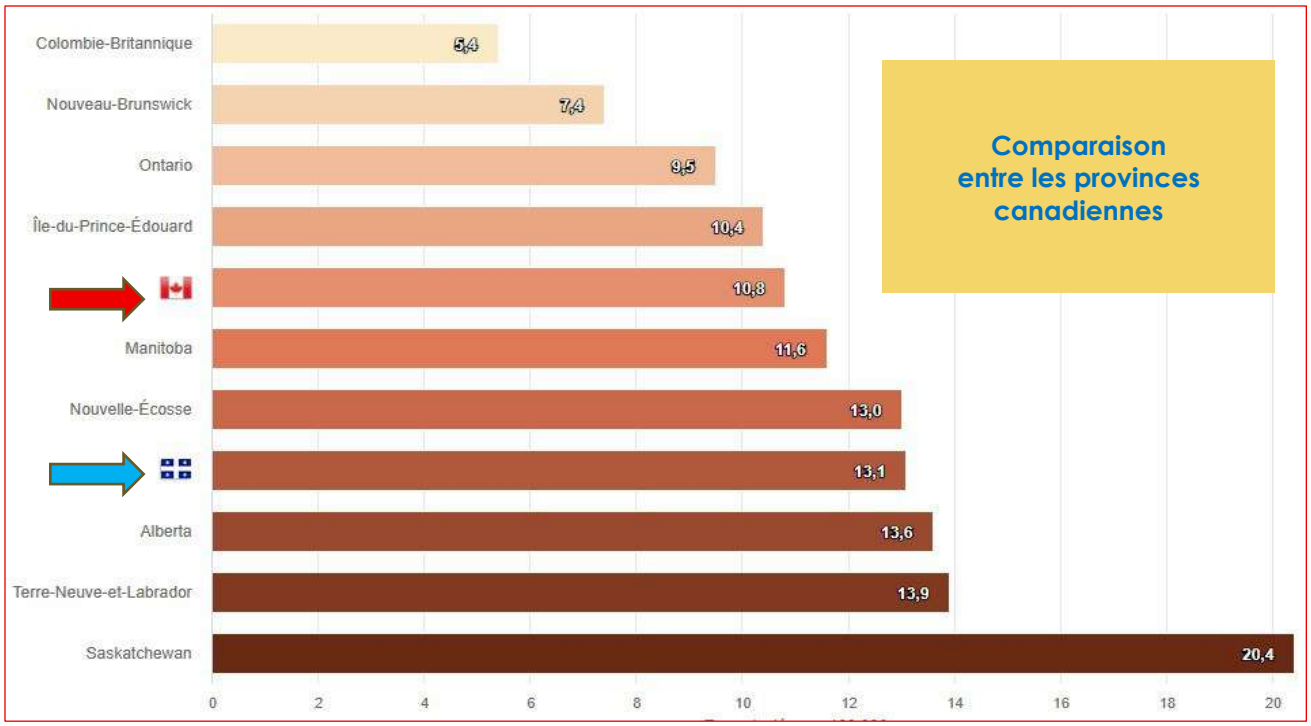
Portrait du suicide

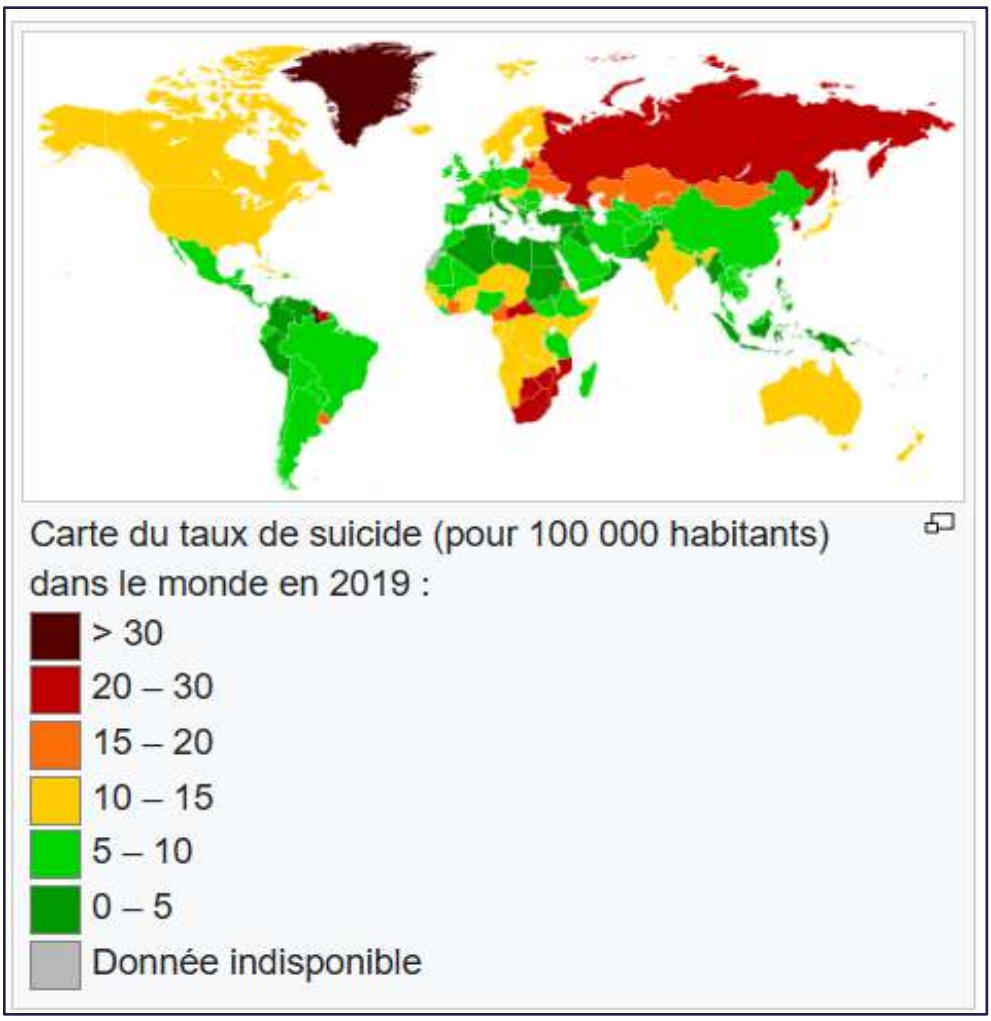
Taux de mortalité selon l'âge, par sexe et période de 5 ans (pour 100 000 personnes)

PÉRIODE:

2018 à 2022




Colombie-Britannique
5,4
Nouveau-Brunswick
7,4
Ontario
9,5
Île-du-Prince-Édouard
10,4
10,8
Manitoba
11,6
Nouvelle-Écosse
13,0
13,1
Alberta
13,6
Terre-Neuve-et-Labrador
13,9
Saskatchewan
20,4
0
2
4
6
8
10
12
14
16
18
20
Comparaison entre les provinces canadiennes


Carte du taux de suicide (pour 100 000 habitants) dans le monde en 2019 :
> 30
20 – 30
15 – 20
10 – 15
5 – 10
0 – 5
Donnée indisponible

L'ÉTAT DU LOGEMENT

Impacts et solutions en ruralité et dans la MRC des Jardins-de-Napierville





Une crise de l'abordabilité et de l'offre de logements locatifs dans la ruralité…



Photo: Olivier Zuida Archives Le Devoir La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que le taux d'inoccupation atteindra 3,8 % en 2026.

L'offre de logements s'accroît au Québec, ce qui devrait exercer une pression à la baisse sur les prix. Or, ce n'est pas ce qu'on n'observe, du moins, pas partout. *Le Devoir* fait le point. Quoi retenir?

- **Le taux d'inoccupation des logements au Québec devrait atteindre 3,8 % en 2026 selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement.**
- **Le loyer moyen a augmenté de 10,1 % dans la province l'an dernier malgré l'offre croissante de logements locatifs.**
- **Les coûts de construction élevés maintiennent les prix des logements neufs au-dessus de ceux des logements existants.**

Que se passe-t-il avec l'offre de logements au Québec?

L'offre de logements locatifs ne cesse d'augmenter dans la province, ce qui a contribué à augmenter le taux d'inoccupation des logements, explique Maëlle Boulais-Préseault, économiste chez Desjardins. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) prévoit que le taux d'inoccupation atteindra 3,8 % en 2026 et 4,5 % l'an prochain. Il était de 2,1 % en 2024. En théorie, une offre plus abondante devrait contribuer à réduire la pression sur les loyers et améliorer l'abordabilité. Or, cette amélioration tarde à se matérialiser », écrit Mme Boulais-Préseault. **C'est que l'offre ne répond pas vraiment à la demande. Les nouveaux logements construits sont trop chers pour bon nombre de ménages, qui vont préférer louer de plus vieux appartements, mais à un prix plus abordable.**

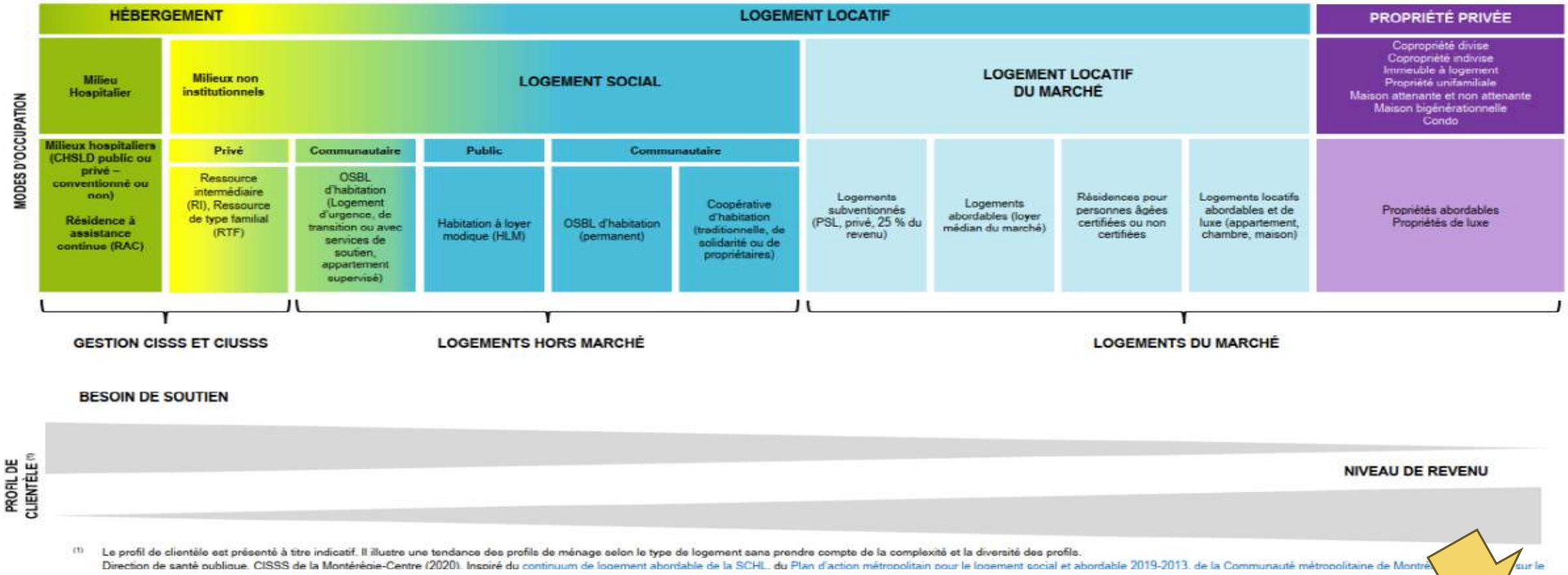
Pourquoi l'augmentation de l'offre ne fait-elle pas baisser les loyers?

Même si l'on observe des baisses de loyer pour les logements neufs, ceux-ci demeurent plus chers que les logements existants. Cela est principalement dû aux **coûts élevés de construction, qui ont augmenté de 65,6 % entre 2019 et 2025** — près de quatre fois l'inflation dans son ensemble sur la même période (17,2 %) —, ce qui force les promoteurs à fixer des loyers élevés pour rentabiliser leurs projets, souligne l'économiste.

25 000 logements vides dans le grand Montréal-Source : La région métropolitaine de recensement (RMR)

Il n'existe aucun levier légal pour obliger les compagnies à louer lorsqu'elles offrent des prix de logements inabordables. (NDLA)

CONTINUUM DE L'OFFRE DE LOGEMENT



(1) Le profil de clientèle est présenté à titre indicatif. Il illustre une tendance des profils de ménage selon le type de logement sans prendre compte de la complexité et la diversité des profils.
Direction de santé publique, CISSS de la Montérégie-Centre (2020). Inspiré du continuum de logement abordable de la SCHL, du Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2019-2013, de la Communauté métropolitaine de Montré… sur le

Au moins 6 freins récurrents au développement du logement hors marché

1- Le « Pas dans ma cours » et l'application de la loi 31
2- Le yoyo des taux hypothécaires
3- Rénover et augmenter les loyers pour avoir droit à un emprunt (propriétaires)
4- La propriété individuelle : un levier puissant pour les retraites
5- Le manque d'eau pour développer
6- Complexité du financement des logements hors marché
7- Le manque de terrains disponibles et les prix d'acquisition.



Ce lien permet d'avoir accès à toute l'information de la santé publique en Montérégie (IDC).

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; Révision, et comité de lecture : Joanne Béïsle, Cécile Bertin, Sylvie Gamache

LE LOGEMENT

DANS LES JARDINS-DE-NAPIERVILLE

Un enjeu qui influence l'ensemble du développement du territoire



Dossier préparé par Sylvie Gamache, directrice projet en logement à la CDC-JDN, 25 ans d'expérience communautaire notamment dans les domaines du logement, de l'itinérance et de la sécurité alimentaire

Se loger adéquatement constitue une condition essentielle à la qualité de vie et à la capacité des personnes de demeurer dans leur communauté. Dans les Jardins-de-Napierville, les enjeux liés au logement dépassent la seule question de l'habitation : ils touchent l'emploi, la santé, la scolarité, l'économie, la démographie et la vitalité sociale du territoire.

LE LOGEMENT EN UN COUP D'OEIL

400 LOGEMENTS	PLUS DE 10 ANS	UN ENJEU TRANSVERSAL
Besoin estimé en 2020 par le rapport Gaudreault pour répondre aux besoins de la population, en loyers libres et abordables.	Sans nouveau projet majeur de logement social ou hors marché ayant levé de terre dans la MRC.	Emploi, santé, scolarité, offre de logement, population, économie et vie sociale sont directement concernés.

Lorsque l'offre de logements ne correspond plus aux besoins ou à la capacité financière de la population, les effets se font sentir bien au-delà des ménages directement concernés. Un travailleur peut devoir s'établir à l'extérieur du territoire; une personne aînée peut devoir quitter sa municipalité pour trouver un milieu de vie adapté; un jeune qui part étudier ailleurs peut rencontrer peu d'options pour revenir s'établir dans la région.

DES RÉPERCUSSIONS DANS PLUSIEURS DIMENSIONS

DIMENSION	RÉPERCUSSION OBSERVÉE OU SOULEVÉE
Emploi	Difficultés d'embauche et de rétention lorsque les salaires et le coût du logement sont difficilement conciliables.
Santé	Besoins en hébergement d'urgence, supervisé, médicalisé ou spécialisé; enjeux de santé mentale.
Scolarité	Départ d'étudiant.es vers d'autres régions et difficulté à favoriser leur retour.
Offre de logement	Besoin de logements sociaux et hors marché accessibles aux ménages à revenu faible ou moyen.
Population	Exode rural et situations de précarité résidentielle.
Économie	Difficulté à maintenir certaines catégories de travailleurs et de savoir-faire.
Vie sociale	Isolement, transformation des milieux de vie, gentrification et perte possible d'identité locale.

À RETENIR – Le logement n'est pas uniquement un enjeu immobilier. Il influence la capacité du territoire à accueillir, retenir et soutenir sa population.

DES BESOINS QUI DÉPASSENT LA SEULE QUANTITÉ DE LOGEMENTS

Quantité, diversité, adaptation et abordabilité doivent être considérées ensemble

Le besoin estimé de 400 logements permet de mesurer l'ampleur du défi, mais il ne raconte qu'une partie de la réalité. Répondre aux besoins du territoire ne consiste pas uniquement à augmenter le nombre d'unités disponibles. Il faut aussi tenir compte du type de logements, de leur coût, de leur localisation et des réalités des personnes qui doivent s'y loger.

DES BESOINS DIFFÉRENTS SELON LES RÉALITÉS

POPULATION	BESOINS À CONSIDÉRER	ENJEU TERRITORIAL
Aînés	Logements adaptés et milieux de vie répondant à l'évolution des besoins.	Permettre de demeurer dans sa communauté.
Familles	Logements correspondant à la taille du ménage et à sa capacité financière.	Maintenir et attirer les familles.
Travailleurs	Logements accessibles selon les revenus et la localisation des emplois.	Recrutement et rétention.
Personnes seules	Diversité de petites unités accessibles.	Éviter une offre résidentielle trop uniforme.
Ménages à revenu faible ou moyen	Logements abordables, sociaux ou hors marché.	Réduire la pression financière liée au logement.
Personnes vulnérables	Stabilité résidentielle et, lorsque nécessaire, accompagnement.	Prévenir l'aggravation de situations de précarité.

UNE QUESTION D'ABORDABILITÉ

L'abordabilité du logement représente un enjeu important pour le territoire. **Lorsque le coût de l'habitation augmente plus rapidement que les revenus, une part croissante du budget des ménages doit être consacrée au logement. Cette pression financière peut limiter les possibilités de se loger adéquatement ou de demeurer dans sa communauté. Elle touche également le développement économique du territoire : la disponibilité de logements accessibles financièrement contribue à la capacité des employeurs d'attirer et de retenir la main-d'œuvre dont ils ont besoin.**

QUANTITÉ	DIVERSITÉ	ADAPTATION	ABORDABILITÉ
Disposer d'un nombre suffisant d'unités.	Offrir différents formats et modes d'occupation.	Répondre aux besoins qui évoluent avec l'âge ou la situation.	Maintenir un lien réaliste entre revenus et coûts d'habitation.

L'abordabilité ne concerne donc pas uniquement les ménages les plus vulnérables. Lorsque le coût du logement augmente plus rapidement que la capacité financière d'une partie de la population, les travailleurs, les familles et les personnes seules peuvent eux aussi rencontrer des difficultés à demeurer dans leur milieu.

À RETENIR – Répondre aux besoins en logement signifie agir à la fois sur la quantité, la diversité, l'adaptation et l'abordabilité de l'offre.

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; *Révision, et comité de lecture : Joanne Bélisle, Cécile Bertin, Sylvie Gamache*

QUAND LE LOGEMENT MANQUE, LES IMPACTS SE MULTIPLIENT

Les conséquences dépassent largement le domaine de l'habitation.

Les effets d'une offre résidentielle insuffisante ne s'arrêtent pas à la porte du logement. Ils peuvent progressivement affecter la santé des personnes, les employeurs, les organismes communautaires, les municipalités et, plus largement, la capacité du territoire à se développer.

UNE CHAÎNE D'IMPACTS

SITUATION	CONSÉQUENCE POSSIBLE	EFFET TERRITORIAL
Peu de logements accessibles	Des travailleurs doivent habiter plus loin ou quitter le territoire.	Recrutement et rétention plus difficiles.
Peu de logements adaptés	Certaines personnes doivent chercher ailleurs une solution correspondant à leurs besoins.	Départ de résidents et perte de proximité avec le réseau social.
Coûts élevés	Augmentation de la pression financière sur les ménages.	Risque accru de précarité résidentielle.
Instabilité résidentielle	Besoins plus importants de soutien et d'accompagnement.	Pression sur les organismes et les services.
Offre peu diversifiée	Certains groupes trouvent difficilement une solution locale.	Diminution de l'attractivité du territoire.

DES RÉPERCUSSIONS AU-DELÀ DE LA MRC

Lorsque les solutions recherchées ne sont pas disponibles localement, certaines personnes doivent se tourner vers les territoires voisins ou Montréal pour obtenir un logement, un hébergement ou des services spécialisés. Le problème se déplace alors plutôt qu'il ne disparaît, et peut exercer une pression supplémentaire sur des réseaux voisins déjà sollicités.

LE COÛT DE L'INACTION

PRÉCARITÉ Augmentation des situations d'instabilité résidentielle	**MAIN-D'OEUVRE** Difficultés accrues d'attraction et de rétention	**SERVICES** Besoins plus importants d'accompagnement
COMMUNAUTÉ Départ de résidents et fragilisation de la vitalité locale	**RÉSEAUX** Pression accrue sur les organismes et les services publics	**DÉVELOPPEMENT** Freins possibles à la croissance et à l'attractivité

À RETENIR – Ne pas répondre aux besoins en logement comporte également un coût humain, social et économique pour la collectivité.

PRÉCARITÉ RÉSIDENTIELLE ET ITINÉRANCE

Des réalités multiples, parfois peu visibles en milieu rural

L'itinérance ne correspond pas à un profil unique. Les parcours peuvent être visibles ou cachés, ponctuels ou chroniques. Les facteurs économiques et psychosociaux peuvent également se combiner et évoluer dans le temps.

PLUSIEURS FORMES DE PRÉCARITÉ RÉSIDENTIELLE

CACHÉE	VISIBLE	ÉPISODIQUE	CHRONIQUE
Hébergement temporaire chez des proches, à l'hôtel ou au motel.	Rue, refuge ou hébergement d'urgence.	Alternance entre logement et périodes d'instabilité.	Instabilité prolongée pouvant nécessiter un accompagnement soutenu.

Cette réalité est particulièrement importante lorsqu'on observe l'itinérance en milieu rural. Une personne sans logement stable n'est pas nécessairement visible dans l'espace public. L'itinérance cachée est plus difficile à mesurer et peut donc être sous-représentée dans les statistiques traditionnelles.

DES FACTEURS QUI PEUVENT S'ENTREMÊLER

FACTEURS ÉCONOMIQUES	FACTEURS PSYCHOSOCIAUX
Faibles revenus	Santé mentale
Coût élevé du logement	Dépendances
Offre insuffisante	Isolement
Difficultés financières	Ruptures et événements de vie

Il serait réducteur d'opposer une itinérance « économique » à une itinérance « psychosociale ». Les situations peuvent être beaucoup plus complexes et plusieurs facteurs peuvent se renforcer mutuellement. Les données de Santé publique constituent donc un complément important aux observations du milieu afin de suivre l'évolution de la situation et de mieux comprendre les besoins.

À RETENIR – En milieu rural, la précarité résidentielle existe même lorsqu'elle demeure peu visible.

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; *Révision, et comité de lecture : Joanne Bélisle, Cécile Bertin, Sylvie Gamache*

POURQUOI EST-IL DIFFICILE DE DÉVELOPPER DU LOGEMENT?

Plusieurs freins peuvent se cumuler dans un même projet.

Reconnaître les besoins ne suffit pas à faire émerger des projets. Plusieurs obstacles peuvent ralentir ou compromettre le développement de nouvelles unités, particulièrement lorsqu'il s'agit de logement abordable, social ou hors marché.

SIX FREINS RÉCURRENTS

01 ACCEPTABILITÉ SOCIALE La densification peut susciter des préoccupations. Information, dialogue et compréhension des besoins deviennent essentiels.	**02 FINANCEMENT** Les montages financiers du logement hors marché peuvent impliquer plusieurs programmes et partenaires.	**03 COÛTS ET TAUX** Les variations des coûts de construction et du financement rendent la planification à long terme plus difficile.
04 INFRASTRUCTURES La capacité des réseaux municipaux, notamment l'approvisionnement en eau, peut limiter le développement.	**05 ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ** La hausse de la valeur des propriétés modifie les possibilités d'accès pour une partie de la population.	**06 COORDINATION** La multiplication des démarches, programmes et acteurs peut ralentir la réalisation des projets.

LE LOGEMENT HORS MARCHÉ : UN DÉFI PARTICULIER

Le logement hors marché vise à soustraire durablement une partie de l'offre résidentielle aux seules fluctuations du marché. Il peut notamment prendre la forme de logements sociaux, communautaires ou coopératifs. Les organismes concernés témoignent toutefois de difficultés importantes liées au financement et à la coordination des programmes.

Pour un territoire rural, ces défis s'ajoutent aux réalités particulières liées à la disponibilité des terrains, aux infrastructures et à la taille des projets. Le défi n'est donc pas seulement d'identifier les besoins : il faut créer les conditions qui permettent aux projets de devenir réalisables.

À RETENIR – Les obstacles sont connus. Les rendre visibles permet de mieux cibler les leviers d'action et les collaborations nécessaires.

DES RESSOURCES ET DES LEVIERS POUR AGIR

La concertation permet de relier les besoins, les expertises et les capacités d'action.

Les enjeux sont nombreux, mais le territoire ne part pas de zéro. Des organisations, des outils et des expertises sont déjà disponibles pour soutenir les municipalités, les organismes et les partenaires souhaitant développer des solutions. Dans un domaine où aucun acteur ne possède à lui seul l'ensemble des leviers nécessaires, la concertation devient centrale.

DE L'ENJEU À LA RESSOURCE

BESOIN	RESSOURCE OU ACTEUR	CONTRIBUTION POSSIBLE
Comprendre le logement hors marché	Ensemble Logement	Regrouper de l'information, des outils et des expertises
Développer un langage commun	Concertation Horizon	Soutenir le partage de connaissances et la concertation
Documenter les besoins	Santé publique et données territoriales	Fournir des indicateurs et suivre l'évolution des réalités
Planifier le territoire	Municipalités	Agir sur la planification, la réglementation, les terrains et les infrastructures
Faire émerger des projets	Organismes et partenaires locaux	Mobiliser, accompagner et développer des initiatives adaptées
Comprendre les besoins vécus	Citoyens et organismes communautaires	Apporter la connaissance des réalités locales

ENSEMBLE LOGEMENT : UN OUTIL POUR LES MILIEUX

La plateforme développée par Concertation Horizon rassemble en un même lieu des ressources et des expertises en matière de logement hors marché. Elle vise notamment à favoriser un langage commun, à outiller les acteurs et à inspirer les milieux souhaitant développer une offre résidentielle répondant à différents besoins.

QUESTIONS POUR LA SUITE

DIVERSIFIER
Comment mieux répondre aux réalités des différentes populations?

VIEILLIR ICI
Comment permettre aux personnes aînées de demeurer dans leur communauté?

MAIN-D'OEUVRE
Comment mieux concilier logement, attraction et développement économique?

HORS MARCHÉ
Comment soutenir davantage l'émergence de logements abordables et hors marché?

COLLABORER
Comment faciliter la collaboration entre municipalités, organismes, gouvernements et partenaires?

SE LOGER EST UN DROIT, LA SOLUTION EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE.

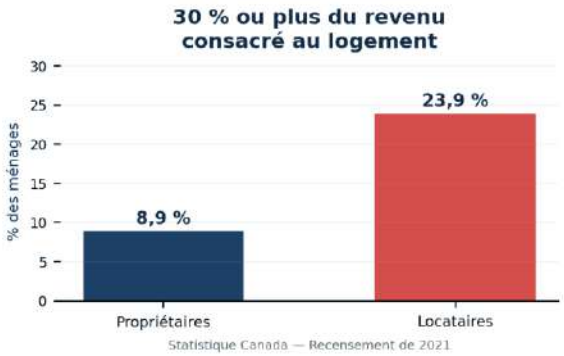
Sources : rapport Gaudreault (2020), données de Santé publique de la Montérégie, Concertation Horizon / Ensemble Logement, sources municipales et communautaires

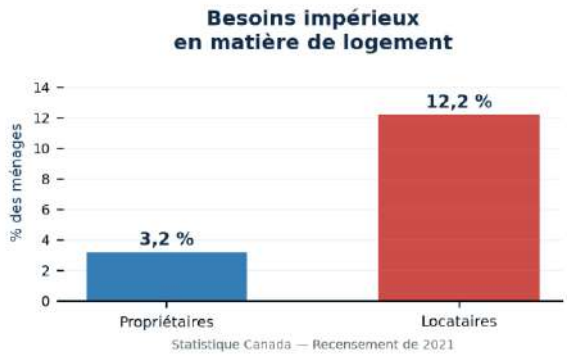
L'ABORDABILITÉ : AU-DELÀ DU PRIX DU LOYER

Mesurer la capacité réelle des ménages à se loger sur le territoire

L'abordabilité constitue un enjeu important pour comprendre les besoins en logement sur le territoire. La présence de logements disponibles ne signifie pas nécessairement qu'ils sont accessibles financièrement aux ménages qui en ont besoin. En 2021, dans les Jardins-de-Napierville, 23,9 % des ménages locataires consacraient 30 % ou plus de leur revenu aux frais de logement, comparativement à 8,9 % des ménages propriétaires**.** Cet écart témoigne d'une pression financière particulièrement importante chez les locataires et souligne l'importance de considérer non seulement la disponibilité des logements, mais également leur coût en relation avec la capacité financière des ménages.

LES INDICATEURS À SUIVRE





UN INDICATEUR NE SUFFIT PAS

Source : Statistique Canada, Recensement de 2021.

L'abordabilité doit être lue avec plusieurs données à la fois. Un loyer moyen, par exemple, ne dit pas à lui seul si un logement est accessible. Le revenu du ménage, la taille du logement, les frais liés au transport et la disponibilité d'unités correspondant aux besoins doivent aussi être considérés. Les besoins impérieux en matière de logement touchaient 12,2 % des ménages locataires et 3,2 % des ménages propriétaires.

Les indicateurs ci-dessus proviennent du recensement de 2021 et donnent une mesure concrète de la pression résidentielle sur les ménages du territoire.

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; *Révision, et comité de lecture : Joanne Bélisle, Cécile Bertin, Sylvie Gamache*

LE PARC RÉSIDENTIEL : CONSTRUIRE, PRÉSERVER ET ADAPTER

Comprendre ce qui existe déjà pour mieux planifier ce qui manque

La réponse aux besoins ne repose pas uniquement sur la construction de nouvelles unités. Le parc résidentiel existant constitue lui aussi une ressource à connaître, préserver et, lorsque possible, adapter. Un portrait de sa composition aide à déterminer quels types de logements sont sous-représentés et quelles transformations pourraient compléter les nouvelles constructions. Le recensement de 2021 montre aussi une forte prédominance de la propriété : 74,8 % des ménages sont propriétaires, contre 25,2 % locataires.

TYPE DE LOGEMENT	NOMBRE	PART DU PARC
Maison individuelle non attenante	8 265	69,7 %
Appartement, immeuble de moins de 5 étages	1 785	15,1 %
Maison jumelée	730	6,2 %
Appartement ou plain-pied dans un duplex	365	3,1 %
Maison en rangée	350	3,0 %
Logement mobile	180	1,5 %
Appartement, immeuble de 5 étages ou plus	95	0,8 %
Autre maison individuelle attenante	90	0,8 %

UN PARC À METTRE EN RELATION AVEC L'ÉVOLUTION DES MÉNAGES

Près de la moitié du parc résidentiel occupé (47,8 %) a été construit en 1980 ou avant. En 2021, 705 logements, soit environ 5,9 % du parc, nécessitaient des réparations majeures.

Par ailleurs, 3 225 ménages comptaient une seule personne et 4 350 en comptaient deux. Ensemble, les ménages d'une ou deux personnes représentaient 63,9 % des ménages privés de la MRC; la taille moyenne d'un ménage était de 2,4 personnes.

Alors que près de 7 logements sur 10 sont des maisons individuelles, près de 64 % des ménages ne comptent qu'une ou deux personnes. Ce contraste ne démontre pas à lui seul un manque de petits logements, mais il invite à examiner l'adéquation entre la composition du parc et l'évolution des ménages.

Les estimations démographiques annuelles permettent toutefois d'actualiser le contexte entre deux recensements. La population des Jardins-de-Napierville est passée de 30 690 personnes au 1er juillet 2021 à une estimation provisoire de 32 623 personnes au 1er juillet 2025, soit une hausse d'environ 6,3 %. Cette croissance soutenue renforce l'importance de suivre l'évolution de l'offre résidentielle et son adéquation avec les besoins des ménages.

UNE POPULATION QUI CONTINUE DE CROÎTRE	
ANNÉE	POPULATION ESTIMÉE
2021	30 690
2022	31 375
2023	31 798
2024	32 224
2025	32 623

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021; estimations annuelles de la population (1er juillet 2021 à 2025, 2025 provisoire).

Cette lecture permet également de mieux relier le logement au vieillissement de la population. Une personne peut souhaiter quitter une grande maison sans quitter sa municipalité; encore faut-il qu'une solution plus petite, accessible et adaptée existe à proximité.

À RETENIR - Une stratégie territoriale du logement gagne à regarder simultanément les nouvelles constructions et le potentiel du parc déjà existant.

DIVERSIFIER LES FAÇONS D'HABITER ET DE DÉVELOPPER

Des formes résidentielles et des modèles de propriété qui peuvent se combiner

Le développement résidentiel ne repose pas sur un modèle unique. Entre la maison individuelle traditionnelle et le grand immeuble, plusieurs formes d'habitation peuvent diversifier l'offre. Il faut aussi distinguer la forme physique du logement de son mode de propriété ou de gestion : une même forme peut être privée, coopérative, communautaire ou hors marché.

DES FORMES D'HABITATION À CONSIDÉRER		
TYPE	DÉFINITION	INTÉRÊT POTENTIEL
Mini-maison	Habitation de petite superficie regroupant les fonctions essentielles dans un espace compact	Diversifie les formats et peut convenir à de petits ménages ou à certains projets regroupés.
UHA - Unité d'habitation accessoire	Logement autonome ajouté sur le même lot qu'une résidence principale, à l'intérieur, en annexe ou dans un bâtiment distinct lorsque permis	Ajoute du logement dans des secteurs déjà habités et peut favoriser la proximité intergénérationnelle.
Duplex, triplex et petit multi-logement	Bâtiment comprenant quelques logements sur un même terrain.	Permet une densification douce pouvant mieux s'intégrer au caractère de petites municipalités.
Maison en rangée	Habitations individuelles juxtaposées partageant un ou plusieurs murs mitoyens.	Utilise le terrain plus efficacement tout en conservant un espace résidentiel individuel.
Habitat groupé / cohabitation	Logements privés regroupés autour de certains espaces ou équipements partagés	Favorise les liens de voisinage et la mutualisation de certains espaces.
Logement adaptable	Habitation conçue pour pouvoir évoluer avec les besoins ou capacités de ses occupants	Peut favoriser le maintien des personnes aînées dans leur communauté.

LE LOGEMENT HORS MARCHÉ : UNE AUTRE FAÇON DE PENSER L'OFFRE

Le logement hors marché désigne une offre dont la vocation est d'abord de répondre durablement aux besoins des personnes et des communautés plutôt que de maximiser le rendement immobilier. Il s'agit d'un modèle de propriété ou de gestion, et non d'un type de bâtiment.

NOTE SUR L'ACTUALISATION DES DONNÉES

Les indicateurs détaillés sur les ménages et le parc résidentiel présentés dans ce dossier proviennent principalement du recensement de 2021, qui demeure la source officielle la plus récente pour ce niveau de détail. Ils sont complétés, lorsque possible, par des sources administratives et des estimations plus récentes, notamment les estimations annuelles de population et les données d'évaluation foncière disponibles jusqu'en 2026. Les données issues du recensement de 2021 seront révisées et actualisées au fur et à mesure de la diffusion des résultats du recensement de 2026. Statistique Canada prévoit commencer la diffusion des résultats en février 2027, avec les chiffres de population et de logements.

MODÈLE HORS MARCHÉ	DÉFINITION
OBNL d'habitation	Organisme sans but lucratif qui possède ou administre des logements afin de répondre à des besoins identifiés dans la communauté.
Coopérative d'habitation	Forme d'habitation collective dans laquelle les membres participent à la gestion de leur milieu de vie selon un modèle coopératif.
Logement social	Logement destiné à répondre aux besoins de ménages qui rencontrent des difficultés à se loger adéquatement; son accès ou son coût peut être soutenu par des programmes publics.
Logement communautaire	Terme regroupant notamment des logements développés par des OBNL et des coopératives dans une perspective de réponse aux besoins collectifs.
Fiducie foncière communautaire	Structure qui détient des terrains à long terme afin de préserver une vocation collective et de soutenir notamment l'abordabilité.

FORME D'HABITATION + UN MODÈLE DE PROPRIÉTÉ

UNE INITIATIVE DU MILIEU : HAVRE DES SAGES

Le Havre des Sages est un organisme à but non lucratif qui développe un projet de 36 logements hors marché destinés aux personnes aînées de Napierville et des environs. Le projet vise à offrir des logements abordables, accessibles, sécuritaires et adaptés, afin de favoriser l'autonomie, le bien-être et le maintien des aînés dans leur communauté.
Une consultation publique tenue en septembre 2025 a réuni plus d'une centaine de personnes. En 2026, l'organisme a annoncé avoir ciblé un terrain à Napierville, à proximité du cœur du village et des services. Une contribution de 25 000 $ a également été accordée pour soutenir des travaux préparatoires, notamment l'arpentage, les études géotechniques, les tests de sol et l'évaluation du terrain. Le projet demeure en développement.

UN EXEMPLE CONCRET DE LOGEMENT HORS MARCHÉ PENSÉ PAR ET POUR LE TERRITOIRE.

Source : informations publiques d'Havre des Sages et couverture locale, 2025-2026. Les caractéristiques du projet sont présentées selon son état d'avancement au moment de la publication.

À RETENIR - Diversifier l'offre ne signifie pas nécessairement construire de grands immeubles. Les formes d'habitation et les modèles hors marché peuvent se combiner pour créer des solutions adaptées à la ruralité et aux besoins du territoire.

LE LOGEMENT EN RURALITÉ AGRICOLE

Des contraintes et des possibilités propres aux Jardins-de-Napierville

Dans les Jardins-de-Napierville, les enjeux de logement s'inscrivent dans une réalité propre à la ruralité agricole. La présence de petites municipalités, les distances entre les lieux de résidence, d'emploi et de services, la protection du territoire agricole ainsi que la capacité variable des infrastructures influencent les possibilités de développement résidentiel. À ces particularités s'ajoutent l'évolution démographique, le vieillissement de la population et les besoins liés à l'attraction et à la rétention de la main-d'œuvre. Les réponses en matière d'habitation doivent donc être pensées en fonction des caractéristiques du territoire et adaptées aux réalités des différentes communautés. Cette réalité invite à explorer une diversité de solutions — densification douce, unités d'habitation accessoires (UHA), petits ensembles résidentiels, logements adaptés, réutilisation de bâtiments existants ou projets de logement hors marché — tout en recherchant un équilibre entre les besoins en habitation, la préservation du territoire agricole, la capacité des infrastructures et la vitalité des milieux de vie.

CE QUI DISTINGUE LE CONTEXTE RURAL		
DISTANCE Le lieu de résidence, l'emploi, les études, les soins et les services peuvent être éloignés les uns des autres.	**INFRASTRUCTURE** La capacité des réseaux d'eau et d'égouts peut limiter ou orienter les possibilités de développement.	**TERRITOIRE AGRICOLE** Le développement résidentiel doit composer avec la protection du territoire et des activités agricoles.
PETITES MUNICIPALITÉ La taille des projets, les ressources techniques et la capacité de montage peuvent différer des grands centres.	**MAIN-D'OEUVRE** La disponibilité de logements peut influencer la capacité des entreprises et des services à recruter.	**VIEILLISSEMENT** Pouvoir changer de logement sans quitter sa municipalité devient un enjeu de maintien dans la communauté.

DES PISTES ADAPTÉES À LA RURALITÉ	
PISTE	**INTÉRÊT POTENTIEL**
Densification douce	Ajouter des unités de façon graduelle dans les secteurs déjà desservis, lorsque le contexte le permet
Petits ensembles résidentiels	Développer des projets à une échelle compatible avec les besoins et la capacité locale
Réutilisation de bâtiments	Examiner le potentiel de bâtiments existants avant de miser uniquement sur de nouveaux terrains
Logements adaptés	Créer des options permettant aux aînés de demeurer près de leur réseau social et de leurs services
Planification logement / transport	Tenir compte des déplacements nécessaires vers l'emploi, les soins, les études et les commerces
Concertation intermunicipale	Partager les besoins, les expertises et certaines solutions à l'échelle du territoire

À RETENIR – La ruralité n'est pas seulement une contrainte : elle doit devenir un critère de conception des solutions de logement pour les Jardins-de-Napierville.

Santé publique pourrait-elle réaliser des économies grâce à une politique du logement plus efficace?

Les coûts en santé du manque de logements adéquats

La facture collective de la crise du logement au Québec

Québec

CHAIRE RISS

Le manque de logements adéquats nuit à la santé

La facture collective de la crise du logement au Québec

Observatoire québécois des inégalités

Québec

FICHE 2

Mise en contexte

Cette fiche s'inscrit dans un vaste projet de recherche visant à quantifier les coûts économiques et sociaux découlant du manque de logements adéquats — abordables, de taille suffisante et de qualité — au Québec. En s'appuyant sur la littérature scientifique, qui démontre de fortes associations entre conditions résidentielles et santé, **cette fiche présente les principaux constats sur les liens entre le logement inadéquat et la santé générale et mentale, ainsi que l'estimation des coûts de santé qui en résultent**[1].

Qualité

Un logement ne nécessitant **pas de réparations majeures** ou un logement n'ayant **pas de moisissures**, ayant une **bonne qualité de l'air intérieur, une absence d'animaux nuisibles.**

Abordabilité

Un logement est abordable si le ménage qui l'occupe y consacre **moins de 30 %** de son revenu avant impôt.

Taille suffisante

Un logement disposant d'**un nombre adéquat de chambres** compte tenu de la taille et de la composition du ménage.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : « La santé générale est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

1. Note : Trois enquêtes de Statistique Canada ont été mobilisées pour effectuer les analyses : l'Enquête canadienne sur le logement (ECL 2022), l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR 2023) et l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC 2023).

2. Mary Prybylo, Sarah Miller & Teresa J. Kelechi (2025). Evaluation o f self-reported health as a tool for identifying risk of hospitalization and emergency department visits in older adults: An integrated review. Geriatric Nursing.

1 Le logement adéquat, un déterminant de la santé

La littérature établit un lien solide entre la **perception** de l'état de santé générale et le **recours** aux soins de santé. Les personnes se déclarant en mauvaise santé ont tendance à utiliser davantage les services médicaux[2].

Qualité

En 2022, vivre dans un logement de mauvaise qualité **augmente le risque de 107 %** de se déclarer en mauvaise santé générale, comparativement aux logements en bon état.

Abordabilité

Consacrer **plus de 30 %** du revenu au logement **augmente le risque de 37 %** de déclarer un mauvais état de santé générale.

Taille suffisante

Vivre dans un logement de taille insuffisante **augmente le risque de 12 %** de se déclarer en mauvaise santé générale.

Coût

Ensemble, ces conditions d'habitation expliquent environ **30 %** des cas de mauvaise santé générale déclarés.

Coût estimé en 2023 en consultations médicales en cabinet : **27,4 millions $**

Coût pour les gouvernements ? *Dépenses publiques supplémentaires liées aux problèmes de santé ou aux services sociaux (ex. : consultations, hospitalisations, programmes financés par l'État, etc.)*

1/3

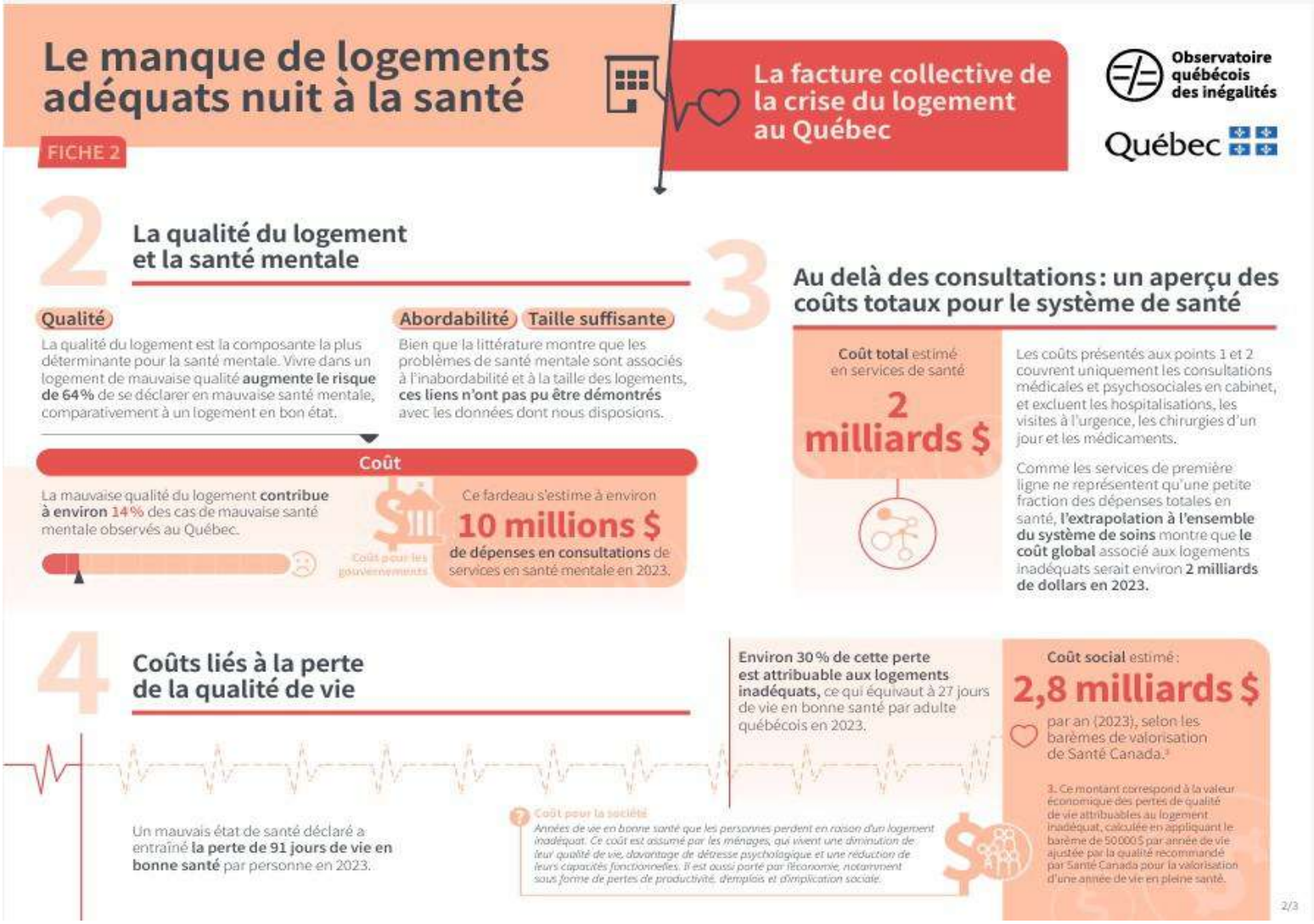


TABLEAU 4. Coût total des consultations en santé mentale, selon l'état de santé et le type de fournisseurs de soins, 2023

Fournisseur de soins en santé mentale	Nombre de consultations pour un mauvais état de santé	Coût par service	Coût total
Médecin de famille	210 140	79 $	16,7 M$
Psychiatre	176 320	112 $	19,7 M$
Psychologue	195 070	105 $	20,5 M$
Infirmière ou infirmier	147 770	54 $	8,0 M$
Travailleuse sociale ou travailleur social	174 990	36 $	6,3 M$
Coût total			**71,2 M$**

Source : analyses de l'Observatoire québécois des inégalités basées sur les fichiers maîtres de l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes 2023 et sur la base de données nationale des médecins de l'Institut canadien d'information sur la santé de 2023.

Le manque de logements adéquats nuit à la santé

FICHE 2

La facture collective de la crise du logement au Québec

Observatoire québécois des inégalités

Québec

5 Coûts indirects liés à l'insécurité alimentaire

Insécurité alimentaire et conditions de logement

Les différentes composantes du logement inadéquat sont fortement liées à la **probabilité de vivre une situation d'insécurité alimentaire :**

Qualité

Vivre dans un logement de mauvaise qualité augmente le risque d'insécurité alimentaire **de 76 %.**

Abordabilité

Consacrer **plus de 30 %** du revenu au logement augmente le risque d'insécurité alimentaire **de 52 %.**

Taille suffisante

Habiter un logement de taille insuffisante augmente le risque d'insécurité alimentaire **de 38 %.**

Coût

Seule la composante de l'inabordabilité du logement a été retenue pour estimer les coûts indirects. Ce choix repose sur un fondement théorique solide : **l'arbitrage budgétaire entre le loyer et l'alimentation** constitue l'un des mécanismes centraux reliant le logement inadéquat à l'insécurité alimentaire.

L'inabordabilité du logement explique environ **12,9 %** de l'insécurité alimentaire observée au Québec, soit une estimation de

87,7 millions $

en 2023[4]

4. Ce montant correspond à la part attribuable du coût total de l'insécurité alimentaire — soit la valeur marchande des denrées distribuées par les Banques alimentaires du Québec et les aides publiques versées en 2023 pour soutenir les organismes d'aide alimentaire.

Insécurité alimentaire et santé

Santé générale

Les personnes vivant une situation d'insécurité alimentaire ont **une probabilité 3 fois plus élevée** de déclarer un mauvais état de santé générale que celles en situation de sécurité alimentaire.

En matière de santé mentale, les personnes en situation d'insécurité alimentaire présentent **un risque 4 fois plus élevé** de rapporter un mauvais état de santé mentale.

Ces estimations demeurent prudentes et conservatrices, puisqu'elles reposent sur des données partielles et des analyses transversales. **Elles montrent toutefois un point central : la crise du logement n'est pas uniquement un enjeu d'habitation, mais aussi un enjeu sanitaire, social et économique.**

La qualité des logements, leur taille et leur abordabilité influencent directement et indirectement la santé générale et mentale des individus. Le manque de logements adéquats accroît également le risque d'insécurité alimentaire, qui fragilise à son tour l'état de santé. **Cette triple articulation entre logement, santé et insécurité alimentaire démontre que le logement doit être considéré non seulement comme un droit fondamental, mais aussi comme un déterminant central de la santé.**

Pour plus d'informations : Ferdaous Roussafi (2025). Les coûts en santé du manque de logements adéquats. *La facture collective de la crise du logement au Québec*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

ISBN : 978-2-925552-14-7

TABLEAU 2. Coût total des consultations en santé générale, selon l'état de santé et le type de fournisseur de soins, 2023

Fournisseur de soins en santé générale	Nombre de consultations pour un mauvais état de santé	Coût par service	Coût total
Médecin de famille	568 970	79 $	45,2 M$
Infirmière praticienne spécialisée ou infirmier praticien spécialisé	90 570	54 $	4,9 M$
Médecin spécialiste comme un ou une cardiologue ou un ou une pédiatre	36 530	100 $	3,7 M$
Chiropraticien ou chiropraticienne	48 870	50 $	2,4 M$
Physiothérapeute	93 560	54 $	5 M$
Psychologue	148 200	105 $	15,6 M$
Travailleur social-conseiller	254 640	36 $	9,2 M$
Audiologiste-orthophoniste-ergo	75 390	42 $	3,2 M$
Diététiste-nutritionniste	55 420	41 $	2,3 M$
Coût total			**91,4 $**

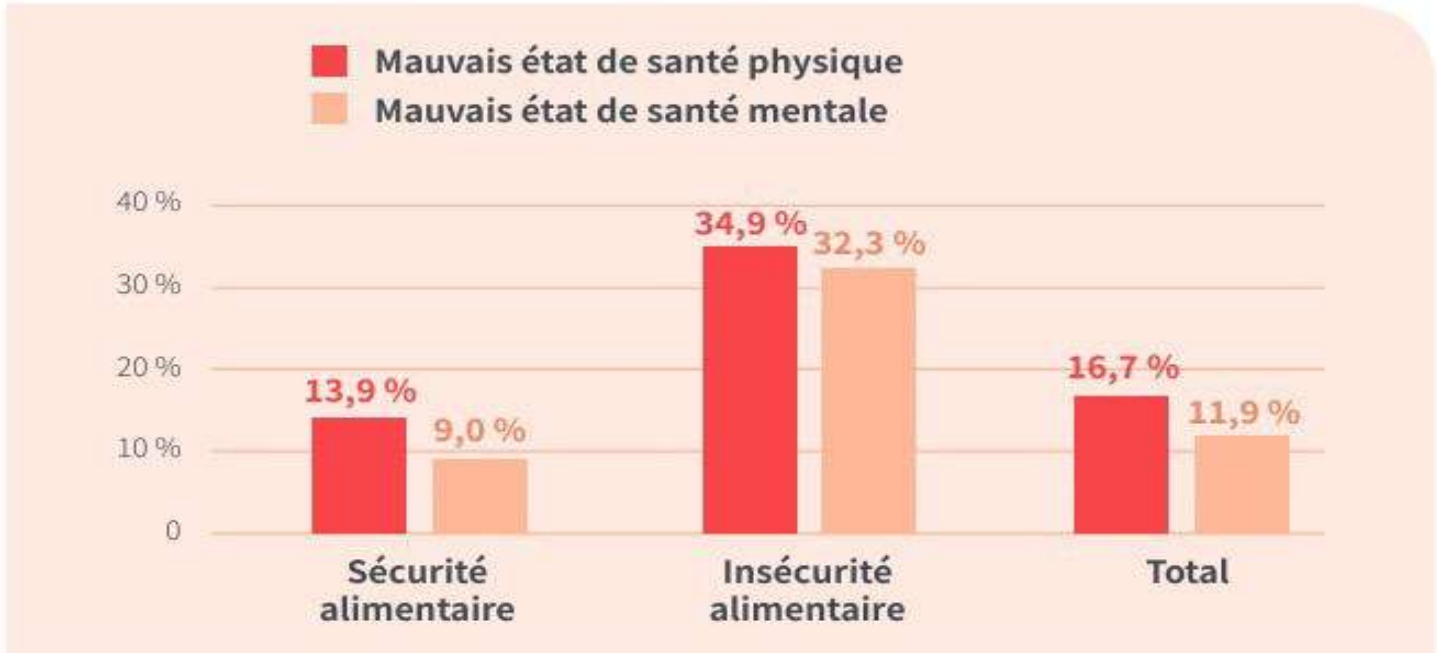
Source : analyses de l'Observatoire québécois des inégalités basées sur les fichiers maîtres de l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes 2023 et sur la base de données nationale des médecins de l'Institut canadien d'information sur la santé de 2023.

FIGURE 5. Proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire selon les caractéristiques du logement, Québec, 2023



Source : analyse de l'Observatoire québécois des inégalités basée sur les fichiers maîtres de l'ECR de 2023.

FIGURE 7. Prévalence d'un mauvais état de santé autoévalué selon la situation de sécurité alimentaire, Québec, 2023



Source : analyse de l'Observatoire québécois des inégalités basée sur les fichiers maîtres de l'ESCC de 2023.

Source:santepubliquemontreal.ca/sites/drsp/files/media/document/DRSP_FactureCollectiveLogement_FicheSt.pdf

L'ÉTAT DU TRANSPORT

Impacts et solutions en ruralité et dans la MRC des Jardins-de-Napierville





Augmentation de la pollution. *La route 221 à hauteur de la A30.*

8 heures du matin à la sortie de la 30 en direction de St-Rémi. Une longue file de véhicules s'étend sur plusieurs kilomètres. Camions et véhicules légers attendent à l'arrêt pour se diriger principalement vers Montréal et Brossard. On ne peut pas grand-chose pour les camions, mais une navette jusqu'aux 10/30 réduirait-elle le trafic ? Une étude serait à faire ?!

COUP D'OEIL 03.12.2025

Roule vers ta réussite

Un nouveau service de transport pour les jeunes qui suivent une formation scolaire

MARC-ANDRÉ COUILLARD
macouillard@coupdoeil.info

ACTUALITÉ. Le point de service de Saint-Rémi du Carrefour jeunesse-emploi (CJE) Huntingdon lance *Roule vers ta réussite*, un tout nouveau service de transport offert gratuitement aux jeunes qui veulent poursuivre leur formation scolaire au Centre de formation aux adultes, à La Prairie.

«Comme la formation aux adultes est fermée depuis plusieurs années à Saint-Rémi et qu'aucune solution de transport en commun n'existe dans la région, cette initiative vise à soutenir les jeunes de 16 à 35 ans qui souhaitent poursuivre leur parcours scolaire, mais sont freinés par l'absence de moyens de transport», explique Brigitte Perrier, coordonnatrice au point de service de Saint-Rémi du CJE Huntingdon.

ACTEURS DU MILIEU

Lancé par le CJE Huntingdon, ce projet a été élaboré de concert avec les travailleurs de milieu du territoire et la Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville

FONCTIONNEMENT ET INSCRIPTION

Ce service est offert gratuitement aux jeunes âgés de 16 à 35 ans résidant sur le territoire de la MRC des Jardins-de-Napierville,



SERVICE D'ACTION BÉNÉVOLE (SAB) AU COEUR DU JARDIN - SECTEUR SAINT-RÉMI / JARDINS-DE-NAPIERVILLE

Territoire desservi :
- Toutes les municipalités de la MRC des Jardins-de-Napierville

Services offerts :
- Transport médical vers Anna-Laberge, Ormstown, Saint-Jean-sur-Richelieu, Châteauguay (dialyse)
- Minibus vers épiceries (Saint-Rémi)
- Minivan pour besoins essentiels
- Coûts :
  – 20–30$ localement
  – 75$ vers Montréal

Autres services :
www.sabjardin.org/jai-besoin-daide

Coordonnées des 3 points de service du SAB :

À Saint-Rémi :
1030, rue Notre-Dame, Saint-Rémi QC J0L 2L0
450 454-6567
sab.stremi@bellnet.ca

À Napierville :
262-A, rue de l'Église, Napierville QC J0J 1L0
450 245-7868
sabnap@hotmail.ca

À Hemmingford :
476, rue Frontière (route 219)
Hemmingford QC J0L 1H0
450 247-2893
sabhemfrd@hotmail.com
www.sabjardin.org

(Source : Concertation Horizon)





Le milieu communautaire palie les trous de services.

Les organismes de la CDC qui offrent du transport :

Service d'Action Bénévole (SAB)
Adomissile (Maison des jeunes)
Vents d'espoir (Traumatisés crâniens_
Sourire sans fin (Maison de la famille)
Carrefour jeunesse-emploi (Employabilité)
La Maison du Goéland (Santé mentale)
L'Élan des jeunes

.2 Coût de l'inaction — données chiffrées (Rapport février 2026)

Le rapport de février 2026 documente les impacts économiques et sociaux de l'absence de mobilité sur le territoire. Les estimations sont basées sur une méthodologie rigoureuse inspirée des guides MTQ et Cirrelt :

- Coût sociétal global estimé : 3 à 5 M$/an pour l'ensemble de la MRC (~34 000 hab.)
- Santé : 1 à 2 M$/an (isolement des aînés, services bénévoles saturés, délais de soins)
- Décrochage scolaire : 500 000 $ à 1 M$/an (coût sociétal à long terme)
- Économique : 1,5 à 2 M$/an (surcoûts automobiles + pertes de productivité)
- Social et environnemental : 300 000 $ à 500 000 $/an (GES, accidents, exclusion)
- Coût moyen d'un véhicule par ménage : 10 000 $ à 12 000 $/an — soit jusqu'à 28 % du revenu viable net à Saint-Rémi

MOBILITÉ = ACCÈS AU TERRITOIRE

Jardins-de-Napierville

PROBLÈMES

- AUTO SOLO
- Seule option viable
- Congestion matins/soirs
- Pas de solutions structurées



Routes surchargées

SYSTÈME ACTUEL



Solutions communautaires

- Transport bénévole, taxi
- Solution mal coordonnée

Accès aux services…



CHIFFRES CLÉS

- Population: 32 000
- Étendue: 300 km²
- Municipalités : 11
- Accès services:

0 transport collectif

Mobilité = L'accès au TERRITOIRE







- Frein économique
- Pénurie de main d'œuvre
- Décrochage scolaire
- Territoire en perte
- Isolement et inégalités sociales
- Exode rural

COÛTS INVISIBLES



→ Frein économique
→ Pénurie de main d'œuvre
→ Décrochage scolaire
→ Territoire en perte de vitalité
→ Isolement et inégalités sociales
→ Exode rural



PUBLICS INVISIBLES



Travailleurs précaires
Travailleurs agricoles
Petites entreprises
Personnes seules

- Sans véhicule

Ces publics ne sont pas pris en compte, peu visibles dans les données.



- Approche par projet pilote

LEVIERS/OPPORTUNITÉS

→ Flotte déjà organisée
→ Mutualiser flux marchandises



→ Covoituatige, inter-MRC
→ Covoiturage, navettes





Dossier préparée par Cécile Bertin,
PHD et professeure d'économie sociale à HEC,
directrice projet en Transport à la CDC-JDN

DOSSIER TRANSPORT

CDC JDN



Enjeux de la CDC

La participation de la CDC-JDN à la communauté de pratique de Concertation Horizon permet d'exposer les grandes disparités de service offerts en Montérégie-Ouest (voir étude de VECTEUR 5).

Ces inégalités ont un impact sur la mobilité des personnes citoyennes et l'accès aux services de première nécessité, de santé, de loisirs, d'éducation et d'emploi..

La CDC-JDN favorise la création de la Table de concertation en transport en **mars 2023.**

Le projet

Déterminer les meilleures solutions pour les personnes citoyennes des Jardins afin d'offrir des solutions de transport diversifiées et adaptées, tout en favorisant les connexions intermodales existantes. Le projet doit tenir compte des initiatives du passé et des besoins de la population actuels et futurs.

Une direction de projet en solutions de transport est financée par la FLAC grâce à la TNCDC.

1

Dans les Jardins, des solutions de mobilité durable permettraient:



- **Lutter contre le réchauffement climatique** - Réduire globalement la pollution et gaz à effet de serre, et donc, contribuer au plan climat de la MRC
- **Augmenter la sécurité et la fluidité dans la MRC** - Réduire le trafic particulièrement dense aux heures de pointes
- **Prévention et équité** - Avoir un meilleur accès aux soins de santé et à la nourriture
- **Contribuer à la réduction des inégalités socio-économiques dans la MRC** - Renforcer la réussite et la persévérance scolaires et l'accès aux cours de rattrapage
- **Augmenter les services à la population** - Favoriser l'accès aux 2 pôles économiques les plus proches (Châteauguay et St-Jean-sur-Richelieu) qui possèdent les services recherchés
- **Renforcer l'autonomie de la population** - Faciliter les déplacements des personnes sans permis de conduire (aînés, jeunes, personnes à mobilité réduite, etc.)
- **Renforcer l'attractivité économique du territoire** - Favoriser l'attraction de travailleurs qualifiés, non qualifiés, des entreprises et dynamiser l'écosystème entrepreneurial
- **Éviter la délocalisation et la désertification** - Augmenter le pouvoir d'achat de la population

2

Désenclaver le territoire et améliorer l'accès aux services essentiels

Les principaux services essentiels et structurants sont largement concentrés dans les grands centres à l'extérieur de la MRC des Jardins-de-Napierville : soins de santé spécialisés, établissements d'enseignement supérieur et de formation, hébergement spécialisé, services culturels, ainsi qu'une part importante des emplois qualifiés et spécialisés.



L'absence de transport collectif permettant de relier efficacement la MRC aux grands pôles de services limite fortement l'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à la culture et à certaines ressources d'hébergement. Malgré quelques services locaux de transport ou de dépannage, ceux-ci demeurent ciblés et ne couvrent pas l'ensemble des besoins.

Dans ce contexte, la voiture individuelle devient souvent la seule option réellement viable pour accéder à ces services essentiels et aux principales opportunités situées à l'extérieur du territoire.



3

La mobilité comme levier d'inclusion et d'attractivité

Cette dépendance à l'automobile crée une inégalité d'accès particulièrement importante pour les jeunes, les aînés, les personnes à mobilité réduite, les ménages à faible revenu et toutes les personnes qui ne possèdent pas de véhicule ou de permis de conduire. Elle constitue également un frein à l'attractivité du territoire, à la rétention des jeunes et de la main-d'œuvre ainsi qu'au développement économique de la MRC.



L'enjeu dépasse donc la mobilité : **mieux connecter les Jardins-de-Napierville aux grands centres permettrait d'améliorer l'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi, au logement et à la culture, tout en réduisant la dépendance à l'automobile individuelle.**

Une dépendance à l'automobile qui pèse sur le pouvoir d'achat et la qualité de vie



Dans les Jardins-de-Napierville, la voiture n'est souvent pas un choix, mais une condition pour accéder à l'emploi, aux études, aux soins de santé et aux services. Cette dépendance devient particulièrement préoccupante alors que le coût d'accès à l'automobile a explosé au cours des dernières années.

Dans les Jardins-de-Napierville, le revenu d'emploi médian d'un travailleur à temps plein toute l'année était de 52 800 $, comparativement à 58 400 $ à Montréal, soit environ 5 600 $ de moins par année.
Le revenu d'emploi moyen montre un écart encore plus marqué :
57 150 $ dans les Jardins-de-Napierville contre 74 000 $ à Montréal, soit près de 17 000 $ d'écart par année.

Il ne s'agit évidemment pas d'une dépense assumée en une seule année, mais ces proportions montrent l'ampleur de l'investissement nécessaire simplement pour avoir accès à un moyen de déplacement.

La mobilité comme levier d'inclusion et d'attractivité

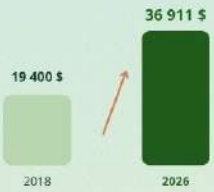
Évolution du coût des véhicules (2018-2026)

+27 164 $ (75%)



Véhicule neuf

+17 511 $ (90%)



Véhicule usagé

Depuis 2018, le prix d'une voiture a plus que doublé.

Autrement dit, le prix moyen d'une voiture d'occasion aujourd'hui équivaut pratiquement au prix d'une voiture neuve en 2018.

Et le prix d'achat n'est que le début de la facture.
Une fois l'essence, les assurances, l'entretien, les pneus et l'immatriculation ajoutés, posséder une voiture représente facilement 4 000 à 5 000 $ supplémentaires par année.

À titre d'image, une voiture d'occasion moyenne représente près de **70 % du revenu d'emploi médian annuel** d'un travailleur de la MRC, et une voiture neuve **près de 120 %**. Une fois les frais d'utilisation et le financement inclus, le coût automobile peut approcher 1 000 $ par mois, réduisant directement le revenu disponible des ménages.

Une dépense de mobilité qui devient une dépense obligatoire

À Montréal, par exemple, la réalité est très différente 56,7 % utilisent l'automobile, tandis que 28,4 % utilisent le transport collectif.
Ainsi, un ménage montréalais peut beaucoup plus facilement choisir de ne pas posséder de véhicule, de passer de deux voitures à une seule ou de reporter l'achat d'une voiture.
Dans les Jardins-de-Napierville, ce choix est beaucoup plus difficile. Le problème n'est donc pas uniquement que la voiture coûte cher.
Le problème est que les citoyens des Jardins-de-Napierville ont beaucoup moins la possibilité de ne pas payer ce coût.





Pour de nombreux ménages, la voiture agit ainsi presque comme une « **taxe de localisation** » : pour bénéficier d'un logement plus abordable ou vivre dans un milieu rural, il faut en contrepartie assumer les coûts associés à un ou plusieurs véhicules.
Cette dépense réduit directement l'argent disponible pour :
se loger | se nourrir | épargner | étudier | pratiquer des loisirs | prendre soin de sa santé.
Elle peut également contraindre les choix de vie, comme :

- refuser un emploi faute de moyen de transport,
- dépendre d'un proche pour un rendez-vous médical,
- limiter l'accès des jeunes aux études ou aux activités, ou
- devoir conserver un deuxième véhicule pour permettre aux deux adultes d'un ménage de travailler.

La dépendance automobile devient donc un enjeu de qualité de vie, de pouvoir d'achat et d'équité territoriale.





Quand l'absence d'alternatives à l'auto fragilise tout le territoire

Une dépendance automobile aux conséquences multiples

Cette dépendance ne se limite pas au budget des ménages. À l'échelle du territoire, elle crée une série d'effets indirects qui touchent à la fois la sécurité, l'environnement, l'accès aux opportunités et la capacité de la MRC à demeurer attractive et dynamique.



SÉCURITÉ ROUTIÈRE — *Accroître l'exposition aux risques routiers*

L'absence de transport collectif oblige une grande partie de la population à utiliser quotidiennement l'automobile, augmentant le nombre de véhicules et les kilomètres parcourus. Cette pression s'ajoute à la circulation de véhicules lourds sur plusieurs routes régionales et secondaires. Elle augmente l'exposition aux risques de collisions, particulièrement pour les jeunes conducteurs, les aînés, les cyclistes et les piétons, tout en accentuant les enjeux de cohabitation entre circulation locale et transport de marchandises.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES — *Maintenir une forte empreinte carbone liée aux déplacements*

Lorsque presque chaque déplacement nécessite une voiture individuelle, les distances parcourues et les émissions de GES associées augmentent. L'absence d'alternatives limite donc la capacité du territoire à réduire les émissions liées au transport, même lorsque les citoyens souhaitent adopter des comportements plus sobres. Cela a également une incidence sur le Plan climat de la MRC





ÉNERGIE — *Renforcer la dépendance à l'automobile et aux carburants*

Un territoire conçu autour de la voiture demeure fortement exposé au prix de l'essence et aux fluctuations des coûts énergétiques. L'électrification des véhicules peut réduire cette dépendance aux carburants fossiles, mais elle ne règle pas à elle seule la dépendance automobile : achat d'un véhicule, entretien, congestion, infrastructures routières et nécessité de posséder une voiture demeurent. Diversifier les modes de transport permettrait donc d'accroître la résilience énergétique du territoire.

7

Quand l'absence d'alternatives à l'auto fragilise tout le territoire (suite)

Une dépendance automobile aux conséquences multiples



POPULATION — *Limiter l'accès aux opportunités et accentuer les inégalités*

Pour une personne sans voiture ou sans permis, l'absence de transport peut devenir une véritable barrière à l'accès aux études, à un emploi, aux soins de santé, aux services sociaux, aux loisirs et à la vie culturelle. Pour les jeunes, cela peut compliquer la poursuite d'études ou de formations situées à l'extérieur de la MRC. Pour les aînés et les personnes à mobilité réduite, cela peut accroître la dépendance envers les proches et contribuer à l'isolement social. Pour les ménages à faible revenu, le coût obligatoire d'une automobile réduit davantage le revenu disponible et peut accentuer la précarité.

ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE — *Accélérer le départ de certaines clientèles*

Un jeune qui doit quitter la MRC pour étudier et qui ne peut facilement revenir sans voiture risque davantage de s'établir ailleurs. De même, un ménage peut hésiter à s'installer dans la région si chacun des adultes doit posséder son propre véhicule pour travailler. À terme, la faiblesse des solutions de mobilité peut donc nuire à la rétention des jeunes, à l'attraction de nouvelles familles et au vieillissement actif de la population.





ÉCONOMIE — *Réduire le bassin de main-d'œuvre accessible aux entreprises*

L'absence de transport limite simultanément les possibilités des travailleurs et celles des employeurs. Une entreprise située dans la MRC ne peut facilement recruter une personne qui habite à Montréal, Saint-Jean-sur-Richelieu ou dans une autre municipalité si cette dernière ne possède pas de véhicule. Inversement, un résident des Jardins peut être contraint de refuser un emploi situé à l'extérieur du territoire. Cela réduit artificiellement le bassin de main-d'œuvre, accentue les difficultés d'embauche et de rétention et peut freiner la croissance des entreprises existantes.

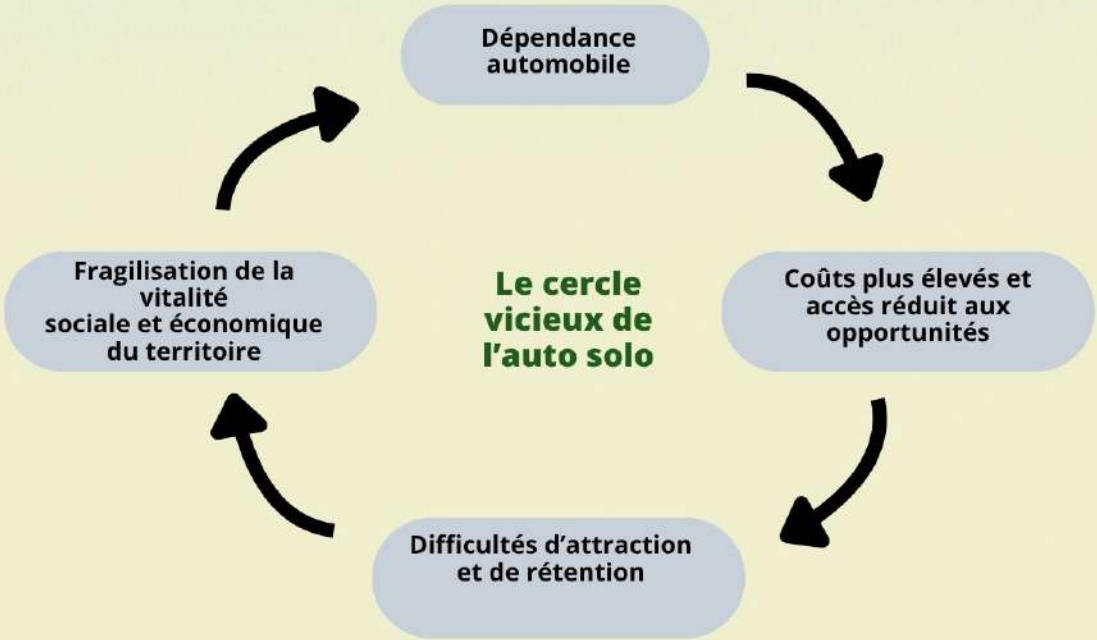
Quand l'absence d'alternatives à l'auto fragilise tout le territoire (suite)

Une dépendance automobile aux conséquences multiples



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE — *Réduire l'attractivité pour de nouvelles entreprises*

La disponibilité de la main-d'œuvre et l'accessibilité d'un site sont des facteurs importants dans une décision d'implantation. Un territoire difficilement accessible autrement qu'en automobile peut être moins intéressant pour certaines PME ou entreprises recherchant un bassin de travailleurs plus large. À l'inverse, de meilleures connexions avec les grands centres pourraient élargir le bassin de recrutement, soutenir les entreprises existantes et renforcer la capacité de la MRC à attirer de nouveaux investissements.



Et, à l'inverse : améliorer la mobilité ne constitue pas seulement un projet de transport; c'est une intervention en matière de qualité de vie, de santé, d'éducation, de développement économique et d'attractivité territoriale.

9

Le communautaire palie aux trous de service

En l'absence d'une solution structurée de transport collectif, plusieurs organismes communautaires ont développé leurs propres services pour répondre aux besoins les plus urgents : déplacements médicaux, accès aux services, soutien aux jeunes ou aux personnes vulnérables. Ces initiatives sont essentielles, mais elles demeurent ciblées, fragmentées et dépendantes des ressources disponibles

En l'absence d'un réseau de transport collectif structuré, plusieurs organismes communautaires ont développé des services de transport ou de dépannage adaptés aux besoins de leurs clientèles, parmi eux : le Service d'action bénévole (SAB), Adomissile, Vents d'espoir, Sourire sans fin, le Carrefour jeunesse-emploi, La Maison du Goéland et L'Élan des jeunes. Ces initiatives permettent de répondre à certains besoins essentiels, mais demeurent ciblées selon les clientèles et les ressources disponibles.

«Roule vers ta réussite » un projet lancé par le Carrefour jeunesse - emploi d'Huntingdon, point de service à Saint-Rémi



Le service « Roule vers ta réussite », lancé par le Carrefour jeunesse-emploi d'Huntingdon, point de service à Saint-Rémi, illustre concrètement les conséquences du manque de transport collectif dans la MRC. Depuis la fermeture de la formation générale aux adultes à Saint-Rémi, certains jeunes doivent se rendre jusqu'à La Prairie pour poursuivre leurs études, sans disposer d'une solution de transport en commun.

Pour répondre à ce besoin, le CJE offre gratuitement un transport matin et soir, cinq jours par semaine, aux jeunes de 16 à 35 ans résidant dans les Jardins-de-Napierville. Le service est assuré par une camionnette de six places et a été développé avec les travailleurs de milieu et le p.s. jeunesse.

Cet exemple montre que l'absence de mobilité peut devenir un frein direct à la persévérance scolaire : sans véhicule personnel, l'accès même à une formation peut devenir difficile, voire impossible. Il montre aussi comment les organismes communautaires doivent actuellement créer des solutions ciblées pour compenser l'absence d'un réseau de transport structuré.


Coup d'oeil

Un nouveau service de transport pour les jeunes qui suivent une formation scolaire

Le SAB : un service de transport essentiel pour les déplacements du quotidien

Le Service d'action bénévole « Au cœur du jardin » (SAB) offre des solutions de transport aux personnes de la MRC qui ont besoin d'un accompagnement pour leurs déplacements essentiels. Le service comprend notamment du transport médical vers différents établissements de la région ainsi que des déplacements vers certains commerces et services de première nécessité. Il constitue ainsi un soutien important pour les personnes ainées qui ne disposent pas d'un véhicule ou qui ne sont pas en mesure de conduire.



Le Service d'action bénévole « Au cœur du jardin » (SAB) dessert l'ensemble de la MRC des Jardins-de-Napierville, soit ses 11 municipalités, à partir de trois points de service.

Parmi les services offerts, le SAB propose notamment

- le transport-accompagnement pour les rendez-vous médicaux, assuré par des bénévoles;
- un service de transport en minibus pour les courses essentielles : épicerie, pharmacie, bureau de poste ou banque;
- Le minibus offert le mercredi à Hemmingford, le jeudi à Napierville et le vendredi à Saint-Rémi.

Les trois points de service sont :

- **Saint-Rémi** — 1030, rue Notre-Dame, Saint-Rémi QC J0L 2L0 — 450 454-6567 — sab.stremi@bellnet.ca
- **Napierville** — 262-A, rue de l'Église, Napierville QC J0J 1L0 — 450 245-7868 — sabnap@hotmail.ca
- **Hemmingford** — 476, rue Frontière (route 219), Hemmingford QC J0L 1H0 — 450 247-2893 — sabhemfrd@hotmail.com

Coûts:

- 20-30 $ localement
- 73 $ vers Montréal

SERVICE D'ACTION BÉNÉVOLE
"AU COEUR DU JARDIN"

12

Des organismes qui pallient l'absence de transport

Plusieurs organismes communautaires offrent des solutions de transport adaptées à leurs clientèles, mais celles-ci demeurent ciblées et ne remplacent pas un réseau de transport collectif. L'Observatoire identifie notamment le SAB, Adomissile, Vents d'espoir, la Maison du Goéland et l'Élan des jeunes parmi les organismes qui contribuent à répondre aux besoins de mobilité.

- **Adomissile – Maison des jeunes de Saint-Rémi** — Offre gratuitement aux jeunes membres un transport de retour à domicile vers Saint-Michel, Saint-Isidore, Sainte-Clotilde et certains rangs de Saint-Rémi afin de faciliter leur accès à la Maison des jeunes.

- **Vents d'espoir / Pavillon Angélique et Benjamin** — Offre, sur demande et à coût modeste, un service de transport permettant aux personnes vivant avec un traumatisme craniocérébral ou une déficience motrice d'accéder au centre d'activités de jour.

- **La Maison du Goéland** — Contribue aux besoins de transport dans le cadre de son accompagnement des adultes vivant des enjeux de santé mentale, notamment à travers ses services d'hébergement et de suivi communautaire.

- **L'Élan des jeunes** — Contribue aux déplacements dans le cadre de son accompagnement de jeunes de 16 à 22 ans en situation ou à risque d'itinérance, auxquels il offre notamment hébergement et soutien à la réinsertion sociale.

Ces services constituent un filet de mobilité indispensable pour certaines clientèles, mais restent fragmentés et liés à la mission de chaque organisme : ils répondent à des besoins ponctuels sans offrir une solution de déplacement universelle à l'échelle de la MRC.

Et si des solutions pouraient être mises en place ....

embarque! Montérégie est une plateforme régionale qui regroupe les solutions de mobilité durable disponibles en Montérégie : covoiturage, transport collectif, stationnements incitatifs, bornes de recharge, pistes cyclables et alternatives à l'auto solo.
Pour la MRC des Jardins-de-Napierville, cette solution peut servir de premier outil concret pour organiser les déplacements autrement que par la voiture individuelle. Elle permet notamment d'identifier des lieux de rencontre pour le covoiturage et de repérer les options de mobilité existantes sur le territoire.

Actuellement, *embarque! Montérégie* fonctionne surtout comme un outil de repérage et de mise en relation. Son potentiel serait toutefois beaucoup plus fort si la MRC y ajoutait des points de rencontre clairement identifiés dans ses municipalités : stationnements municipaux, centres communautaires, lieux près des grands axes routiers, écoles, CLSC, bibliothèques ou pôles de services.

L'objectif ne serait pas de remplacer les services communautaires existants, mais de créer une première couche de mobilité partagée : des lieux connus, visibles et sécuritaires où les citoyens pourraient se rejoindre pour covoiturer ou accéder à d'autres solutions de transport.

Cette approche s'inscrit directement dans le projet de mobilité porté par la CDC : observer les besoins réels, tester des solutions simples, puis préparer un passage à plus grande échelle. Le projet propose d'abord de comprendre les déplacements des aînés, travailleurs et étudiants, puis de lancer des expérimentations limitées dans le temps et sur le territoire afin d'identifier ce qui fonctionne réellement.

Synthèse du projet

Le projet vise à passer d'un territoire dépendant de l'auto solo à une MRC mieux connectée, en testant des solutions concrètes : covoiturage organisé, transport à la demande, navettes ciblées, points de rencontre et stationnements incitatifs. La logique est progressive : commencer petit, mesurer l'utilisation réelle, ajuster, puis structurer une offre durable.

embarque! Montérégie pourrait donc devenir un outil d'appui immédiat : il existe déjà, il est régional, il valorise les alternatives à l'auto solo et il pourrait aider la MRC à rendre visibles ses futurs points de mobilité.

embarque!
MONTÉRÉGIE

IMMIGRATION (CHANTIER)

La CDC soutient la création du Portrait migratoire de la MRC, dans le cadre du Chantier immigration porté par Alliance Carrière Travail (ACT) et de la Table immigration.

Enjeux : Offrir des lieux d'accueil, d'information et d'intégration socioculturels pour les nouveaux venus et immigrants reçus dans les municipalités de la MRC; soutenir les initiatives concernant les travailleuses et travailleurs temporaires agricoles (conditions de travail, alphabétisation et francisation); humaniser l'accueil des demandeurs d'asile dans la région.

Partenaires : Alliance Carrière Travail (ACT), Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries, MIFI, MRC, CDC-JDN et certains de ses membres, RATTMAQ et les organisatrices communautaires.

Projet principal : Dresser le portrait représentatif de la réalité des personnes immigrantes sur le territoire et répondre aux besoins via le service SAFIR (page 90).


LE DEVOIR

ACCUEIL | ACTUALITÉS | IMMIGRATION

Plus de 142000 personnes attendent leur résidence permanente au Québec

«On se dirige vers la catastrophe» dans certaines catégories, dit une avocate en immigration.

Publié et mis à jour le 7 août

7 min.


Coup d'œil

Les immigrants sondés pour connaître leurs besoins et leurs défis d'intégration

Le questionnaire en ligne, qui prend 15 minutes à remplir, est anonyme. Photo Depositphotos

La MRC des Jardins détient le record du plus grand nombre de travailleuses et travailleurs temporaires agricoles au Canada. Le chemin Roxham se trouve sur son territoire.

La pénurie de logements, faute d'avoir minimisé cet enjeu trop longtemps, vient aussi frapper la population immigrante, les salarié.es temporaires et les étudiant.es au Québec. Le gouvernement met fin aux programmes (dont 3 pour l'accès rapide à la citoyenneté) pour faire baisser la pression sur le logement et les services. Les répercussions sont lourdes et l'image du Québec à l'étranger commence à en souffrir.



Immigration, une compétence partagée provincial/fédéral :

Sauf pour les personnes réfugiées de compétence fédérale, ***les provinces ont peu à peu perdu de leur compétence en ce qui concerne l'immigration au profit du gouvernement fédéral* : Interprétation évolutive, par manque de démarcation claire entre les pouvoirs, qui amène à une concurrence des compétences. (Source : McGill Law Journal).**



Questions :

-Qui aura le dernier mot entre le Gouvernement, les entrepreneurs et la population?

-Il y aura-t-il des compromis et lesquels?

-Si les demandes d'asiles bénéficient de la même mesure, une plus grande **précarité** va-t-elle s'installer?

-Dans un contexte inflationniste et de pénurie de main-d'œuvre, comment vont réagir les entreprises à qui la Banque centrale du Canada demande **plus de productivité?**

-Les incivilités commises dans certaines villes à l'endroit des étudiant.es et des travailleuses et travailleurs temporaires qui occupent des logements appartenant à leurs employeurs et dont les anciens locataires ont subi des évictions, vont-elles **diminuer l'attrait du Québec** et pour combien de temps?

Un double enjeu gouvernemental

1- Limiter l'impact migratoire pour ne pas saturer davantage les services (sens large) **et rester un pays d'accueil dans l'entente des tiers pays sûrs.**

2 - Augmenter la productivité en abolissant un programme pour des immigrants installés, ayant déjà un emploi.



***Le PEQ : Un mauvais feuilleton qui laissera des traces parmi les immigrants diplômés, qui peuvent choisir d'autres destinations dans le monde*. (NDLA)**

Chemin Roxham : UNE CRISE HUMANITAIRE SOUS NOS YEUX

Par extension au dossier de l'immigration, le chemin Roxham fait l'objet d'une attention particulière. Ancien point de passage irrégulier majeur entre l'État de New-York (Village de Champlain) et le Québec (St-Bernard-de-Lacolle), est fermé depuis mars 2023 à la suite d'une entente Canada-États-Unis. Cette route de campagne était empruntée par des milliers de demandeurs d'asile pour éviter de se faire refouler aux postes frontaliers officiels. (Le Devoir) **La fermeture a été motivée par la pression importante sur les services d'accueil au Québec, qui recevaient la majorité des personnes.** (Radio Canada)



LE DEVOIR

Durant les années prépandémie, environ 17 000 à 18 000 personnes par an passaient par le chemin Roxham.
Selon Stephan Reichhold, directeur de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), le problème n'est pas canadien ni québécois, il est mondial. « Il y a des centaines de milliers de réfugiés qui passent des frontières partout. En Europe, c'est encore plus dramatique », dit-il.
Depuis 2023, les demandeurs d'asile doivent désormais passer par des points d'entrée officiels ou risquer un renvoi.
Depuis l'élargissement de l'Entente sur les tiers pays sûrs l'année dernière, quiconque traverse la frontière canado-américaine, à n'importe quel endroit, risque d'être renvoyé aux États-Unis à moins d'être mineur et seul, ou d'avoir de la famille qui réside au Canada. Cela a eu pour effet de changer le portrait des demandeurs d'asile.



Un an après la fermeture du chemin Roxham, les demandes d'asile toujours en hausse

Le portrait des demandeurs d'asile a considérablement changé, tout comme leurs moyens d'entrer au pays.

24 mars 2024 | Demandeurs d'asile

Témoignage

Je ne vois pas de familles traverser la frontière comme avant. C'est un peu préoccupant de penser que ces gens-là, qui sont souvent les plus vulnérables, n'arrivent plus à demander la protection du canada, déplore Stephanie Valois, avocate et coprésidente de l'association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration.



Depuis la fermeture de Roxham, « c'est l'exode vers le sud »

Les passages clandestins se multiplient entre le Québec et les États-Unis, les autorités américaines ayant noté, en mars, une hausse de 1200 % des interceptions par rapport à l'an dernier.

« Un gros trafic »

Ils ne sont ni les premiers ni les seuls à tenter leur chance. Depuis quelques semaines, le rang Edgerton est devenu l'un des points de passage clandestin les plus importants pour les passeurs et les migrants qui veulent se rendre discrètement aux États-Unis.



Groupe de travail sur la photo :

-L'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPII), groupe de recherche
-Ministère de l'immigration, de la francisation et de l'intégration (MIFI), partenaire et financement de l'étude
-Alliance Carrière Travail (ACT), organisme porteur du projet et financement de l'étude, membre de la CDC-JDN
-CDC-JDN, co-organisatrice et financement de l'étude
-Comité logement Rive-Sud, organisme de défense des droits, membre de la CDC-JDN
-Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ), organisme de défense des droits, membre de la CDC-JDN
-MRC des Jardins-de-Napierville





Le portrait migratoire du territoire des Jardins-de-Napierville. Il est arrivé !

C'est l'étude que tout le monde attendait : l'IRIPII publie le Portrait migratoire pour le territoire, grâce à l'appui financier de Centraide du Grand Montréal, d'ACT et de la CDC-JDN.

Après plus d'un an de recherche et d'entretiens sur notre territoire voici les grandes lignes du rapport (document envoyé sur demande à la CDC-JDN).

Extraits du rapport : Ce document présente une analyse de la situation en matière d'attraction, d'intégration et de participation des immigrants et minorités ethnoculturelles dans la MRC des Jardins-de-Napierville.



Présence et profil des travailleurs immigrés

- Ils sont principalement âgés de 25 à 44 ans avec un niveau scolaire primaire ou secondaire.

Enjeux linguistiques et intégration

- Leur sentiment d'intégration varie : plus de la moitié se sentent plutôt intégrés, mais certains ne se sentent pas du tout intégrés.

Motivations et conditions d'emploi

- La majorité souhaite rester au Québec après leur travail, mais manque d'informations sur les démarches pour régulariser leur statut.

Situation économique et conditions de travail

- Plus de la moitié déclarent un revenu annuel inférieur à 25 000 $.

Résidence et répartition territoriale

- La présence des travailleurs est concentrée mais répartie sur plusieurs localités.

Difficultés et droits

- Près de 92 % ne rencontrent pas de difficultés contractuelles, mais la compréhension de leurs droits reste insuffisante.

Enjeux territoriaux et sociaux

- La croissance démographique de la MRC est de 8,9 %, mais l'immigration reste modeste, représentant 3,9 % de la population.

Perspectives et recommandations

- La coopération entre municipalités, employeurs et organismes est essentielle pour une intégration durable.

Conditions et accès aux équipements de protection

- L'accès n'est pas entièrement uniforme, avec plusieurs travailleurs rencontrant des difficultés ou une disponibilité variable.

Logement et conditions de vie

- Des difficultés comme l'insonorisation ou le coût élevé du logement sont mentionnées par certains.

Inclusion sociale et sentiment d'intégration

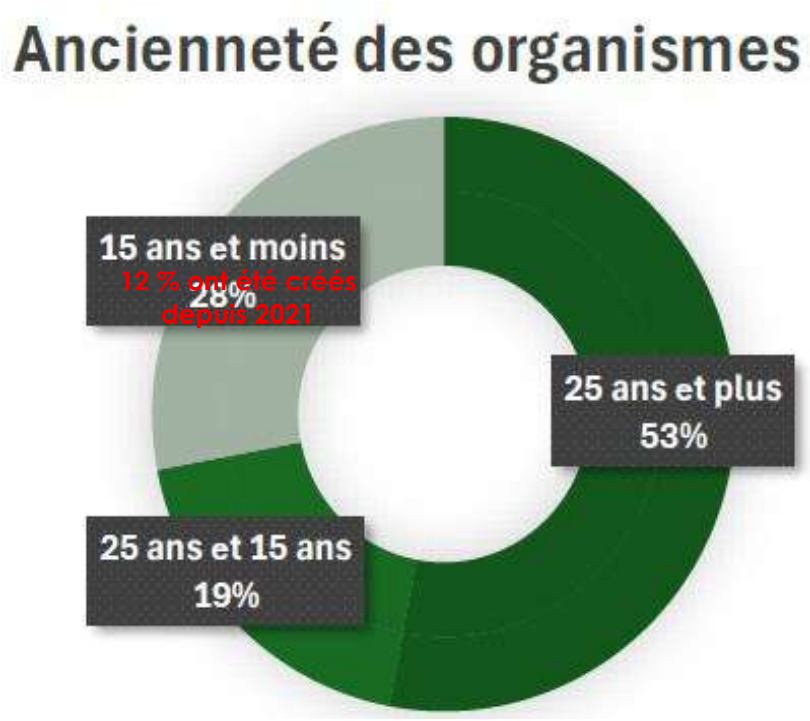
- Les interactions avec la population locale restent limitées pour 67 %, mais l'accueil est généralement perçu comme positif.

Demandez l'étude au complet à : direction@cdcjdn.org

DESCRIPTION ET MISSIONS DES MEMBRES DE LA CDC-JDN

(actions en milieu agricole)

Action locale : Territoire des JDN (28 % des membres)
Action régionale : Montérégie (69 % des membres)
Action nationale : Québec au complet (3 % des membres)



PORTRAIT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

PARTIE 7



32 membres ACA, ayant des sièges sociaux et points de services dans 5 MRC

Organismes	Adresse	Direction ou représentation	Catégorie
Adomissile (Maison des jeunes de St-Rémi)	100, rue de la Gare Saint-Rémi	Sylvain Rémillard | 450 454-6657 dg@adomissile.com	Actif Cat : 1
Alliance Carrière Travail (ACT) (Emploi, intégration et francisation)	Brossard, Châteauguay, Longueuil et St-Rémi	Chantal Desfossés (DG) Mylène Forget | 450 699-4545 m.forget@alliancect.ca	Actif Cat : 1
Apprendre en cœur (Stimulation du langage)	840 Notre-Dame à Saint-Rémi et 361, rue St-Jacques Napierville	Claudine Caron Lavigueur | 450 454-0400 apprendreencoeur@gmail.com	Actif Cat : 1
Carrefours Hommes Jardins-Roussillon (Entraide des hommes)	840, Notre-Dame St-Rémi	Sylvain Rémillard | 450 454-6657 direction@cdcjdn.org	Actif Cat : 1
Havre des Sages (Habitations pour aînés)	St-Cyprien-de-Napierville	Annie Girard | **450 373-7067** havredessages@gmail.com	Actif Cat : 1
L'Avant-garde (St-Rémi) (Santé mentale)	94 rue Saint-André Saint-Rémi	Connie Bleau | 450 444-9661 cbleau@agsmlaprairie.org	Actif Cat : 1
Lait Source (soutient pré et post-accouchement)	361, rue St-Jacques Napierville	Mélissa Toupin | 514 703-6876 laitsource@gmail.com	Actif Cat : 1
Les Choupettes de St-Michel (Prématernelle éducative)	438, place St-Michel Saint-Michel	Karine Dumouchel - Vanessa Laplante 450 454-5957 leschoupettes@outlook.com	Actif Cat : 1
Les Complices Alimentaires (Sécurité alimentaire)	300, rue St-Patrice St-Patrice-de-Sherrington	Nathalie Collin (DG) 450 330-0771 communaute@lescomplicesalimentaires.ca	Actif Cat : 1
Maison des jeunes de la Frontière	Hemmingford	Francesca Baron | 450 247-0148 maisondesjeuneshemmingford@live.ca	Actif Cat : 1
Ps. Jeunesse – Carrefour Jeunesse-Emploi Huntingdon (Aide à l'emploi, retour aux études)	18, rue de l'Église Saint-Rémi	Brigitte Perrier | 450 454-5814 info-stremi@cjehuntingdon.org	Actif Cat : 1
RATTMAQ (Travailleurs et travailleuses temporaires agricoles)	840, rue Notre-Dame Saint-Rémi	Mélanie Gauvin (DG) - Luis Adame (DGA) 514 415-8077 l.adame@rattmaq.org | Karem Nino (Montérégie) 438 377-5496	Actif Cat : 1
Service d'action bénévole Au cœur du jardin *(SAB)* (Bénévolat, soutien aux aînés, proche aidance)	1030, rue Notre-Dame Saint-Rémi	Jayne McNaughton | 450 454-6567 dirsab.stremi@bellnet.ca	Actif Cat : 1
Société d'Histoire des XI (Histoire et patrimoine)	234, rue des Loisirs - Sherrington	Michel Fortin | 450 454-7290 mrcshxi@gmail.com	Actif Cat : 1
Sourire sans fin (Aide aux familles, friperie)	2 A, rue Sainte-Famille Saint-Rémi	Nathalie Charbonneau | 450 454 5747 direction@souriresansfin.org	Actif Cat : 1
Vents d'Espoir (Aide, déficience physique et traumatismes crâniens)	105, rue Lachapelle-Est Saint-Rémi	Sylvie Boyer | 450 992-0512 direction@ventsdespoir.org	Actif Cat : 1
Comité d'accueil des réfugiés	St-Rémi	Sylvie Rémillard | direction@cdcjdn.org	Soutien Cat :3
Ambioterra (Protection de l'environnement)	10, rue Bridge Ormstorm	Priscilla Gareau (DG) et Stéphane Gingras | 450 843-5948 pgareau@ambioterra.org – sgingras@ambioterra.org	Actif Cat : 1
AQDR des Forts et des Jardins (Défense des retraités, préretraités)	125, rue Jacques-Cartier Nord bur.5 - Saint-Jean-sur-Richelieu	Julie Boulais | 450 357-9545 desfortsdesjardins@aqdr.org	Actif Cat : 1
Au Cœur des Mots (Lutter contre l'analphabétisation)	12, rue Sainte-Marie Lacolle	Jannie Rhéault-Poirier | 450 246-4131 aucoeurdesmotsalpha@hotmail.com	Actif Cat : 1
AVIF (Aide, hommes et ados aux comportements violents)	330, boulevard Pierre-Boursier, bur.1200 - Châteauguay	Emanuelle Roy | 450 692-7313 e.roy@avif.ca	Actif Cat : 1
Benado Inc. (Prévention de la criminalité juvénile et justice alternative)	197, ch. St-François-Xavier Delson	Josée Lacoursière | 450 632 1640 josee.lacoursiere@benado.org	Actif Cat : 1
Comité logement Rive-Sud (Défense des droits des locataires)	311, rue McLoed Châteauguay	Marco Monzon | 450 699-3060 marco.monzon@comite-logement.org	Actif Cat : 1
GRT Sud-Ouest (Groupe ressources techniques)	11, rue de l'Église, bur.141 Salaberry-de-Valleyfield	Nathalie Genest | 450 373-7067 ngenest@grtso.ca	Actif Cat : 1
Inform'elle (Droit familial)	2068, boul. Édouard St-Hubert	Martine Laprade | 450 443-3442 laprademf@informelle.org	Actif Cat : 1
JAG (Infos LGBT+)	1195, rue Saint-Antoine, bur. 305 Saint-Hyacinthe	Dominique Théberge | 450 774-1349 direction@lejag.org	Actif Cat : 1
La Maison du Goéland (Soutien alternatif en santé mentale)	66, rue Saint-Pierre Saint-Constant	André Henley et Justine Croisetière (Co-DG) | 450 845-1700 ahenley@ lamaisongoeland.com	Actif Cat : 1
La Re-Source (Maison d'aide et d'hébergement de transition pour femmes victimes de violence conjugale)	Châteauguay	Karine Morel (DG) | 450 699-0908 direction@lare-source.org	Actif Cat : 1
L'Élan des jeunes (de 16 ans à 22 ans) (Hébergement et support pour les jeunes en difficulté)	155, rue de Gaspé Est Châteauguay	Marie-Pier Gendron et Isabelle Dubuc (Co-DG) 450 844-3835 direction@elandesjeunes.org	Actif Cat : 1
OBV SCABRIC (Conservation, aménagements des cours d'eau)	1, rue du Pont Sainte-Martine	Geneviève Audet | 450 427-0911 dg@scabric.ca	Actif Cat : 1
Mieux-être Cheval Messager (Développement personnel par les chevaux)	1060 et 1278, rang Saint-Régis - St-Isidore	Danielle Leduc | 514 606-0482 chevalmessager@gmail.com	Actif Cat : 1
Pôle d'économie sociale VHSL (Vallée du Haut-St-Laurent)	168, avenue Saint-Charles Vaudreuil-Dorion	Olivier Doyle | 450 374-2402 direction@economiesocialevhsl.org	Soutien Cat :3

(L') ADOMISSILE

Maison des jeunes de St-Rémi
(Action régionale)

Adresse principale : 100 rue de la Gare, Saint-Rémi
Date de création : 1990
Nom de la direction générale : Sylvain Rémillard
Téléphone principal de l'organisme : 450 454-6657
@ de l'organisme : mdj@adomissile.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme (double mission reconnue par le PSOC)
- Maison des jeunes (12 à 17 ans)
- Intervenants communautaires (toute la MRC, principalement de 16 h à minuit) +4000 heures de terrain, +5400 contacts (dont +4000 pour des jeunes de 12 à 15 ans)

Volet(s) d'intervention(s) détaillés
- Prévention (travail de milieu)
- Éducation populaire
- Sécurité alimentaire
- Sport et culture
- Persévérance scolaire



Principaux bailleurs de fonds
- PSOC
- Centraide du Grand Montréal
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de la Sécurité publique

Nombre d'employé.es :12

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Agrandissement des locaux

Implications de l'organisme
- CDC-JDN (plusieurs sous-comités)
- Comité crimino (Jardins-de-Napierville)
- Table de sécurité alimentaire de notre territoire
- Table comité jeunesse (Notre MRC)
- Table salon jeunesse (organisation)
- Comité aviseur (Volet travailleur de milieu)
- Participation à la rencontre des Éclaireurs MRC JDN
- Conseil d'établissement de l'école secondaire Pierre-Bédard
- Rencontre des membres de Moisson Rive-Sud
- Participation à plusieurs webinaires de différents organismes
- Rencontre du RMJM et RMJQ (Regroupement des maisons de jeunes du Québec)et sous-comité régional renaissance et comité national sur la promotion
- La table de concertation jeunesse sous l'appellation : À toute jeunesse
- La corporation de développement communautaire (CDC) de notre MRC et sous-comité transport
- La table régionale des organismes communautaires de la Montérégie (TROC-M)
- Le regroupement des organismes de Saint-Rémi (ROS-R)
- Le comité 15-29 ans de la MRC

Alliance Carrière Travail (ACT)

Immigration Jardins
(Action régionale)

Adresse principale : 201-7845, boul. Taschereau, Brossard
Date de création : 2018
Nom de la direction générale : Chantal Desfossés
Points de service : Châteauguay, Saint-Rémi et Longueuil
Téléphone principal de l'organisme : 450 462-2003
Autre téléphone, si nécessaire : 450 699-4545
@ de l'organisme : info@alliancect.ca

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- La mission d'**Alliance carrière travail** est de contribuer au développement du plein potentiel socioprofessionnel et au rayonnement des talents de la personne, en l'accompagnant au sein de sa communauté et auprès des employeurs.
- Dans la MRC des Jardins-de-Napierville, ACT est le premier répondant pour l'immigration (hors les travailleuses et travailleurs temporaires agricoles).

Volet(s) d'intervention(s) détaillés

- Employabilité
- Orientation professionnelle
- Intervention psychosociale
- Établissement et intégration des nouveaux arrivants

Principaux bailleurs de fonds

- Ministère de l'Emploi
- Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Nombre d'employé.es : 32

Implications de l'organisme

- Corporation de développement Jardins-de-Napierville (membre actif du conseil d'administration)
- Chantier immigration des Jardins-de-Napierville (étude IRIPII)
- Bureau satellite à Saint-Rémi



AMBIOTERRA

Protection de l'environnement et biodiversité
(Action régionale)

Adresse principale : 10, rue Bridge, Ormstorm
Date de création : 2002
Nom de la direction générale : Priscilla Gareau
Téléphone principal de l'organisme : 450 843-5948
@ de l'organisme : info@ambioterra.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme
- Protection de la biodiversité
- Conservation volontaire

Volet(s) d'intervention(s) détaillés
- Sensibilisation
- Recherche et inventaires ichtyologiques (étude des poissons)
- Aménagements pour favoriser la biodiversité
- Distribution d'arbres

Principaux bailleurs de fonds (Pas de financement à la mission)
- Gouvernement du Canada - Ministère des Pêches et Océans Canada
- Gouvernement du Québec
- Fondation de la Faune du Québec
- Fondations privées : Fondation TD, Fondation Hewitt, Fondation Echo, Fondation du Grand Montréal
- RBC Programme Techno Nature

Nombre d'employé.es : 6

Nombre de bénévoles : 11 (pour 283 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Recherche de financement
- Création de nouveaux partenariats
- Rétention du personnel



Implications de l'organisme
- Table de concertation en environnement - TCE HSL
- Participation à la consultation du Plan de développement de la zone agricole (PDZA) MRC des Jardins-de-Napierville
- Table de concertation EEE - CREM
- Comité du Plan Climat de la MRC du Haut-Saint-Laurent
- Table de concertation du COVABAR
- Comité de mise à jour du Plan directeur de l'eau (PDE) de la SCABRIC
- Participations virtuelles et en présentiel aux rencontres de l'assemblée générale et du conseil d'administration du Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED).
- Participation aux rencontres et à l'assemblée générale du Réseau écorégional des Grands Lacs et du Saint-Laurent (GLEN).
- Participation virtuelle aux activités organisées par le Mouvement d'Action régionale en Environnement (MARE).

APPRENDRE EN CŒUR

Éveil et stimulation du langage
(Action régionale)

Adresse principale : 840, rue Notre-Dame, Saint-Rémi
Date de création : 2002
Nom de la direction générale : Claudine Caron Lavigueur
Point de service : 361 rue Saint-Jacques, Napierville
Téléphone principal de l'organisme : 450 454-0400
@ de l'organisme : apprendreencoeur@gmail.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme
- Offrir des activités pour stimuler le langage des enfants 0-5 ans
- Outiller les parents, par des programmes et ateliers pour le développement du langage des enfants des 11 municipalités de la MRC des Jardins-de-Napierville.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés
- Camps d'été
- Création et édition de livres pour enfants
- Ateliers spécifiques
- Référencement à des professionnels

Principaux bailleurs de fonds (Aucun financement à la mission)
- Financement par projets de la Table de concertation petite enfance et périnatalité des Jardins-du-Québec
- Pôle Réussite Montérégie (IRCM)

Nombre d'employé.es : 5 employés à temps partiel

Nombre de bénévoles :
Lire en Coeur (série 4) 8 bénévoles (pour 400 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Poursuivre les projets avec du financement avec le personnel à temps partiel
- Assurer la relève et l'engagement d'une nouvelle intervenante
- Poursuivre les demandes de financement

Implications de l'organisme
- CDC-JDN (plusieurs sous-comités)
- Table Petite Enfance du CLSC des Jardins-du-Québec
- Table Langage Jardins-Roussillon et ses comités
- Table Alliance Langage





AQDR Section des Forts et des Jardins

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées

(Action régionale)

Adresse principale : 125, Jacques-Cartier Nord, bureau 5, Saint-Jean-sur-Richelieu
Date de création : 1994
Nom de la direction générale : Julie Boulais
Téléphone principal de l'organisme : 450 357-9545
@ de l'organisme : desfortsdesjardins@aqdr.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section des Forts et des Jardins (AQDRFJ) est un organisme sans but lucratif, qui se consacre à la défense collective des droits des aînés regroupés dans la région. L'AQDRFJ a pour mission exclusive la défense des droits culturels, économiques, politiques et sociaux des personnes à la retraite ou à la préretraite. Elle porte leur voix sur la place publique, représente leurs droits et agit comme moteur de changement pour l'amélioration de leur qualité de vie. Les activités à portée sociale et politique sont au cœur de la programmation annuelle de l'association.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés

- La section reste fidèle à l'objectif qui est la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées. Les lois fédérales, provinciales et municipales, le domaine de la santé ainsi que celui de l'hébergement sont aussi au cœur des priorités, et ce, en ne négligeant pas la mission première.
  L'information sera toujours le moyen privilégié de défense de droits et est l'une des principales sources d'aide qui permet d'amener les personnes vers une autonomie et les sensibiliser au respect de leurs droits.
  L'organisme doit également être actif dans l'une ou l'autre des catégories d'activités suivantes :
  activités de représentation ou activités d'action politique non partisane.

Principal bailleur de fonds : SACAIS

Nombre d'employé.es : 2

Nombre de bénévoles : 7



Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- L'agrandissement et la reconnaissance du territoire.
- Soutien financier adéquat au territoire desservi.

Implications de l'organisme

- Comité de l'AQDR National : Habitation, soutien aux sections, mobilisation et coordination
- Regroupement des AQDR de la Montérégie
- Table de concertation des aînés du Haut-Richelieu, comité accompagnement et comité sensibilisation
- Table des aînés des Jardins de Napierville
- Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu-Rouville
- Corporation de développement communautaire des Jardins de Napierville et comité aviseur transport
- Corporation de développement communautaire de Roussillon
- Table régionale de concertation des aînés de la Montérégie
- Regroupement des organismes en défenses collectives des droits
- Comité accessibilité/MADA de Saint-Jean-sur-Richelieu
- Équipe communautaire pour du logement accessible pour Tous
- Table en itinérance du Haut-Richelieu
- Table de concertation en logement du Haut-Richelieu

AQDR
des Forts et des Jardins
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES

AU CŒUR DES MOTS

Alphabétisation

(Action régionale)

Adresse principale : 12B, rue Sainte-Marie, Lacolle
Date de création : 1986
Nom de la direction générale : Jannie Rheault-Poirier
Téléphone principal de l'organisme : 450 246-4131
Autre téléphone, si nécessaire : 450 246-2908
@ de l'organisme : aucoeurdesmotsalpha@hotmail.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme
- Lutter contre l'analphabétisme

Volet(s) d'intervention(s) détaillés
- Ateliers de groupe (alphabétisation populaire : lecture, écriture, mathématiques, alpha-cuisine, alpha-francisation, projets spéciaux, etc.)
- Services individuels (rencontres ponctuelles, lecture de documents, accompagnement, références, etc.)
- Ateliers de sensibilisation à l'analphabétisme
- Bouquinerie

Principal bailleur de fonds : Ministère de l'Éducation

Nombre d'employé.es : 2

Nombre de bénévoles : 7

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
Nous sommes concentrées sur l'année 2025-2026, qui commence tout juste pour nous. Nous avons certaines priorités en 2025-2026 qui sous-tendent plusieurs actions.
Nous pourrons nous prononcer sur nos défis de 2026-2027 lorsque nous aurons récolté les résultats de nos actions de 2025-2026 :)

Implications de l'organisme
- Table de sécurité alimentaire JDN
- Table des Partenaires de Lacolle
- Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)
- Table de développement social HRR (en tant que représentant de la Table des partenaires de Lacolle)
- Comité alpha Haut-Richelieu (le comité est en ébauche)
- CDC-JDN



AVIF

Action sur la violence et intervention familiale
(Action régionale)

Adresse principale : 330, boul. Pierre-Boursier, bureau 1200, Châteauguay
Date de création : 1995
Nom de la direction générale : Emanuelle Roy
Téléphone principal de l'organisme : 450 692-7313
@ de l'organisme : info@avif.ca

Mission(s) principale(s) de l'organisme
Notre mission consiste à venir en aide aux hommes, aux adolescent.es qui veulent cesser d'utiliser des comportements violents et aux hommes en difficulté.
En ce sens, AVIF tend à promouvoir une société sans violence par ses actions auprès des hommes et adolescents.es qui utilisent des comportements violents. Ces actions prennent la forme de :
- Services de rencontres individuelles et de groupes;
- Formation aux parents;
- Ateliers de prévention ainsi que de la sensibilisation auprès de la population quant au phénomène de la violence;
- Travail en concertation avec les groupes du milieu.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
- Volet adulte : Offre des services aux hommes en difficulté et les hommes souhaitant arrêter d'utiliser des comportements violents (18-100 ans)
- Volet jeunesse/famille : Offre des services aux adolescents et adolescentes qui souhaitent arrêter d'utiliser des comportements violents et un support aux parents ayant des enjeux de violence au sein de la famille.

Principaux bailleurs de fonds :
- PSOC
- Santé publique
- CISSSMO

Nombre d'employé.es : 8

Nombre de bénévoles : 7 membres du conseil d'administration (pour 176 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Enjeux locatifs : relocalisation de l'organisme
- Besoin d'augmenter notre financement de base pour répondre à la demande

Implications de l'organisme
- CDC Roussillon (membre du conseil d'administration)
- CDC Jardins-de-Napierville
- Les tables jeunesse (Kateri, Châteauguay et Jardins du Québec)
- Comité local de coordination *Ma famille, Ma communauté* (DPJ)
- Comité local d'intégration des services en violence sexuelle et conjugale
- Réseau des partenaires contre la violence faire aux femmes Jardins-Roussillon
- Comité de suivi Phare (prévention des homicides conjugaux et familiaux)
- Comité de suivi projet *Je tisse des liens gagnants* (CISSSMO)
- Table montérégienne des organismes intervenant en violence auprès des hommes (TOHOM)
- TROC-M
- Table régionale santé et bien-être des hommes
- À cœur d'homme



BENADO Inc. Justice alternative et prévention

(Action régionale)

Adresse principale : 197, chemin Saint-François-Xavier, Delson
Date de création : 1983
Nom de la codirection : Josée Lacoursière et Roxanne Brosseau
Téléphone principal de l'organisme : 450 632-1640
@ de l'organisme : info@benado.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- Par des activités de sensibilisation ou de réparation, favoriser la prévention de la délinquance juvénile auprès d'adolescent.e.s âgé.e.s entre 12 et 18 ans, et ce, en concertation avec la communauté.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

Volet Justice alternative

- Accompagnement des adolescent.e.s dans la réalisation de leur mesure de réparation (directe ou symbolique) en lien avec la LSJPA (Loi sur le système de justice pénale pour adolescents)
- Contact auprès des personnes victimes des délits commis par les adolescent.e.s pour qu'elles puissent s'exprimer sur l'événement vécu, les conséquences de celui-ci et leurs souhaits quant à la mesure de réparation de l'adolescent.e
- Soutien et accompagnement des organismes qui accueillent les jeunes en travaux communautaires ou bénévoles
- Soutien à la communauté en résolution des différends (médiation citoyenne pour tout citoyen vivant un conflit et médiation scolaire)
- Programme *En famille sur la même voie* (accompagnement bref visant la résolution des conflits et le rétablissement de la communication au sein de la famille)
- Ateliers de prévention en milieu scolaire pour les écoles primaires et secondaires (intimidation, gestion des conflits, tolérance et différence, mes choix, la loi et Ados Technos)
- Ateliers de prévention *Fêter sans perdre la tête* (enjeux de la conduite avec facultés affaiblies donnés avant le bal des finissant.e.s aux élèves de secondaire 5)

Volet Alternatives au décrochage scolaire

- Soutien et accompagnement aux élèves du secondaire, à risque de décrocher et à leur famille par divers programmes: OPTION (pour les élèves en suspension), ALT (pour les élèves manifestant des comportements d'intimidation), APOSTROPHE (pour les élèves de 13-14 ans démontrant plusieurs facteurs de risque pouvant mener à une rupture scolaire), PIVOT (pour les jeunes de 15-17 ans en rupture scolaire).
- Le programme SAUTS (Service d'accompagnement unique favorisant la transition vers le secondaire): offert durant l'été entre le primaire et le secondaire, aux élèves et leurs parents.
- Suivis estivaux : pour les jeunes n'ayant pas de filets de sécurité en période où il n'y a pas de suivi par les écoles.
- Projet En vélo en communauté : des vélos sont remis en bon état et distribués aux familles référées par nos partenaires.

Pour les parents

- Boîte à outils pour les parents d'ado
- Site pour les parents d'adolescent.e.s (voir lien sur le site de Benado)



Principaux bailleurs de fonds :

- Ministère de la Santé et des Services sociaux : PSOC
- Ministère de l'Éducation : PACTE
- Centraide du Grand-Montréal
- Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries
- Communauté

Nombre d'employé.es : 15

Nombre de bénévoles : 15 (pour 3440 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Trouver le financement nécessaire pour la poursuite **de tous nos programmes** du volet Alternatives au décrochage scolaire.

Implications de l'organisme

- Table de concertation jeunesse Jardins-de-Napierville (comité trousse médias)
- Table de concertation jeunesse Châteauguay (comité priorités)
- Table de concertation jeunesse Kateri (comité prévention de la criminalité et comité santé mentale jeunesse)
- CDC Roussillon
- CDC-JDN
- Tables socio-judiciaires des districts de Longueuil et Valleyfield
- TROC-M
- Regroupement des organismes communautaires de lutte au décrochage du Québec (ROCLD)
- Regroupement des organismes de justice alternative de la Montérégie (ROJAM)
- Association des organismes de justice alternative du Québec (ASSOJAQ)

CARREFOUR HOMMES JARDINS-ROUSSILLON

(Action régionale)

Adresse provisoire : 840, Notre-Dame, St-Rémi
Date de création : 2025
Nom de la direction générale (par intérim) **: Sylvain Rémillard (450 4554-6657)**
@ de l'organisme : carrefourhomme@gmail.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme :
- Administrer un milieu de vie pour les hommes majeurs, offrant un lieu animé d'aide et d'entraide avec un filet de sécurité. Ce lieu d'appartenance, d'expression et de soutien permet via des outils et services d'augmenter la capacité de résilience de ses membres.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
Dans le respect de ses règles de milieu de vie, l'organisme a également pour mission de maintenir un espace attractif et sécuritaire, ayant pour objectifs :
- de sortir les hommes de l'isolement;
- d'offrir un lieu adapté aux besoins de ses membres, visant l'épanouissement, la connaissance et l'accomplissement, dans le but d'améliorer les conditions de vie et l'implication citoyenne éclairée;
- de promouvoir l'apprentissage par des ateliers, cours, activités et services, renforçant l'image de soi et l'autonomie des membres;
- de défendre et de promouvoir les intérêts, les droits et les devoirs des membres;
- de sensibiliser la population aux enjeux rencontrés par les membres.

Principaux bailleurs de fonds :
- CDC-JDN (FLAC)
- Éclaireurs de 3 CLSC (pour les MRC des Jardins-de-Napierville et du Roussillon)

Nombre d'employé.es : 0 (en recherche)

Nombre de bénévoles : 9 (pour +200 heures de bénévolat)

Quels sont les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027?
- Poursuivre la structuration de l'organisme
- Assurer la pérennité financière de l'organisme
- Trouver des locaux d'accueil pour l'organisme

Implications de l'organisme
- CDC Jardins-de-Napierville

Conseil d'administration



Assemblée constituante



COMITÉ LOGEMENT RIVE-SUD

Défense des droits des locataires et du développement de logements sociaux

(Action régionale)

Adresse principale : 311, rue McLeod, Châteauguay
Date de création : 1978
Nom de la direction générale : Marco Monzon
Points de service : Agglomération de Longueuil, MRC du Roussillon et MRC des Jardins-de-Napierville
Téléphone principal de l'organisme : 450 699-3060
@ de l'organisme : info@comite-logement.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme :
- Défense des droits des locataires
- Revendications pour le logement social

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
- Service d'informations juridiques
- Soutien à la rédaction d'une mise en demeure
- Préparation à une audience au tribunal administratif du logement
- Mobilisation citoyenne
- Éducation populaire

Principaux bailleurs de fonds :
- Centraide du Grand Montréal
- SACAIS

Nombre d'employé.es : 4

Nombre de bénévoles : 88 (pour 2190 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Réorganisation stratégique du service de première ligne
- Revoir la mobilisation citoyenne (aller chercher une variété de locataires)

Implications de l'organisme

- Comité action féministe de l'agglomération de Longueuil (CAFAL)
- Concertation Horizon
- Collectives du CALACS
- Comité insalubrité Longueuil
- Coalition pour le droit au logement (agglomération de Longueuil)
- Comité Agora CDC Longueuil
- Comité finances SOLIDES
- CA SOLIDES
- CA OUTILS
- CA Rémoise
- CA CDC Agglomération Longueuil
- Réside-H (Longueuil)
- Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)
- Comité organisateur Nuit des sans-abri
- Comité organisateur colloque 6 octobre (CALDL)
- Comité partenaires réseaux Quartier Sacré-Cœur
- Comité ainés et résidences pour ainés du RCLALQ
- Comité communication mesures d'urgences Roussillon/JDN
- Comité mesures d'urgence Jardins-Roussillon
- Comité formation de leaders pour contrer le racisme
- Table de concertation logement JDN
- Chantier territorial logement social Roussillon/JDN
- Comité cas complexes Roussillon/JDN
- Comité lutte à la pauvreté grand Chateauguay
- Comité itinérance Jardins-Roussillon
- Table régionale d'habitation de Marguerite-D'Youville
- Table des partenaire de Concertation horizon



INFORM'ELLE

Droit de la famille
(Action régionale)

Adresse principale : 2068, boul. Édouard, Saint-Hubert
Date de création : 1978
Nom de la direction générale : Martine Laprade
Téléphone principal de l'organisme : 450 443-3442
@ de l'organisme : droitpourelle@informelle.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme :
- Rendre accessible et vulgariser l'information juridique en droit de la famille. Ses services s'adressent à toute la population. Ses valeurs sont la justice, l'autonomie, la rigueur et la solidarité.
- Favoriser l'autonomie des femmes de même que l'égalité des genres.
- Notre mission est de sensibiliser et de prévenir afin de permettre aux femmes et à leur famille de prendre des décisions éclairées, d'améliorer leur qualité de vie et de vivre dans une société plus juste, solidaire et équitable.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
Pour les femmes et leur famille :
- Information juridique : ligne d'information, documentation en ligne, rencontres en personnes et en ligne
- Formation : cafés juridiques et ateliers dans les écoles secondaires
- Médiation familiale pour les couples qui désirent mettre fin à leur union

Principaux bailleurs de fonds :
- PSOC

Nombre d'employé.es : 4 employées permanentes, deux intervenantes juridiques l'été

Nombre de bénévoles : 12 bénévoles et 3 stagiaires durant l'année scolaire (pour 2365 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Crise du logement
- Crise de l'alimentation
- Augmentation de la violence conjugale et féminicides
- Augmentation de la détresse et des problématiques de santé mentale



Implications de l'organisme
- Développement social Saint-Hubert
- Développement social Vieux-Longueuil
- CDC Jardins-de-Napierville
- CDC Roussillon
- CDC Agglomération de Longueuil
- CDC Marguerite D'Youville
- CDC Vallée-du-Richelieu
- Comité d'éducation juridique d'Éducaloi
- Chantier pour la transition écologique de l'agglomération de Longueuil
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM)
- Table de concertation sur la situation des femmes immigrées de l'agglomération de Longueuil (TCSFIAL)
- Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie (TROC-M)
- Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire de la Montérégie (TROVEPM)
- Comité d'actions féministes de l'agglomération de Longueuil (CAFAL)
- Association de médiation familiale du Québec (AMFQ)

GRT Sud-Ouest Groupe ressources techniques

Habitations communautaires

(Action régionale)

Adresse principale : 11, rue de l'Église, bureau 141, Salaberry-de-Valleyfield
Date de création : 1978
Nom de la direction générale : Nathalie Genest
Téléphone principal de l'organisme : 450 373-7067
@ de l'organisme : info@grtso.ca

Groupe de ressources techniques du Sud-Ouest

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- La mission du GRTSO consiste à promouvoir, élaborer et réaliser des projets d'habitation communautaire dans une approche d'accompagnement afin de créer un milieu de vie avec la participation active des personnes qui vont y vivre et des gens qui les entourent.
- Notre intervention vise l'amélioration des conditions d'habitation des ménages à faible et modeste revenu et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

- C'est une entreprise d'économie sociale vouée au développement de l'habitation communautaire au service de la population, et ce, par la création de coopératives et d'organismes à but non lucratif en habitation.
- Le GRTSO accompagne des organismes ou des groupes de citoyens dans le développement de projets immobiliers communautaires. Il guide les groupes dans tous les volets de la réalisation de leur projet : la vie associative, l'immobilier et le financement.

Principaux bailleurs de fonds :

- Société d'habitation du Québec

Nombre d'employé.es : 4

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Trouver des sources de financement pour développer des projets d'habitation

Implications de l'organisme

- CDC-JDN
- CDC Beauharnois -Salaberry - Comité urgence logement
- CDC Vaudreuil-Soulanges
- Ambition Habitation - membre de conseil d'administration
- Pôle d'économie sociale de la Vallée du Haut-St-Laurent - membre du conseil d'administration
- Membres de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec
- Table de concertation en logement du Haut-St-Laurent
- Concertation Horizon - Plateforme Ensemble logement



HAVRE DES SAGES

Habitations pour aînés
(Action locale)

Adresse principale : 22, av. Deslauriers, St-Cyprien-de-Napierville
Date de création : 2025
Nom de la direction générale : Annie Girard (présidente)
@ de l'organisme : havredessages@gmail.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme :
- Offrir des logements accessibles, sécuritaires et adaptés aux besoins des aînés, favorisant leur autonomie, leur bien-être et leur inclusion sociale dans un cadre respectueux et bienveillant.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
- Développement de logements pour aînés autonomes ou semi-autonomes.
- Valoriser l'expérience et l'implication des personnes aînées dans la communauté.
- Briser l'isolement et favoriser l'inclusion sociale dans le quartier ou la région

Principaux bailleurs de fonds : Aucun financement

Nombre d'employé.es : 0

Nombre de bénévoles : 9 (pour +100 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
-Tout est à construire, la gouvernance, le montage financier et la recherche de bailleurs de fonds

Implications de l'organisme



JAG Organisme LGBT+

(Action régionale)

Adresse principale : 1195, rue Saint-Antoine, bureau 305, Saint-Hyacinthe (Montérégie-Est)
Date de création : 1997
Nom de la direction générale : Dominique Théberge
Points de service : Longueuil (Montérégie Centre)
et Salaberry-de-Valleyfield (Montérégie-Ouest)
Téléphone principal de l'organisme : 450 774-1349
Autre téléphone si nécessaire : 1 800 774-1349 (sans frais)
@ de l'organisme : info@lejag.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme :

- Le JAG est un organisme communautaire de sensibilisation, de soutien et de référencement qui dessert la population de la Montérégie-Ouest, Centre et Est.
- Il s'adresse à toute personne touchée de près ou de loin par la diversité affective, sexuelle et de genre ou en questionnement.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

- Interventions individuelles
- Rencontres de groupe
- Ateliers et formations
- Matériel d'affirmation de genre

Principaux bailleurs de fonds :

- PSOC
- Centraide du Grand Montréal

Nombre d'employé.es : 11

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Financement
- Climat social hostile aux personnes LGBTQ+ et surtout aux personnes trans et non binaires

Implications de l'organisme

- Comité élections - CDC Roussillon
- Comité développement social - MRC des Maskoutains
- Comité Aire Ouverte Longueuil (services transaffirmatifs pour les jeunes)
- Table jeunesse du Vieux-Longueuil
- Table de concertation jeunesse maskoutaine
- Table à toute jeunesse - Marguerite D'Youville
- Coalition Édusex
- Table de concertation jeunesse du Bas-Richelieu
- Caucus Québec - Réseau Enchanté
- Table de concertation jeunesse de la Vallée-des-Patriotes
- Table de concertation - Conseil québécois LGBT
- Comité des régions - Conseil québécois LGBT
- Divers comités ad hoc du Conseil québécois LGBT
- CJE Huntingdon
- Table de concertation des organismes de Sainte-Julie
- Table de concertation de Brossard
- Table de développement social Pierre-de-Saurel
- Table jeunesse Samuel-de-Champlain
- Collectif immobilier communautaire Longueuil
- Carrefour des groupes populaires Saint-Hyacinthe



L'AVANT-GARDE

Santé mentale et hébergement
(Action régionale)

Adresse principale : 462, rue St-Paul, La Prairie
Point de services : 94, rue St-André, St-Rémi (depuis juin 2025)
Date de création : 1990
Nom de la direction générale : Connie Bleau
Téléphone principal de l'organisme : 450 444-9661
@ de l'organisme : direction@agsmlaprairie.org / info@agsmlaprairie.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- Groupe d'entraide et d'éducation populaire en santé mentale, avec une approche collective, critique et inclusive.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

1. Volet communautaire
Ce volet repose sur une approche d'entraide, d'éducation populaire et d'action collective.
- Groupes d'entraide : Espaces de parole et de solidarité entre personnes vivant des enjeux de santé mentale
- Activités critiques : Ateliers, discussions et événements qui remettent en question les normes médicales et sociales liées à la santé mentale
- Accompagnement du quotidien : Soutien concret dans les démarches, les relations, les besoins de base sans jugement ni bureaucratie
- Éducation populaire : Transmission de savoirs vécus, développement d'un regard critique sur les institutions et les discours dominants
- Milieu de vie inclusif : Un lieu où l'on peut simplement être, sans devoir prouver sa souffrance ou justifier sa présence.

2. Volet hébergement
Ce volet offre un lieu sécurisant et humain pour des personnes vivant une situation d'itinérance ou de précarité résidentielle.
- Accueil sans condition : L'hébergement ne repose pas sur le besoin réel
- Accompagnement actif : Soutien personnalisé pour réfléchir à sa trajectoire, développer un regard critique sur sa situation, et cheminer vers une stabilité choisie
- Milieu chaleureux : L'espace est pensé comme une maison vivante, avec cuisine, animaux et vie collective.
- Respect du rythme : Chaque personne est accompagnée selon son propre tempo, sans pression vers la **«** normalité **»**.

3. Autre aspect : politique et militant
- Déconstruction des normes psychiatriques : L'organisme refuse de réduire la souffrance à un trouble et milite pour une approche sociale et contextuelle.
- Valorisation des savoirs expérientiels : Les personnes concernées sont vues comme détentrices de savoirs.
- Critique des systèmes d'exclusion : L'Avant-garde agit contre les mécanismes qui isolent, médicalisent ou invisibilisent les personnes marginalisées.
- Création d'alternatives : L'organisme propose des pratiques concrètes qui incarnent une autre manière de faire du soin, du lien et du collectif.

Principaux bailleurs de fonds :

- PSOC
- Vers un chez soi (VCS)
- Plan d'action interministériel en itinérance PAII
- Centraide du Grand Montréal
- Plan de réponse communautaire aux campements PRCC



Nombre d'employé.es : 20

Nombre de bénévoles : 32

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Pression vers la médicamentation
- Sous-financement chronique et investissements en santé mentale et en itinérance
- Hausse de l'itinérance et précarité résidentielle
- Adaptation aux enjeux numériques

Implications de l'organisme

- CDC-JDN / CDC Roussillon
- Comité JR Itinérance
- TROC-M
- Comité régional santé mentale et dépendance
- Comité régional itinérance
- Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ)

L'ÉLAN DES JEUNES

Hébergement et supervision psychosociale jeunesse
(Action régionale)

Adresse principale : 155, de Gaspé Est, Châteauguay
Date de création : 2010
Noms de la codirection : Marie-Pier Gendron et Isabelle Dubuc
Téléphone principal de l'organisme : 450 844-3835
@ de l'organisme : direction@lelandesjeunes.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme
- Nous sommes une maison d'hébergement membre du Regroupement des Auberges du cœur du Québec et nous accueillons des jeunes de 16 à 22 ans en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Nous offrons des séjours de 3 mois et moins aux jeunes du territoire Jardins-Roussillon. Nos services sont bilingues et volontaires et nos chambres sont individuelles.
- L'équipe d'intervention est présente 24/7 afin d'assurer une présence et un accompagnement adapté au rythme de chaque jeune. L'équipe accompagne les jeunes dans leurs différentes démarches, telles que la recherche de logement, recherche d'emploi, retour aux études, etc. Nous les soutenons dans le développement de leur autonomie et la reprise de pouvoir sur leur vie.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés
- Hébergement
- Post-hébergement
- Favoriser la stabilité résidentielle

Principaux bailleurs de fonds : PSOC

Nombre d'employé.es : 16

Nombre de bénévoles : 10



Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Mise en place de La Bulle (appartements supervisés)
- Financement

Implications de l'organisme
- Table jeunesse x3 (Châteauguay, Kateri, Jardins-de-Napierville)
- CDC x2 (Roussillon, Jardins-de-Napierville)
- CA CDC Roussillon
- Comité élection CDC Roussillon
- Comité pénurie de main-d'œuvre CDC Roussillon
- Comité vie associative CDC Roussillon
- Itinérance Jardins-Roussillon
- TROC-Montérégie
- Comité de lutte à la pauvreté
- Regroupement des Auberges du Coeur du Québec
(+ comité Action, comité des pratiques, comités des inters)
- Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ)
- Comité priorités de la table jeunesse Châteauguay
- Comité Crimino : Châteauguay, kateri, Jardins (fondation)
- Comité Mercredi communautaire Châteauguay
- Comité Nuit des sans-abri
- National de la nuit de sans-abri
- Rendez-vous de la communauté et salon jeunesse

LA MAISON DU GOÉLAND

Santé mentale et hébergement
(Action régionale)

Adresse principale : 66, rue Saint-Pierre Saint-Constant
Date de création : 1994
Noms de la codirection : André Henley et Justine Croisetière
Téléphone principal de l'organisme : 450 845-1700
@ de l'organisme : info@lamaisongoeland.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme :
- Milieu de jour
- Hébergement
- centre de jour
- Logements sociaux
- Suivi d'intensité variable (soutien dans la communauté)
- Entente de service avec le CISSSMO pour offrir du soutien dans la communauté à 73 personnes ayant une fragilité en santé mentale sur le territoire des CLSC Kateri, Saint-Rémi et Napierville

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
- Réadaptation et intégration à la communauté

Principaux bailleurs de fonds :
- PSOC
- CISSSMO



Nombre d'employés : 11

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- Maintenir l'entente de service
- Consolider notre centre de jour

Implications de l'organisme
- CDC Jardins-de-Napierville
- CDC Roussillon
- Regroupement des organismes communautaires en santé mentale (ROCSMM)
- Table regroupement des organismes communautaires en santé et services sociaux du Centre-du-Québec et de la Mauricie (TROC-CQM)
- Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ)



LA RE-SOURCE

Maison d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale avec ou sans enfants
(Action régionale)

Adresse principale : Châteauguay- confidentielle
Date de création : 1988
Nom de la direction générale : Karine Morel
Points de service : possibilités de se déplacer
Téléphone principal de l'organisme : 450 699-0908
@ de l'organisme : direction@lare-source.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme :

-La Re-Source est un organisme communautaire autonome féministe et sans but lucratif. En tant que maison d'aide et d'hébergement de 1re et de 2e étape, nous avons pour principale mission de contrer la violence conjugale en assurant des lieux d'hébergement et des services d'aide sécuritaires, confidentiels et gratuits.
Nous offrons aux femmes et aux enfants victimes de violence conjugale un accompagnement qui a pour but de les outiller afin qu'elles et qu'ils reprennent du pouvoir sur leur vie en respectant le rythme de chacune et chacun ainsi que leurs différents besoins.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

Accueil téléphonique : Accès à notre ligne d'écoute 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Ce service est notre porte d'entrée pour tous nos services. Il permet aux femmes de créer un premier lien avec l'équipe d'intervention,
Hébergement 1re étape : Lorsque les femmes victimes de violence conjugale sont prêtes à quitter leur milieu de vie, notre maison peut héberger 4 femmes avec enfants et 2 femmes seules, pour un total de 6 chambres disponibles. Le temps d'hébergement varie selon les besoins de chacune et des démarches qui sont à effectuer.
Lors de l'accueil en hébergement, chaque femme est jumelée à une intervenante responsable de l'accompagner tout au long de son séjour.
En hébergement, les femmes et les enfants ont accès à :
- Des rencontres individuelles
- Des ateliers de groupes
- Des activités dans le milieu de vie
- Des interventions axées sur la relation mère-enfant

Accompagnement : Soutien dans les différentes démarches pour toutes les femmes qui vivent des impacts de la violence conjugale dans leur vie. Que ce soient des rencontres juridiques, des démarches administratives ou gouvernementales, des recherches de logement ou l'accès à des soins de santé.
Services externes : Rencontres individuelles, groupes de soutien et suivis post-hébergement.
Activités de prévention et de sensibilisation : Nous offrons des formations adaptées aux besoins des différents milieux; les ateliers s'adressent tant aux équipes de travail qu'à leur clientèle.
Logements : Notre maison de 2e étape offre un service d'hébergement en logement transitoire, sécuritaire et confidentiel, en plus d'offrir des services d'intervention spécialisée en violence conjugale post-séparation.
L'hébergement de 2e étape permet aux femmes de s'arrêter pour reprendre leur souffle et progresser vers une vie indépendante et autonome tout en continuant à recevoir des services d'intervention pendant une durée maximale d'un an. Les femmes et les enfants peuvent profiter d'une période d'adaptation, de suivi individualisé et d'une assurance de leur sécurité. Ces services sont offerts aux femmes terminant un séjour en hébergement de 1re étape qui ont besoin de poursuivre leurs démarches vers l'autonomie.

Principaux bailleurs de fonds : PSOC

Nombre d'employé.es : 34

Nombre de bénévoles : 5 (pout 150 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Accès à des logements abordables/crise du logement
- Femmes victimes de violence issues de l'immigration/complexification des démarches migratoires
- Augmentation des violences faites aux femmes

Précisions :
Admissions : 34 femmes : 43 enfants
Refus faute de place ou autre : 282 femmes, 203 enfants
5752 jours d'hébergements / Durée moyenne d'attente pour les services : 120 jours

Implications de l'organisme

- Comité femmes vigilantes de la région de Châteauguay -Table de concertation jeunesse de la région de Châteauguay
- Comité Régional de concertation contre l'intimidation et la violence-Comité des intervenantes en sensibilisation de la Montérégie
- Réseau des partenaires contre la violence faite aux femmes de Jardins-Roussillon-Regroupement Provincial des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- Table de concertation de la petite enfance-Alliance des maisons de 2e étape
- CDC Roussillon-Table de concertation des groupes de Femmes de la Montérégie
- Table Régionale des organismes communautaires de la Montérégie -Entente PHARE-Comité intersectoriel pour le Tribunal Spécialisé
- Comité régional Montérégie contre la violence conjugale (CISSM)
- CDC Jardins-de-Napierville

LAIT SOURCE Postnatal

(Action locale)

Adresse principale : 361, rue St-Jacques, Napierville
Date de création : 2025
Nom de la coordonnatrice bénévole : Mélissa Toupin
Téléphone principal de l'organisme : s/o
@ de l'organisme : laitsource@gmail.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme :

- Soutenir l'allaitement, en faire la promotion dans le but de normaliser cet acte et donner accès à de l'information juste.
- Briser l'isolement des jeunes parents et soutenir ceux-ci dans la périnatalité

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

- Causeries et ateliers/conférences sur des sujets intéressants pour les parents de nourrissons et jeunes enfants
- Halte-allaitement pour répondre aux questions des mamans en lien avec l'allaitement
- Cours de préparation à la naissance
- Jumelage individuel entre marraines bénévoles et parents allaitants pour soutien, entraide et référencement

Principaux bailleurs de fonds :
Nos fonds proviennent d'activités de financement en économie sociale, de financement obtenu via des projets avec la santé publique (habiletés parentales encadrement des bénévoles et table PEP) ainsi que les Éclaireurs (projet ponctuel) et un petit budget avec le Regroupement allaitement Montérégie (RAM) qui s'appelle « Ensemble vers une culture d'allaitement ».

Nombre d'employé.es : 0

Nombre de bénévoles : 11 (pour 430 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Aller chercher un budget récurrent (PSOC)
- Être en mesure de payer notre loyer avec les subventions qu'on va aller chercher
- Développer une offre de service en économie sociale
- Rejoindre les mamans de la région
- Former de nouvelles marraines bénévoles

Implications de l'organisme

- Comité RAM (Regroupement allaitement Montérégie)
- Table petite enfance et périnatalité Jardin-du-Québec
- Comité organisation RDV de la communauté



LES CHOUPETTES DE ST-MICHEL

Préscolaire
(Action locale)

Adresse principale : 438, place St-Michel, St-Michel
Date de création : 1990
Nom de la coordination : Vanessa Laplante
Téléphone principal de l'organisme : 450 454-5957
@ de l'organisme : leschoupettes@outlook.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme
Veiller à une transition douce et harmonieuse vers la « grande » école, favoriser les échanges positifs avec les parents, outiller les familles vulnérables et les accompagner.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
- Transmettre des valeurs par le jeu;
- Accompagner les enfants et les parents dans leurs défis;
- Transmettre de la pédagogie par des jeux ludiques;
- Offrir un milieu respectueux de l'enfant.

Principaux bailleurs de fonds :
- Aucun, seulement les campagnes de financement

Nombre d'employé.es : 1

Nombre de bénévoles : 5 (pour 30 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
Remplir nos groupes et trouver des sources de revenus.

Implications de l'organisme
- CDC Jardins-de-Napierville
- Table de concertation petite enfance et périnatalité Jardins-du-Québec



LES COMPLICES ALIMENTAIRES

Économie sociale – Sécurité alimentaire

(Action régionale)

Adresse principale : 300, rue Saint-Patrice, Saint-Patrice de Sherrington
Date de création : 2023
Nom de la direction générale : Nathalie Collin
Téléphone principal de l'organisme : 450 330-0771
@ de l'organisme : info@lescomplicesalimentaires.ca

Mission(s) principale(s) de l'organisme

Les Complices Alimentaires, c'est une entreprise d'économie sociale qui améliore l'accessibilité physique et économique à des fruits et légumes locaux tout en réduisant le gaspillage alimentaire. Pour ce faire, nous transformons les produits déclassés ou en surplus de nos maraîchers complices en délicieux produits congelés, accessibles à toutes et tous.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

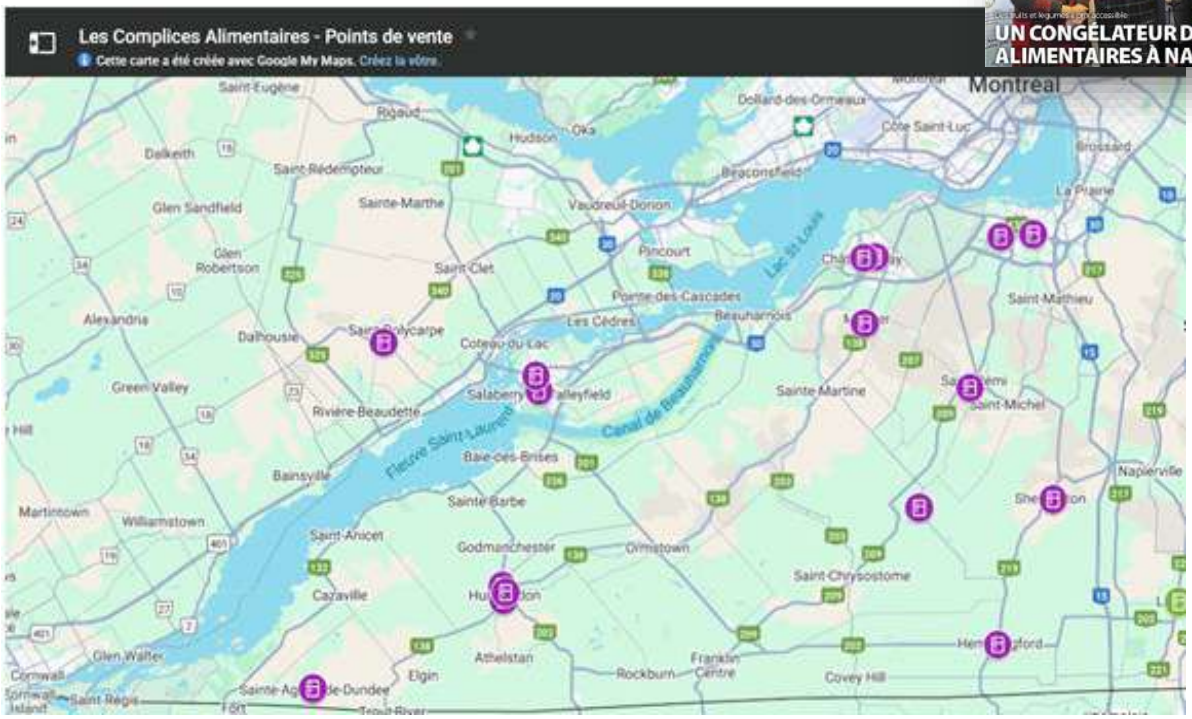
- Notre travail consiste à les valoriser en mettant à l'œuvre une équipe passionnée et dynamique. Nos produits sont transformés dans nos cuisines communautaires qui offrent un lieu d'apprentissage et d'intégration sociale et professionnelle en toute équité.
- **Un soutien est donné aux personnes éloignées du marché du travail qui souhaitent intégrer un emploi valorisant, à leur rythme et selon leurs capacités.**
  Nous sommes en cocréation d'un modèle innovant avec nos partenaires. Notre objectif est de créer un modèle de parcours en pré-employabilité qui pourrait être facilement reproduit à l'échelle du Québec. À l'heure actuelle, nous mettons tous nos efforts pour déployer une structure organisationnelle et psychosociale efficace, apportant des résultats concrets.

Implications de l'organisme

- CDC-JDN
- Table en sécurité alimentaire JDN


UN CONGÉLATEUR DES COMPLICES ALIMENTAIRES À NAPIERVILLE

Carte des points de vente (frigos)



MAISON DES JEUNES DE LA FRONTIÈRE

Maison des jeunes d'Hemmingford

(Action locale)

Adresse principale : 505, rue de la Frontière, Hemmingford
Date de création : 2005
Nom de la direction générale : Francesca Baron
Téléphone principal de l'organisme : 450 247-0148
@ de l'organisme : maisondesjeuneshemmingford@live.ca

Mission(s) principale(s) de l'organisme

La Maison des jeunes est une association de jeunes et d'adultes qui se sont donné la mission, sur une base volontaire, dans leur communauté, de tenir un lieu de rencontres animé où les jeunes pourront devenir des personnes citoyennes, critiques, actives et responsables. Être responsable, c'est devenir une personne possédant des droits et des responsabilités. C'est aussi assumer les conséquences de la réalisation des choix. C'est avoir la responsabilité de se reprendre, si nécessaire.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

- Faire l'apprentissage de la vie démocratique et de ses mécanismes;
- Favoriser la prise en charge et l'autonomie chez les jeunes, en commençant par leur temps de loisir;
- Permettre une amélioration de la capacité des jeunes d'avoir de meilleures relations interpersonnelles avec leurs entourages;
- Permettre les jeunes d'être mieux outillés pour diriger leur vie. C'est ce que nous appelons à la MDJ, faire de la prévention (drogues, alcool, intimidation, etc.)

Principaux bailleurs de fonds :

- PSOC

Nombre d'employé.es : 1



OBV SCABRIC

Société de conservation et d'aménagement des bassins versants de la Zone Châteauguay

(Action régionale)

Adresse principale : 1, rue du Pont, Sainte-Martine
Date de création : 1993
Nom de la direction générale : Geneviève Audet
Téléphone principal de l'organisme : 450 427-0911
Autre téléphone : 450 427-2068 (service de location, kayaks, canots, planches à pagaies, vélos, descentes sur la rivière et animation sur la rivière)
@ de l'organisme : info@scabric.ca

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- Améliorer la qualité de l'eau et des sols des bassins versants de la Zone Châteauguay.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

- Diffusion d'informations et éducation;
- Concertation avec les différents secteurs d'activités du territoire;
- Sensibilisation du public et des intervenants du milieu à l'approche par bassin versant;
- Restauration, conservation, mise en valeur et protection des berges, des habitats et des milieux humides;
- Suivi des dossiers régionaux, transfrontaliers et nationaux en environnement.

Principaux bailleurs de fonds :

- Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements climatiques, de la Faune et des Parcs
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec
- Environnement et Changement climatique Canada
- Fondation de la faune du Québec
- Offres de services et ententes



Nombre d'employé.es : 9 permanents, 4 saisonniers ou temps partiel

Nombre de bénévoles : 20

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Maintenir les revenus pour conserver les emplois
- Favoriser la visibilité de l'organisme
- Mettre en valeur les activités bénévoles

Implications de l'organisme :

- Comités plans climat des MRC des Jardins-de-Napierville, Haut-Saint-Laurent, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, Agglomération de Longueuil
- Comités PRMHH des MRC des Jardins-de-Napierville, Haut-Saint-Laurent, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, Agglomération de Longueuil
- Table de concertation Environnement Haut-Saint-Laurent
- Comité de réhabilitation de la rivière Châteauguay
- CDC des Jardins-de-Napierville, Haut-Saint-Laurent, Roussillon et Beauharnois-Salaberry
- Comité organisateur du Rendez-vous écocitoyen de la CDC Roussillon
- Assemblées du Pôle d'économie sociale
- Comité ZIP du Haut Saint-Laurent
- Table de concertation régionale du Haut Saint-Laurent - Grand-Montréal
- Communautés de pratiques du ROBVQ : Analyse et expertise, Mobilisation et communication, Administration et gestion
- Expert invité à l'audit de l'eau de la Ville de Beauharnois par la Commission municipale du Québec
- Expert invité au Symposium de la branche canadienne de l'Association Internationale pour le Contrôle de l'érosion (AICE)
- Expert invité à l'audience de la CPTAQ en lien avec un risque de contamination de l'esker Dewitt à Godmanchester
- Rendez-vous de l'eau et Rendez-vous des OBV du Québec
- Grande Agora des OBV du Québec

Au total :

- 168 activités avec des représentants municipaux
- 82 activités avec des représentants agricoles
- 13 kiosques et événements

Projets utiles dans la MRC des Jardins-de-Napierville

- Formation en biorétention décentralisée
- Carte interactive des grands préleveurs d'eau (plusieurs dans la MRC des Jardins)
- Accompagnement en agroenvironnement pour la cohabitation à Saint-Rémi et dans le bassin versant de la rivière Saint-Pierre (Saint-Rémi)/Saint-Constant)
- Accompagnement au projet GÉREAU (Saint-Rémi et environs)
- Accompagnement au projet ReSource (eau souterraine en Montérégie)
- Échantillonnage d'eau dans de nombreux cours d'eau de la MRC des Jardins
- Accompagnement à la municipalité de Sainte-Clotilde pour l'adaptation aux changements climatiques (programme OASIS)

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

Développement de l'économie sociale et solidaire
(Action régionale)

Adresse principale : 168, avenue St-Charles, Vaudreuil-Dorion
Date de création : 2015
Nom de la direction générale ou de la coordination : Olivier Doyle (DG)
Téléphone principal de l'organisme : 450 374-2402
@ de l'organisme : direction@economiesocialevhsl.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme

Le Pôle d'économie sociale Vallée-du-Haut-Saint-Laurent est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de :
- Concerter les divers acteurs et partenaires de l'économie sociale et solidaire;
- Promouvoir l'économie sociale et les entreprises d'économie sociale sur l'ensemble de son territoire et présenter l'économie sociale comme modèle alternatif au développement économique;
- Représenter la corporation aux niveaux local, régional et national;
- Favoriser la mise en place des conditions nécessaires à la création, la croissance et la consolidation des entreprises d'économie sociale;
- Offrir des services divers aux acteurs du domaine de l'économie sociale et solidaire;
- Soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire sur le territoire des 5 MRC de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent.

Principaux bailleurs de fonds

- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (de base)
- Secrétariat à la Jeunesse (projet SISMIC incubateurs collectifs jeunesse)

Nombre d'employé.es : 2

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Faire connaître l'économie sociale et sa capacité à répondre aux enjeux du développement territorial, en mettant l'humain au centre de son action.
- Authentifier des organisations qui développent des réponses par l'économie sociale
- Déployer le réflexe de l'achat en économie sociale : Favoriser le développement économique entre les acteurs de l'économie sociale, le municipal et les grands acheteurs.



Ps. JEUNESSE

Carrefour jeunesse-emploi Huntingdon : Point de service à St-Rémi

(Action locale)

Adresse principale : 18, rue de l'Église
Date de création :1984
Nom de la direction générale et de la coordination : Isabelle Prégent (DG); Brigitte Perrier (coordonnatrice) à St-Rémi
Téléphone principal de l'organisme : 450 454-5814
@ de l'organisme : info@cjehuntingdon.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- Le Carrefour jeunesse-emploi a comme mission d'accompagner et de guider les jeunes adultes de 15 à 35 ans dans leurs démarches d'intégration en emploi, de retour aux études et d'autonomie personnelle et sociale.
- Le CJE vise également à soutenir les jeunes dans leur persévérance scolaire ou le développement de projets d'entrepreneuriat, de bénévolat et de volontariat.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés

- Recherche d'emploi
- Orientation scolaire, information scolaire et persévérance scolaire
- Initiateur d'un projet concerté spécifique en transport

Nombre d'employé.es : St-Rémi = 8 employés



Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Transport
- Intégration et maintien en emploi

Implications de l'organisme

- Table de concertation jeunesse Jardins-du-Québec
- Comité aviseur du travail de milieu
- CDC-JDN et membre du CA
- Comité Salon jeunesse
- Table de concertation économique main-d'œuvre et formation
- Comité Rendez-vous de la communauté
- Regroupement des Carrefours jeunesse-emploi de la Montérégie
- Axtra (Alliance des centres-conseils en emploi)
- CA du Cégep de Valleyfield (DG)

RATTMAQ

Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec

(Action nationale)

Adresse principale : 840, rue Notre Dame, Saint-Rémi
Date de création : 2017
Nom de la direction générale : Mélanie Gauvin (DG);
Karem Niño (Coordonnatrice Montérégie)
Point de service : Saint-Rémi
Téléphone principal de l'organisme : 514 415-8077
Autre téléphone, si nécessaire : 438 377-5496
@ de l'organisme : info@rattmaq.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme :

Le RATTMAQ est un organisme de défense de droits qui vise à offrir des services d'accompagnement en matière d'immigration, de santé, d'éducation ou de francisation aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec ainsi que du secteur de la transformation alimentaire. L'organisme a pour but de les sensibiliser à leurs droits, leurs obligations et leurs responsabilités. Il vise la promotion et la défense de leurs intérêts auprès de diverses instances du gouvernement du Québec et du Canada. Le RATTMAQ offre également un volet d'information et d'éducation au public pour créer et soutenir un mouvement d'accueil à leur égard.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

- Accueil et orientation dans les aéroports
- Défense des droits du travail et accompagnement
- Francisation et accès aux services
- Intervention communautaire et culturelle
- Relations consulaires et institutionnelles
- Sensibilisation et représentation politique



Principaux bailleurs de fonds : Gouvernement provincial (MIFI) et Santé publique du Québec

Nombre d'employé.es : 25

Nombre de bénévoles : 4

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

Élargir l'accueil dans l'aéroport de Montréal
- Accueillir un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs migrants agricoles à leur arrivée au Québec.
- Renforcer la logistique des bénévoles et des étudiant.es qui appuient à l'aéroport.
- Mettre à jour et améliorer le matériel d'information (agenda des droits, brochures multilingues).

Renforcer la défense des droits du travail
- Accroître la capacité d'accompagnement dans les cas de conflits et d'abus.
- Développer des partenariats avec les syndicats, cliniques juridiques et organismes de défense des droits.
- Faciliter des mécanismes sûrs de dénonciation pour les travailleuses et travailleurs temporaires agricoles.

Consolider la francisation
- Étendre le programme « S'amuser en français / Se divertir en français » à d'autres régions.
- Créer du matériel pédagogique adapté à la réalité agricole.
- Assurer la participation d'un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs aux ateliers.

Renforcer l'intégration communautaire
- Organiser davantage d'activités culturelles et récréatives dans les régions agricoles (BBQ, sports, rencontres multiculturelles).

Maintenir et élargir la collaboration avec les consulats du Mexique, du Guatemala, du Salvador et d'autres pays.
- Multiplier les consulats mobiles afin de rapprocher les services des zones rurales.
- Mettre en place des mécanismes de suivi conjoint en cas d'urgence.

Accroître l'incidence sociale et politique
- Donner une plus grande visibilité aux conditions de vie et de travail des travailleuses et travailleurs agricoles.

Implications de l'organisme

- TROVEP - Montérégie
- Table pastorale des travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec
- Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie (TROC-M)
- Chantier d'immigration des Jardins de Napierville
- Table en immigration de Roussillon

SERVICE D'ACTION BÉNÉVOLE (SAB)
Au Cœur du Jardin
(Action locale)

Adresse principale : 1030, rue Notre-Dame, Saint-Rémi
Date de création : 1980
Nom de la direction générale : Sylvain Roy
Points de services : Napierville et Hemmingford
Téléphone principal de l'organisme : 450 454-6567
@ de l'organisme : dirsab.stremi@bellnet.ca

Mission(s) principale(s) de l'organisme
Promouvoir l'action bénévole et soutenir les personnes, notamment les aînés par l'action bénévole.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés
- Soutenir les individus de tous âges; références pour des besoins des usagers, référence pour des besoins en bénévolat auprès des organismes, les impôts, l'accompagnement-transport médical, la proche-aidance, etc.
- Soutenir les aînés
- Offrir des contacts téléphoniques et visites d'amitié, transport-accompagnement médical, plats diététiques congelés, gymnastique, formation nouvelles technologies, assistance-formulaire, impôts des particuliers à faible revenu, programme Sécuricab, conférences pertinentes pour les aînés, information et référence, la proche-aidance.
- Soutenir les organismes
- Prêter des salles
- Étude sur l'action bénévole sur notre territoire
- Formations : Rôle et responsabilité des directions et des membres des conseils d'administration

Principaux bailleurs de fonds :
- PSOC
- Centraide du Grand Montréal
- Appui Montérégie



Nombre d'employé.es : 5 (pour le moment)

Nombre de bénévoles : 228 (pour 9 527 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
- La relève

Implications de l'organisme
- Table de concertation des aînés
- Comité MADA (MRC)
- Table de la sécurité alimentaire
- Comité Rendez-vous de la communauté
- FCABQ (Fédération des centres bénévoles)
- Regroupement des centres d'action bénévole Montérégie
- CDC-JDN
- TROC-M

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DES XI

(pour les 11 municipalités de la MRC)

(Action locale)

Adresse principale : 234, des Loisirs, Sherrington
Date de création : 2009
Nom du président de l'organisme : Michel Fortin
Téléphone principal de l'organisme : 450 454-7290
@ de l'organisme : mrcshxi@gmail.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme

- Faire avancer l'étude de l'histoire locale et régionale par des recherches, des publications, des conférences et des expositions.
- Études des familles fondatrices et effectuer des recherches généalogiques

Volet(s) d'intervention(s) détaillés

- Présentations aux étudiants du secondaire, aux membres de la FADOQ et aux publics de tous âges;
- Sensibilisation sur l'importance de conserver en mémoire leurs ancêtres, ce qui est difficile à accomplir pour une personne novice dans l'étude de la généalogie et de l'histoire;
- Répondre aux nombreuses demandes au sujet des lignées familiales;
- Créer des outils spécifiques selon les demandes reçues.

Principaux bailleurs de fonds

Aucun.

Nombre d'employés : 0

Nombre de bénévoles : 4

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Recruter de nouveaux membres (surtout pour le CA) et des bénévoles (88 membres en 2025).

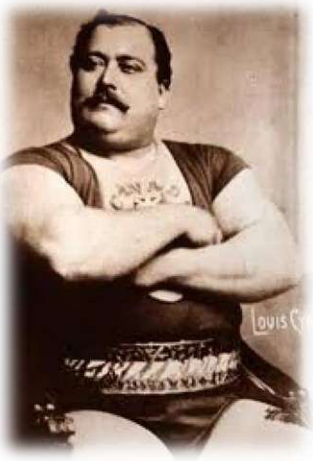
Provenance des lectrices et lecteurs :

Québec et Canada

- Sherbrooke, Toronto, Ottawa, Tracy-Sorel, Huntington QC, Ste-Martine, La Prairie, Montréal, Lacolle, St-Jean-sur-le-Richelieu, Châteauguay, Longueuil, Lévis, Boucherville, Sainte-Mélanie, Terrebonne, Calgary AB.

International

- Australie, États-Unis, Rouses-Point et PLattsburgh N.Y., Bahamas, Floride, Palo-Alto Californie





SOURIRE SANS FIN

Organisme famille
(Action locale)

Adresse principale : 2A, Ste-famille, St-Rémi
Date de création : 1996
Nom de la direction générale : Nathalie Charbonneau
Point de service : Napierville
Téléphone principal de l'organisme : 450 454-5747
@ de l'organisme : direction@souriresansfin.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme

L'organisme est un centre de solidarité familial. Nous offrons particulièrement aux personnes en situation de vulnérabilité et aux familles du territoire de la MRC des Jardins-de-Napierville des services et des activités d'entraide, de support, de formation et d'intégration dans une perspective de solidarité et de prise en charge de l'individu par lui-même.

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :

- Soutien à la famille
- Partage de nourriture hebdomadaire / Cuisine collective
- Dépannage de nourriture
- Service aux aînés (accompagnement, référencement, soutien, etc.)
- Aide au logement
- Aide aux personnes itinérantes
- Halte-garderie
- Friperie (économie sociale)
- Lutter contre l'isolement
- Activités diverses



Principaux bailleurs de fonds : PSOC, Centraide

Nombre d'employé.es : 19

Nombre de bénévoles : 102 (pour 9013 heures de bénévolat)

Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027

- Faire une planification stratégique
- Continuer à travailler pour assurer un logement pour tous
- Augmenter le financement pour faire face à l'augmentation des demandes d'aide alimentaire et pouvoir répondre à la demande

Implications de l'organisme

- CDC-JDN
- Table de Concertation en logement des Jardins-de-Napierville
- Table de concertation en itinérance Jardins-Roussillon
- Comité des mesures d'urgence
- Pôle d'Économie sociale Vallée-du-Haut-St-Laurent
- Comité transition scolaire Saint-Viateur Clotide-Raymond
- Comité transition scolaire CSSDGS
- Table de concertation petite enfance et périnatalité
- Comité de coordination « Je tisse des liens gagnants »
- Association des Haltes-Garderies Communautaires du Québec
- Comité de coordination « Ma famille, ma communauté »
- Fédération québécoise des organismes communautaires familles
- Table de concertation jeunesse
- Table des aînés
- Comité de suivi de la politique familiale et MADA
- Communauté de pratique ITMAV
- Popote roulante et autres services alimentaires
- Table de concertation en sécurité alimentaire
- Comité des membres de Moisson Rive-Sud
- Table de concertation en sécurité alimentaire Montérégie
- Regroupement des cuisines collectives du Québec
- Regroupement des organismes communautaires Famille autonomes de la Montérégie (ROCFAM)
- Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie (TROC-M)

P A I I
(programme ministériel contre la lutte à l'itinérance ou risque)

2024

- **Itinérance : 10 familles et 13 personnes individuelles accompagnées – 5 familles et 5 personnes individuelles relocalisées dans une autre MRC**
- **Risque d'itinérance : 9 familles / 25 personnes – 34 familles et personnes individuelles ont été accompagnées**
- **1 famille relocalisée dans la MRC des Jardins (PSL)**

2025 (personnes ayant reçu au moins une intervention de SSF)

- **Itinérance cachée : 23 personnes individuelles (+77 %)**
- **Risque d'itinérance : 19 personnes individuelles (-24 %)**
- **Total : 42 personnes**

- **Évaluation itinérance à risque** (personnes et familles n'ayant pas de suivi, mais étant connues à risque) **: 21 personnes**
- **1 personne sur 3 est membre d'une famille**
  Soit une évaluation totale de 100 personnes itinérantes connues à risque, incluant les enfants.

Ces chiffres ne reflètent que partiellement la réalité, voir page 55.

VENTS D'ESPOIR DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT

Pavillon Angélique et Benjamin Milieu de vie et hébergement pour les personnes ayant une déficience motrice et/ou traumatisme crânien
(Action régionale)

Adresse principale : 105, Lachapelle Est, Saint-Rémi
Date de création : 2014
Nom de la direction générale : Sylvie Boyer (fondatrice)
Téléphone principal de l'organisme : 450 992-0512
@ de l'organisme : info@ventsdespoir.org

Mission(s) principale(s) de l'organisme
Vents d'Espoir de la Vallée du Saint-Laurent :
- Doter la Montérégie-Ouest d'un complexe multifonctionnel entièrement accessible et adapté pour les personnes de 18 à 55 ans qui vivent avec une déficience motrice ou un traumatisme crânien.
- Offrir 42 logements dont : 8 studios, 27 : 3 1/2, 6 : 4 1/2 et 1 : 5 1/2
- Espaces communs qui répondront également au besoin de la clientèle extérieure; Centre de jour incluant un atelier de cuisine et de menuiserie, un bassin thérapeutique et une salle de gym

Pavillon Angélique et Benjamin :
- Offrir des services et des activités adaptés afin de répondre aux besoins de ses personnes et de leurs familles (proches aidants)

Volet(s) d'intervention(s) détaillés
- Service d'activités de jour
- Répit à domicile
- Groupe d'entraide, de transmission de connaissances et soutien psychosocial
- Service de transport pour participer aux activités du centre de jour



Principaux bailleurs de fonds
Vents d'Espoir de la Vallée du Saint-Laurent :
- Campagne majeure de financement
- Levées de fonds annuelles
- Société d'habitation du Québec
- Société canadienne d'hypothèque et de logements

Pavillon Angélique et Benjamin :
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest
- L'Appui
- Fondation Martin Matte

Nombre d'employé.es : 7

Nombre de bénévoles : 22 (pour 1344 heures de bénévolat)



Les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027
-Être reconnu admissible au Programme de soutien aux organismes communautaires et obtenir du financement
-Finaliser le projet de construction

Implications de l'organisme
- CDC-JDN
- Table de concertation en transport des Jardins

MIEUX-ÊTRE CHEVAL MESSAGER Développement personnel par les chevaux

(Économie sociale-Action régionale)

Adresse principale : 1278, rang St-Régis, St-Isidore (écurie)
Date de création : 2019
Nom de la direction générale : Danielle Leduc
Téléphone principal de l'organisme : 514 606-0482
@ de l'organisme : cheval.messager@gmail.com

Mission(s) principale(s) de l'organisme :
- Aide et soutien à la population, par l'expérience équine (cheval)
- Lieu de rencontre et de partage pour le mieux-être avec les chevaux

Volet(s) d'intervention(s) détaillés :
- Ateliers individuels ou de groupe à durées variables
- Soin en relation d'aide
- Zoothérapie jeunesse
- Horsemanship
- Ressourcement (soins énergétiques)
- Team building
- Formations de nouveaux facilitateurs



Principaux bailleurs de fonds : Aucun financement

Nombre d'employés : 0

Nombre de bénévoles : 2 (pour +3000 heures de bénévolat)

Quels sont les défis que l'organisme devra relever en 2026-2027 ?

- Développer la fréquentation de l'organisme
- Être reconnu par la santé publique comme organisme en santé mentale

Implications de l'organisme
- CDC-JDN

COMITÉ D'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS DE ST-RÉMI (Action locale)

Adresse principale : 840, rue Notre-Dame, St-Rémi
Date de création : 2010
Nom de la direction générale : Yves Séguin
Contact : Sylvie Rémillard, membre citoyenne de la CDC-JDN
@ de l'organisme : sylviehubert@live.ca

Mission(s) principale(s) de l'organisme :
- Entreprendre des démarches de parrainage privé afin d'accueillir des familles de différents pays en situation de crise.
- Organiser la logistique de l'arrivée des familles et subvenir à leurs besoins essentiels (hébergement, vêtements, nourritures, soins…) durant un an.
- Assurer un accompagnement dans l'intégration globale de chacun des membres des familles accueillies bien au-delà de la première année. (Santé, scolaire, francisation, sociale, économique, travail…)
- Procéder à des levées de fonds et assurer la gestion administrative des sommes amassées.
- Recruter, encadrer et supporter des bénévoles

Principaux bailleurs de fonds : Aucun financement

Nombre d'employé.es : 0

Nombre de bénévoles : 15

L'économie sociale en

Montérégie

en 2022



Population de la région
1 471 331

Portrait général

	Montérégie[1]	L'économie sociale dans l'ensemble du Québec
Nombre approximatif d'entreprises d'économie sociale	1 220	11 360
OBNL	1 010	8 710
Coopératives non financières	180	2 420
Coopératives financières et mutuelles	30	240
Proportion d'entreprises de moins de 10 ans	12,6 %	12,4 %
Nombre approximatif de membres[2]	1 321 890	11 468 540
Nombre approximatif de personnes administratrices[3]	8 730	81 250
Nombre approximatif d'entreprises ayant des revenus[4] de 2 M$ ou plus	200	1 430

Emploi

Nombre approximatif de personnes salariées[5]	24 780	248 470
Proportion d'entreprises ayant moins de 5 personnes salariées	42,2 %	46,1 %
Proportion d'entreprises ayant plus de 25 personnes salariées	18,6 %	14,0 %
Dépenses en matière de rémunération[6]	1 199,5 M$	14,2 G$
Proportion de personnes salariées appartenant à certains groupes		
Personnes salariées à temps plein	68,3 %	70,1 %
Personnes salariées saisonnières	19,6 %	17,0 %
Femmes+[7,8]	67,1 %	62,9 %
Personnes de 35 ans ou moins	42,5 %	42,2 %
Personnes de 55 ans ou plus	18,4 %	19,8 %
Personnes handicapées[8]	3,7 % *	2,9 %
Personnes issues d'une minorité visible[8]	7,6 %	9,5 %
Personnes immigrantes ou résidentes temporaires[8]	2,4 %	3,6 %

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Il s'agit généralement de la région administrative où se situe le siège social de l'entreprise.
2. Il s'agit des membres, personnes et organisations confondues, en date du 31 mars 2023. Sont incluses les personnes administratrices membres de l'entreprise. Notons qu'une personne ou une organisation peut être membre de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne ou organisation pourrait être comptée au total plus d'une fois.
3. Il s'agit des personnes administratrices en date du 31 mars 2023. Notons qu'une personne peut siéger au conseil d'administration de plus d'une entreprise d'économie sociale ; ainsi, une même personne pourrait être comptée au total plus d'une fois.
4. Les revenus incluent ceux des filiales détenues directement par les entreprises.
5. Les personnes salariées sont celles travaillant au Québec, y compris celles des filiales détenues directement par les entreprises.
6. Les dépenses en matière de rémunération incluent les sommes versées par les filiales détenues directement par les entreprises.
7. Le terme « femmes+ » réfère aux femmes et à certaines personnes non binaires. Les personnes non binaires, soit celles dont le genre se situe en dehors du modèle binaire masculin-féminin, ont en effet été réparties entre les hommes et les femmes pour des raisons de confidentialité et de qualité.
8. Les estimations concernant l'appartenance à certains groupes reposent sur la connaissance ou la perception qu'en a une tierce personne. En effet, comme les personnes concernées n'ont pas été interrogées dans le cadre de l'enquête, ce ne sont pas elles qui ont indiqué appartenir à ce groupe. Compte tenu de ces limites, il convient d'interpréter avec prudence les résultats présentés.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête auprès des organismes à but non lucratif, des coopératives et des mutuelles*, 2023.



Pourquoi ce mouvement du milieu communautaire?

Le milieu communautaire autonome est un pilier essentiel du filet social québécois.
Alors que les besoins explosent, les groupes communautaires s'épuisent. Il est temps d'agir.

LE COMMUNAUTAIRE NE DEMANDE PAS LA CHARITÉ : IL EXIGE LE FINANCEMENT ADÉQUAT, LE RESPECT DE SON AUTONOMIE ET LA RECONNAISSANCE.

NOS REVENDICATIONS

- conditions de travail décentes
- financement suffisant à la mission
- reconnaissance pleine et entière des organismes
- protection de l'autonomie et fin du financement précaire
- investir dans le modèle communautaire comme pilier stratégique

LE COMMUNAUTAIRE EST À BOUTTE

- Manque de ressources et de moyens
- Taux de roulement de personnel **de 35 %**
- Salaires **de 33 à 42 %** inférieurs à la moyenne
- **90 %** des équipes vivent de la surchage et/ou de l'épuisement
- Perte d'expertise

SOUTENIR NOS 50 000 TRAVAILLEURS-EUSES

- Dont **75 %** des emplois sont occupés par **des femmes**

1er ENGAGEMENT CONCRET

FONDS D'URGENCE DE 360 M$ POUR :

- Financement récurrent à la mission
- Équivaut à environ **80 000 $** par groupe
- Amélioration de certaines conditions de travail

INVESTIR DANS LE MILIEU COMMUNAUTAIRE, C'EST INVESTIR DANS LE QUÉBEC

Financement : LES LIMITES DE LA PHILANTHROPIE

La philanthropie, de quoi parle-t-on ?

Le dictionnaire définit la philanthropie comme le *"sentiment qui pousse les hommes à venir en aide aux autres"* ou comme *"l'amour de l'humanité"*. Dans les faits, la philanthropie représente l'ensemble des dons privés librement consentis en faveur d'organismes agissant dans l'intérêt général (éducation, lutte contre la pauvreté, environnement, santé, recherche scientifique, arts et culture, …). Le mot philanthropie suppose généralement une démarche de don organisée, par exemple par la création d'une fondation, et des montants donnés substantiels.

Quelles sont les limites du financement philanthropique ?

La philanthropie est limitée par sa nature volontaire, son manque de prévisibilité, la volonté des donateurs de contrôler l'impact et une répartition inégale des fonds. Elle ne peut remplacer l'État pour un financement structurel, assurant souvent une compensation plutôt qu'une prévention des problèmes sociaux.

- Volonté individuelle vs Intérêt public : La philanthropie permet aux donateurs de choisir la destination de leur "impôt", ce qui peut mener à un déséquilibre dans le financement des causes, favorisant certains secteurs au détriment de besoins communautaires cruciaux.
- Instabilité et iniquité : Contrairement au financement public, la philanthropie ne garantit pas la pérennité, créant une dépendance, une compétition entre organismes, et une iniquité d'accès aux fonds, souvent au détriment des organismes de petite taille.
- Faible impact sur les causes profondes : Souvent concentrée sur la réparation (court terme) plutôt que la transformation sociale (long terme), elle peine à éteindre les incendies sociaux sans s'attaquer aux racines des inégalités.
- Contraintes fiscales et de gestion : Les fondations ont des obligations de distribution limitées (ex: souvent 5% du capital annuellement) et la fiscalité influence l'orientation des dons, limitant parfois l'innovation, selon les analyses de CPA Canada.
- Perpétuité recherchée : Le désir des donateurs de pérenniser leur fondation peut freiner la distribution maximale des fonds disponibles au moment où les besoins sont les plus grands.

Enfin, la philanthropie classique est jugée parfois incompatible avec la gestion des crises climatiques, agissant en compensation plutôt qu'en prévention.

Source : Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie

Proposition de conclusion :

Dans la MRC des Jardins-de-Napierville, comme dans d'autres MRC, des fondations offrent une partie de l'oxygène nécessaire aux organismes pour combler les trous de services de notre réalité agricole et les 30 % complémentaires que demande le PSOC. **Merci à elles !**
Mais dans les faits, comment peut-on penser qu'un financement aussi aléatoire pourrait remplacer une politique gouvernementale structurée, PARTICULIÈREMENT lorsque les organismes communautaires ont fait leurs preuves et sont considérés depuis 40 ans comme des partenaires crédibles et fonctionnels par les pouvoirs publics et les partenaires sociaux ?

CDC
Jardins-de-Napierville

Direction
direction@cdcjdn.org

Direction projet solutions en logement
logement@cdcjdn.org

Site Internet
cdcjdn.org

Profile Facebook
facebook.com/cdcjdn.org

Vie associative
liaison@cdcjdn.org

Direction projet solutions en transport
transport@cdcjdn.org

LinkedIn
linkedin.com/in/cdcjdn

Page Facebook
facebook.com/page.cdcjdn.org

840, rue Notre-Dame, Saint-Rémi, QC J0L 2L0



VISITEZ NOTRE SITE INTERNET : CDCJDN.ORG
POUR AVOIR UNE FOULE D'INFORMATIONS UTILES
POUR LES ORGANISMES ET LES USAGERS.

CDC les Jardins-de-Napierville 2026 – Rédaction : Philippe Jallon ; *Révision, et comité de lecture : Joanne Bélisle, Cécile Bertin, Sylvie Gamache*